



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Soler
2, rue Pierre d'Aspelt
L-1142 Luxembourg

Références : D3-25-0168
Dossier suivi par : Adriano Orlando
Tél. : (+352) 247-86866
E-mail : adriano.orlando@mev.etat.lu

Luxembourg, le 12 DEC. 2025

**Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)
Evaluation du projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid
– Avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation**

Madame, Monsieur,

Le projet sous rubrique figure au point 73 de l'annexe IV du règlement grand-ducal modifié du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.

Par ma décision du 22 septembre 2025 (décision screening), l'élaboration d'un rapport d'évaluation a été requise pour le projet sous rubrique.

La loi modifiée du 15 mai 2018 exige dans ce cas de figure l'élaboration obligatoire d'un avis des autorités sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation.

Vous trouverez en annexe l'avis établi en vertu de l'article 5 de la prédite loi. L'avis est basé sur le document « Projekt „Wandpark Pëtschent“ » du 13 août 2025 par Soler S.A.

L'avis qui suit comprend également les avis des autres autorités avec des responsabilités spécifiques en matière environnementale (voir liste en annexe) et sera publié sur le site www.eie.lu au plus tard au moment de l'information et de la participation du public prévue à l'article 8 de la loi précitée.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Sur demande du maître d'ouvrage une réunion de concertation avec les autorités ayant fourni une contribution pourra être organisée dans les meilleurs délais.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement



N° Dossier : D3-25-0168		
Projet « Wandpark Pëtschent »		
EIE Phase :	Scoping	
Autorité	Saisine	Avis
Administration de la nature et des forêts Arrondissement Centre-Est	Oui	23.10.2025
Administration de l'environnement	Oui	30.10.2025
Administration de la gestion de l'eau	Oui	16.10.2025
Ministère de l'Economie	Oui	-
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire	Oui	-
Direction de l'Aviation civile	Oui	08.10.2025
Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale	Oui	09.10.2025
Inspection du travail et des mines	Oui	06.10.2025
Institut national de recherche archéologique	Oui	21.10.2025
Direction des Ponts et Chaussées	Oui	27.10.2025
Administration communale de Putscheid	Oui	16.10.2025
Administration communale de Parc Hosingen	Oui	21.10.2025
Administration communale de Tandel	Oui	-
Administration communale de Vianden	Oui	23.10.2025



Avis spécifique du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

L'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a comme objectif de vérifier à un stade précoce de la planification et avant l'octroi d'une autorisation environnementale (eau, protection de la nature, établissements classés) si le projet a des incidences notables sur l'environnement afin de déterminer les mesures à appliquer pour éviter, réduire ou compenser ces incidences.

L'approche préventive est au centre de toute procédure EIE dont la pièce-maîtresse constitue l'élaboration d'un rapport d'évaluation par un/des expert(s) agréé(s). Afin d'orienter l'élaboration du rapport d'évaluation, l'autorité compétente doit formuler un avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation à présenter par le maître d'ouvrage. En fonction du projet, l'autorité compétente demande également l'avis d'autres autorités avec des responsabilités spécifiques en matière d'environnement (voir article 5 de la loi EIE du 15 mai 2018).

Compte tenu des informations et propositions exposées dans le document « Projekt „Wandpark Pëtschent“ », les remarques et précisions suivantes sont à considérer lors de l'élaboration du rapport d'évaluation :

1 Généralités

- 1.1 Le bureau d'études qui prépare et présente le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement est obligé d'avoir un agrément suivant l'article 6.3 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (ci-après loi EIE) : « *Afin d'assurer l'exhaustivité et la qualité du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, le maître d'ouvrage s'assure que le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement est préparé par des personnes agréées en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement.* ».¹
- 1.2 Les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le cadre du rapport d'évaluation sont précisées par les articles 3 et 6 ainsi que l'annexe III de la loi EIE. Une attention particulière est à porter à l'annexe III. Certaines thématiques y développées sont particulièrement importantes pour l'élaboration du rapport d'évaluation relatif au projet et nous revenons par la suite d'une manière plus précise à ces thématiques.

¹ Article 6 paragraphe 3 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement



- 1.3 Il est à noter que le rapport d'évaluation est à soumettre à la consultation du public. Ceci présuppose que toutes les informations requises pour la compréhension du projet et de ses incidences sur l'environnement fassent partie intégrante du dossier à soumettre. Il ne peut être renvoyé à des informations complémentaires sans que celles-ci ne soient clairement décrites dans le rapport d'évaluation ou annexées à celui-ci. La présentation des informations dans le rapport d'évaluation sous forme matérielle et digitale doit être complète, cohérente et facile à retracer.
- 1.4 Le rapport d'évaluation ainsi que toutes les études complémentaires (p.ex. études sonores, études d'ombrage, études faunistiques, etc.) doivent clairement mettre en évidence et évaluer le projet dans le contexte de la situation existante et prendre en compte la cumulation de ce projet avec d'autres parcs éoliens existants, approuvés, en procédure d'autorisation ou en cours de procédure d'évaluation.
- 1.5 En fonction des risques ou des incertitudes identifiées, le rapport d'évaluation devra présenter une stratégie de gestion sur base de mesures d'évitement, d'atténuation et de monitoring (voir point 7 de l'annexe III) qui est à décliner par rapport aux différents biens à protéger potentiellement touchés. La sensibilité du milieu environnant est à considérer dans ce contexte en fonction de l'étendue spatiale potentielle des nuisances (p.ex. la santé humaine, la biodiversité, le paysage, ...).
- 1.6 Le rapport d'évaluation devra revenir sur les solutions de substitution raisonnables, notamment en ce qui concerne le type d'éolienne, l'emplacement des éoliennes et le choix des tracés pour le transport des éoliennes et le raccordement électrique et préciser les raisons du choix effectué en fonction des incidences environnementales du projet (voir point 2 de l'annexe III).
- 1.7 Il est pratique courante que le rapport d'évaluation comprenne une synthèse des résultats d'évaluation, des choix analysés et des mesures (p.ex. sous forme de tableau). Dans ce contexte, il est également indiqué que les auteurs du rapport d'évaluation se prononcent sur les mesures envisagées pour éviter, prévenir, réduire ou si possible, compenser les incidences négatives notables identifiés, du projet sur l'environnement et ceci en tenant compte des différentes variantes analysées conformément au point 7 de l'annexe III de la loi modifiée du 15 mai 2018. Des éventuelles modalités de suivi doivent également être proposées par le bureau d'études.
- 1.8 En outre, le bureau d'études est tenu de présenter dans le rapport d'évaluation d'une manière transparente les différentes étapes qui suivront la procédure d'évaluation, en indiquant les différentes autorisations requises pour la réalisation du projet et en y intégrant d'éventuelles demandes d'autorisation en matière environnementale déjà soumises aux autorités concernées, voire les autorisations déjà reçues.
- 1.9 Toutes les données faunistiques recueillies dans les études de terrain sont à intégrer dans la base de données du musée national d'histoire naturelle.



2 Description du projet

- 2.1 Afin de cadrer l'évaluation dans le rapport, il importe d'identifier de manière précise les voies d'exposition (« Wirkungspfade ») et les aires d'exposition potentielles des incidences significatives liées au projet par rapport aux facteurs définis à l'article 3 de la loi EIE. Dans le cas du dossier soumis pour avis un accent particulier doit être mis sur les facteurs environnementaux « population, santé humaine », « biodiversité » et « paysage ». L'évaluation devra se baser sur les voies d'exposition pertinentes et distinguer entre la phase chantier et la phase de fonctionnement normal (voir annexe III de la loi EIE, points 1.a. et 1.c.).
- 2.2 Les auteurs du rapport d'évaluation devront thématiser les incidences sur chaque facteur environnemental défini à l'article 3 de la loi modifiée du 15 mai 2018 et, dans la mesure du possible, chiffrer et dimensionner les répercussions du projet sur l'environnement (p.ex. bruit, ombrage, faune, flore, paysage, etc.).
- 2.3 La description de la phase chantier (i.e. terrassements, organisation du chantier, phasage, etc.) et de la phase d'exploitation sont à approfondir. Les incidences notables probables sont à évaluer pour ces différentes phases. Le rapport d'évaluation devra mettre en évidence comment l'organisation des travaux et du phasage, le choix des infrastructures/technologies ainsi que leur emplacement sur le site permettront d'éviter ou d'atténuer d'éventuels conflits environnementaux.
- 2.4 D'une manière générale, le rapport d'évaluation devra inclure un tableau avec les coordonnées exactes des éoliennes, une description des différentes surfaces nécessaires pour la réalisation des éoliennes (p.ex. les élargissements des chemins et routes existantes, la plateforme, les chemins d'accès à créer, ...), tout en différenciant les surfaces nécessaires temporairement durant la phase de chantier et celles requises jusqu'à la cessation du parc éolien.
- 2.5 Le rapport d'évaluation doit être complété avec des descriptions techniques des éoliennes (p.ex. les émissions sonores et les différents modes de fonctionnement, ...). D'éventuels documents techniques des producteurs d'éoliennes sont à joindre dans une langue administrative du Luxembourg (français, allemand ou luxembourgeois).
- 2.6 Sur les cartes à joindre au rapport d'évaluation (p.ex. pour le facteur eau, biodiversité, etc.), le bureau d'études doit présenter le tracé du raccordement électrique du projet et les différentes surfaces nécessaires pour la construction des éoliennes.
- 2.7 Dans le cadre du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, le maître d'ouvrage doit présenter une description des solutions de substitution raisonnables étudiées et pertinentes et indiquer les principales raisons du choix effectué (voir point 2 de l'annexe III de la loi EIE). L'analyse de solutions de substitution (p.ex. solutions techniques, ...) est à développer en fonction des résultats de l'évaluation des incidences, et notamment par rapport aux facteurs « population, santé humaine », « biodiversité » et « paysage » (voir chapitre 3 ci-après). L'évaluation des incidences à réaliser devra également considérer la variante « zéro », c'est-à-dire le cas où le projet ne serait pas



réalisé (voir point 3 de l'annexe III de la loi EIE). Aux fins de précision, il est entendu par « alternatives » des variantes de localisation, de conception et d'organisation du projet. Il importe de mettre en évidence dans le rapport d'évaluation la variante permettant d'éviter, de réduire ou de limiter au maximum les impacts du projet sur l'environnement.

- 2.8 Une estimation du type et des quantités de déblais et de remblais lors de la phase de chantier, notamment en ce qui concerne les travaux d'excavation et les constructions de la plateforme pour le montage de l'éolienne sur des terrains qui sont parfois situés en pente (voir point 1 de l'annexe III de la loi modifiée du 15 mai 2018) ainsi qu'une estimation des quantités de déchets du projet sont à intégrer dans le rapport.
- 2.9 Le démantèlement de l'éolienne à la fin de son exploitation, à régler dans le cadre de la cessation des activités, doit être brièvement décrit et évalué dans le rapport d'évaluation.

3 Evaluation du projet

D'une manière générale, les auteurs du rapport d'évaluation devront se prononcer sur les incidences du projet sur tous les facteurs environnementaux définis à l'article 3 de la loi modifiée du 15 mai 2018 et précisés dans l'annexe III de la même loi. Les informations pertinentes présentées dans le document soumis à la vérification préliminaire sont à valoriser. L'avis qui suit se limite à certains aspects nécessitant un traitement plus approfondi.

3.1 Population, santé humaine

Bruit

- 3.1.1 Une étude de bruit est à réaliser par une personne agréée et à joindre au rapport d'évaluation. Dans le rapport d'évaluation, les points d'immission critiques sont à décrire en détail, de même que les mesures d'atténuation à mettre en œuvre afin de limiter les incidences (p.ex. d'autres modes de fonctionnement). L'étude à joindre doit considérer tous les modèles d'éoliennes retenus par le maître d'ouvrage. Les critères mentionnés dans l'avis de l'Administration de l'environnement sont à prendre en compte.

Sur base de l'étude acoustique, le bureau d'études doit également décrire et évaluer l'impact potentiel des infrasons provenant des éoliennes sur la santé humaine.

Ombrage

- 3.1.2 Une étude d'ombrage complète est à joindre au rapport d'évaluation. Dans le rapport, le bureau d'études doit identifier les points sensibles et présenter de manière détaillée les endroits exposés. Pour les parties des villages impactés par l'ombrage, l'étude précitée doit s'exprimer sur les plages maximales (minutes par mois et heures par an du « worst-case » scénario) durant lesquelles les riverains peuvent être impactés dans le pire des cas et développer, le cas échéant, les mesures



requis pour respecter les valeurs à observer au Luxembourg (voir l'avis de l'Administration de l'environnement).

3.2 Biodiversité

Voir également l'avis de l'Administration de la nature et des forêts annexé et auquel je me rallie.

Zone protégée d'intérêt national (ZPIN)

- 3.2.1 Les éoliennes WEA1 et WEA2 sont projetées à une distance d'environ 1,6 km respectivement d'environ 2 km des zone(s) protégée(s) d'intérêt national (ZPIN) « Schlännerdall / Molberlay »² et « Akescht »³. Par ailleurs, les éoliennes WEA1 et WEA2 sont également projetées à une distance d'environ 820 m respectivement d'environ 1,2 km de la zone protégée d'intérêt national à déclarer « Bles / Stool / Tandelerbaach ». Pour autant que le projet concerne ces zones (par exemple en raison de l'acheminement du matériel), les incidences potentielles du projet sur celles-ci sont également à évaluer. Dans ce contexte, tous les aspects du projet (acheminement du matériel, phase chantier, raccordement électrique, phase d'exploitation, etc.) sont à considérer.
- 3.2.2 Une partie du tracé du raccordement électrique présenté au chapitre 4.5 du « screening » traverse la ZPIN à déclarer « Bles / Stool / Tandelerbaach ». Les incidences potentielles du projet sur cette zone sont également à évaluer. L'avancement de la procédure de désignation est à considérer avant la finalisation du rapport d'évaluation.

Natura 2000

- 3.2.3 Comme indiqué au chapitre 4.5 du document soumis pour avis, l'éolienne WEA2 est projetée à une distance d'environ 90 m de la zone spéciale de conservation (ZSC) « LU0001002 - Vallée de l'Our de Ouren a Wallendorf Pont » et à une distance d'environ 780 m de la zone de protection spéciale (ZPS) « LU0002003 - Vallée supérieure de l'Our et affluents ». Les incidences potentielles du projet sur ces zones sont à évaluer. Dans ce contexte, l'effet d'effarouchement probable sur les espèces cibles de la ZSC est à prendre en compte (voir le point 3.2.10 ci-dessous). Par ailleurs, l'éolienne WEA1 est projetée à une distance d'environ 1,7 km de la ZPS « LU0002013 - Région du Kiischpelt » et de la ZSC « LU0001006 - Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et du Lellgerbaach ». Pour autant que le projet concerne ces zones Natura 2000 (par exemple en raison de l'acheminement du matériel), les incidences potentielles sur celles-ci sont à évaluer. Il est

²Règlement grand-ducal du 31 juillet 2024 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle et de paysage protégé, la zone « Schlännerdall - Molberlay » sise sur les territoires des communes de Parc Hosingen et de Bourscheid.

³Règlement grand-ducal du 25 juin 2014 déclarant zone protégée d'intérêt national et réserve forestière intégrale la zone forestière « Akescht » englobant des fonds sis sur le territoire de la commune Parc Hosingen.



renvoyé au site internet⁴ du MECB pour trouver les règlements grand-ducaux relatifs à ces zones ainsi que leurs plans de gestion.

- 3.2.4 Il est nécessaire d'évaluer les incidences probables du projet sur tous les objectifs de conservation de chaque zone Natura 2000 concernée en s'appuyant e.a. sur les résultats des inventaires faunistiques et en tenant compte des effets cumulés d'autres projets. Cette évaluation s'impose au regard des dispositions de l'article 32 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 »). Dans un premier temps, une évaluation sommaire des incidences (nommée « screening ») est à élaborer conformément au « *Règlement grand-ducal du 1er mars 2019 concernant le contenu de l'évaluation sommaire et le contenu de l'évaluation des incidences prévues par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles* » tout en tenant compte du « Guide de conseils méthodologiques de l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive « habitats » 92/43/DEE » publié par la Commission européenne⁵. Tous les travaux et constructions liés au projet sont à considérer dans l'évaluation (acheminement des matériaux, posage des câbles électriques, construction et exploitation de l'éolienne etc.).
- 3.2.5 Dans l'hypothèse où des incidences significatives sur les objectifs de conservation d'une ou de plusieurs zones du réseau Natura 2000 ne pourraient pas être exclues avec certitude, il est nécessaire de procéder à une évaluation des incidences conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi modifiée du 18 juillet 2018. Après la finalisation de la phase 1 ou bien de la phase 2 de l'évaluation des incidences sur la zone Natura 2000, il est recommandé de se concerter avec le MECB sur les conclusions de l'évaluation pour cadrer la finalisation du rapport d'évaluation. Les conclusions principales de l'évaluation sont à intégrer dans le rapport d'évaluation.
- 3.2.6 L'évaluation des incidences est à compléter par une évaluation des solutions alternatives (p.ex. adaptation de la conception du projet, sites alternatifs, ...), lorsque l'évaluation ne permet pas d'exclure avec la certitude scientifique requise des incidences négatives sur une zone Natura 2000.
- 3.2.7 Il est rappelé que seules des mesures d'atténuation au niveau du projet peuvent être prises en compte pour justifier l'absence d'incidences significatives. Ces mesures d'atténuation ne sont pas à confondre avec les mesures compensatoires visées à l'article 33, paragraphe 2 de la loi modifiée du 18 juillet 2018.

⁴https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/mesure_3_zones_especes_proteges/natura_2000.html

⁵<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/99a99e59-3789-11ec-8daf-01aa75ed71a1/language-fr>



Espèces protégées particulièrement

- 3.2.8 Des relevés biologiques effectués en tenant compte du guide « Leitfaden zu fledermauskundlichen Untersuchungen für Windenergieprojekte in Luxemburg »⁶ et de la publication « Methodenstandards zur Erfassung der Brutvögel Deutschland » de Südbeck et al. (une nouvelle édition vient d'être publiée), sont à intégrer et à évaluer dans le rapport d'évaluation. Il est nécessaire d'exposer et d'expliquer la méthodologie appliquée dans les études faunistiques (p.ex. choix du nombre et de la position des points et périodes d'écoute ou d'observation, indication des références utilisées, éventuelles lacunes au niveau des données, incertitudes d'interprétation des données, ...). Les études faunistiques sont à réaliser par des experts agréés en la matière.
- 3.2.9 Les données existantes de la faune (p.ex. Centrale Ornithologique du Luxembourg, Musée d'histoire naturelle) sont à intégrer dans les études faunistiques.
- 3.2.10 Le bureau d'études doit s'exprimer sur le dérangement (effet d'effarouchement), la perte d'habitat (liée au dérangement et/ou à la modification du milieu entraînant une baisse d'attractivité pour certaines espèces, incidences sonores, effet stroboscopique), la mortalité directe (collision avec les pales) et l'effet barrière des éoliennes lors de l'évaluation des incidences sur l'environnement, tout en tenant compte des espèces migratoires comme, par exemple, les Grues cendrées (*Grus grus*). Il importe de distinguer dans ce contexte la phase chantier et la phase d'exploitation et de considérer également les résultats des expertises réalisées pour les incidences sonores et l'ombre.
- 3.2.11 Compte tenu de la situation géographique du projet et de son emplacement par rapport aux forêts, une attention particulière est à porter aux incidences du projet sur les forêts, la faune forestière et la cohérence de l'espace forestier.
- 3.2.12 En général, des modules d'arrêt devront être proposés afin de limiter l'impact probable sur les chiroptères. Ces modules sont à définir sur base des résultats des inventaires précités en s'appuyant sur les phases d'activités enregistrées des chiroptères (voir également le « Leitfaden zu fledermauskundlichen Untersuchungen für Windenergieprojekte in Luxemburg »). Le rapport d'évaluation devra exposer d'une façon claire le raisonnement à la base des modules proposés. Ces modules d'arrêt sont en général liés à un suivi (par exemple un monitoring en nacelle) dont les modalités sont à décrire dans le rapport d'évaluation. Vu la grande taille du rotor et les limites de détection des détecteurs en nacelle, l'expert doit également se prononcer sur la nécessité d'ajouter un deuxième détecteur sur la tour de l'éolienne en hauteur du bas de pâle.
- 3.2.13 L'éolienne WEA2 est située dans la partie centrale d'un corridor pour la faune sauvage se prêtant à la présence du chat sauvage (*Felis silvestris*) respectivement à proximité directe d'un croisement

⁶<https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/actualites/2023/octobre-2023/leitfaden-windenergie-fledermause-28092023.pdf>



de tels corridors. Le rapport d'évaluation devra se pencher sur les incidences probables du projet sur cette espèce, en mettant l'accent sur la phase chantier. La mise en place de bâtonnets collants pour capturer des poils du chat sauvage et l'analyse de ces poils dans un laboratoire n'est pas nécessaire. En effet, le MECB ne remet pas en question la présence du chat sauvage dans l'espace concerné.

- 3.2.14 Il importe que tous les modèles d'éoliennes pris en considération par le maître d'ouvrage soient évalués par rapport à leur hauteur maximale, leur distance entre le rotor et le niveau du terrain et de leur espace balayé. D'une façon générale, les experts chargés de procéder aux inventaires faunistiques devront se prononcer sur les hauteurs de vol des espèces enregistrées, soit à l'aide des données collectées, soit à l'aide d'une recherche bibliographique. Ces informations sont d'importance pour l'évaluation des incidences probables sur les espèces protégées d'un modèle d'éolienne. Les différentes variantes et mesures d'atténuation sont à intégrer dans le tableau de synthèse.
- 3.2.15 Les travaux liés au posage des câbles et au raccordement électrique devront être exposés et évalués dans le cadre de l'EIE, de même que les travaux nécessaires pour l'acheminement des matériaux. Dans ce contexte, il est nécessaire de clarifier si des structures ligneuses (arbres, haies etc.) devront être enlevées et, dans l'affirmative, si ces structures constituent des biotopes protégés ou bien sont d'importance pour des espèces protégées. Par exemple, au cas où les prédits travaux nécessitent l'enlèvement d'un vieil arbre doté d'une cavité pouvant servir de site de reproduction ou d'aire de repos, il est nécessaire de vérifier la présence d'espèces protégées dans cet arbre déjà dans le cadre de l'EIE.
- 3.2.16 Au cas où des mesures dites « CEF » (mesures d'atténuation anticipées) devraient être réalisées afin de garantir la compatibilité du projet avec les dispositions de l'article 21 de la loi modifiée du 18 juillet 2018, il importe de préciser ces mesures, pour chaque espèce concernée, d'une façon qualitative et quantitative dans le rapport d'évaluation et de se prononcer sur leur localisation. Les mesures « CEF » sont à développer selon le guide « Leitfaden zur Bewältigung von Beeinträchtigungen bei Eingriffen und Projekten, hinsichtlich einer Auswahl besonders geschützter Arten »⁷ du MECB et la faisabilité de ces mesures devra également être vérifiée dans le cadre de l'évaluation.

⁷https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/plan_action_especes/Leitfaden-CEF-Massnahmen-Dezember-2021.pdf



Biotopes et habitats d'espèces protégés (Art. 17, loi modifiée du 18 juillet 2018)

- 3.2.17 Le cadastre des biotopes des milieux ouverts et la cartographie des forêts naturelles protégées au Grand-duché de Luxembourg renseignent sur une partie des biotopes et habitats naturels protégés selon l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 (voir www.geoportail.lu). A noter que les structures ligneuses protégées tels que haies, broussailles et bosquets ne figurent pas dans le prédict cadastre. Pour cette raison, il est nécessaire de clarifier le statut de protection de toutes les structures ligneuses concernées par le projet à l'aide des guides publiés sur le site www.emwelt.lu. De plus, ce cadastre et cette cartographie ne renseignent pas sur les surfaces constituant des habitats d'espèces. L'identification de ces surfaces se fera à l'aide des études faunistiques à réaliser dans le cadre de l'EIE.
- 3.2.18 A titre d'information, conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (loi PN), la taille des haies vives et des broussailles, ainsi que l'élagage des lisières de forêts sont interdites pendant la période du 1er mars au 1er octobre (y font exception la taille des haies servant à l'agrément des maisons d'habitation ou des parcs, tout comme la taille rendue nécessaire par des travaux effectués dans les peuplements forestiers). A savoir, qu'en règle générale, les opérations de taille, d'élagage et d'abattage de haies, de broussailles ou d'arbres soumises à autorisation au titre de la loi PN se font en dehors de la période susmentionnée. Il est recommandé de considérer cet aspect dans la planification.

3.3 Terres, sol

- 3.3.1 Une étude géologique pour chaque éolienne est à joindre au rapport. Sur cette base, le bureau d'études doit s'exprimer sur la stabilité de l'éolienne et le type de fondation proposé, respectivement requis.
- 3.3.2 Dans ce contexte, il importe de développer un concept de gestion des terres excavées adapté à la conception du projet (e.a. excavation des terres, réutilisation et valorisation éventuelle des déblais et terres d'excavation sur le site, ...).

3.4 Eau

De façon générale, il est pour ce chapitre référé à l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau annexé et auquel je me rallie.

- 3.4.1 Le bureau d'études doit analyser les éventuelles incidences que le projet peut avoir lors de la phase de chantier (p.ex. construction des fondations, de la plateforme, du raccordement électrique, acheminement du matériel, etc.), lors d'un fonctionnement normal et en cas d'accident sur les différents cours d'eau et, le cas échéant, plans d'eau ou encore les eaux souterraines.



3.5 Climat

- 3.5.1 La description des éventuelles incidences notables sur l'environnement, sur les facteurs à analyser précisés à l'article 3, comprend non seulement les effets négatifs mais aussi les effets positifs du projet comme le potentiel de réduction des émissions de CO₂.

3.6 Biens matériels/Patrimoine culturel

- 3.6.1 Dans son avis, l'Institut national de recherches archéologiques recommande d'effectuer une opération d'archéologie préventive sous forme de sondages de diagnostic sur l'emplacement de l'éolienne WEA2 et juge « nécessaire d'inclure dans l'évaluation des incidences sur l'environnement les résultats de l'opération des sondages de diagnostic archéologique et ceux d'une éventuelle opération de fouille préventive ». En effet, si le site d'implantation de l'éolienne devrait être délocalisé en raison des résultats de l'opération archéologique préventive, les conclusions des auteurs du rapport d'évaluation risquent de ne plus être valables. Cette opération est à réaliser dans une période dans laquelle les études faunistiques ne sont pas perturbées, de préférence après la finalisation de ces études en période hivernale.

3.7 Paysage

- 3.7.1 La thématique du balisage devra être abordée dans le rapport d'évaluation. Il s'agit de peser le pour et le contre de différents types de balisage (p. ex. balisage lumineux nocturne avec un feu rouge clignotant ou un feu rouge permanent et le balisage lumineux diurne avec un feu blanc) en tenant compte des impacts probables sur la faune, les habitants et le paysage. Dans ce contexte le maître d'ouvrage doit s'exprimer sur la possibilité de synchroniser le balisage des éoliennes.
- 3.7.2 L'analyse des incidences sur le paysage doit se baser sur une carte de visibilité des éoliennes du projet de même que sur une carte de covisibilité des éoliennes existantes respectivement projetées. A cela s'ajoutent des photomontages pour lesquels les photos doivent être prises durant des journées avec de bonnes conditions météorologiques (sans nuages ni brouillard) et avec une vue dégagée sur les éoliennes projetées. Les éoliennes existantes doivent être identifiées sur les photomontages. Des photomontages doivent être fournies au moins à partir des localités suivantes :

I. Commune de Putscheid :

- Putscheid
- Merscheid
- Weiler
- Nachtmanderscheid
- Stolzembourg



- Bivels⁸
- II. Commune de Parc Hosingen :
 - Hoscheid
 - Hoscheid-Dickt
 - Akescht
 - Holzthum
- III. Commune de Tandel :
 - Landscheid
 - Walsdorf
 - Fouhren
- IV. Commune de Bourscheid :
 - Bourscheid
- V. Commune de Vianden :
 - Vianden
 - Scheierhaff⁸

Lors de l'évaluation de l'impact paysager, l'effet cumulatif des nouvelles éoliennes avec les éoliennes existantes ou approuvées sont à prendre en compte.

- 3.7.3 Les auteurs du rapport d'évaluation devront également analyser si un village risque d'être encerclé par des éoliennes. Dans ce contexte, il est recommandé de vérifier pour les zones d'habitation s'il existe encore un angle libre d'éoliennes de 120° en tenant compte des éoliennes situées à une distance inférieure à 5km des zones concernées.

3.8 Vulnérabilité du projet aux risques d'accidents majeurs

- 3.8.1 La loi modifiée du 15 mai 2018 vise l'intégration du changement climatique et l'adaptation au changement climatique dans la procédure d'évaluation. Conformément à son annexe III (voir point 5f), les auteurs du rapport d'évaluation devront se prononcer de manière sommaire sur la vulnérabilité du projet au changement climatique (p.ex. en cas de forte pluie, lors de canicules ou de tempêtes, en situation de feu, etc.) en tenant compte de la localisation du projet et des fondations prévus.
- 3.8.2 Les caractéristiques techniques des éoliennes proposées sont à décrire dans le rapport d'évaluation. Cette description doit être jointe au rapport, en précisant la classe de vent (définie

⁸ Les photomontages pour les localités de Bivels et Scheierhaff sont à réaliser pour autant que le projet soit visible à partir de ces localités selon la carte de visibilité.



par l'utilisateur) des éoliennes sélectionnées. Vu que les différentes classes d'éoliennes sont liées à un seuil maximal de vitesse moyenne du vent et à un niveau de turbulence, ces paramètres doivent être vérifiés par le bureau pour garantir que l'éolienne choisie répond bien aux conditions météorologiques durant la durée de vie des éoliennes.

- 3.8.3 Il est recommandé de réaliser les études demandées dans l'avis de l'Inspection du travail et des mines (ci-après « ITM ») déjà au niveau de l'EIE afin de disposer de toutes les informations pour la finalisation de la conception du parc éolien à ce niveau et d'éviter par la suite des incohérences par rapport aux résultats de l'EIE (p.ex. adaptation éventuelle des sites d'implantation).

3.9 Effets cumulés

- 3.9.1 Selon l'annexe III de la loi modifiée du 15 mai 2018, point 5.e), seules les incidences de projets existants et/ou approuvés sont à prendre en compte pour l'analyse d'effets cumulés. Cependant, afin d'éviter des retards procéduraux, il est conseillé de considérer également d'autres projets éoliens nationaux qui sont en cours d'évaluation. Le cas échéant, il peut être utile pour le maître d'ouvrage de différencier entre deux cas de figure : 1) prise en compte des projets construits, des projets approuvés ainsi que d'autres parcs éoliens projetés et 2) prise en compte des projets construits et approuvés.
- 3.9.2 L'analyse des effets cumulés doit tenir notamment compte des éoliennes situées à une distance de moins de 5km. Les éoliennes existantes, projetées et en cours de procédure (d'autorisation voire d'évaluation) sont les suivantes :

Parc éolien	Eoliennes à considérer	Réf. dossier	Procédure
Housen-Petschent	WEA1 à WEA3	83200, 1/15/0295	Dossier EIE/commodo
Tandel 2	WEA1	1/25/0358	Dossier Commodo
Oekostroum Housen ⁹	WEA5 et WEA6	107378	Dossier EIE
Kehmen-Heischend ¹⁰	WKA13	108047, 1/15/0463, 1/15/0577	Dossier EIE/Commodo
Veianen Tandel	WEA1	1/20/0036, 1/21/0125	Dossier Commodo
Tandel-Veianen Phase 2 ¹¹	WEA1 à WEA3	D3-25-0205	Dossier EIE

⁹https://environnement.public.lu/content/environnement/fr/emweltprozeduren/evaluation-incidences-eie/projets_eie/2023/107378-emca-parc-eolien-oekostroum-housen.html

¹⁰https://environnement.public.lu/content/environnement/fr/emweltprozeduren/evaluation-incidences-eie/projets_eie/2024/108047-prosolut-pe-burer-biERG.html

¹¹https://environnement.public.lu/content/environnement/fr/emweltprozeduren/evaluation-incidences-eie/projets_eie/2025/d3-25-0205-soler-wandparktandelveianenphase2.html



- 3.9.3 D'une manière générale, vu que la situation des éoliennes projetées et autorisées peut changer rapidement, il revient au bureau d'études de vérifier couramment l'actualité de ces plans et études, notamment avant que le rapport d'évaluation au MECB soit introduit.

3.10 Effets transfrontaliers

- 3.10.1 Selon l'annexe III de la loi modifiée du 15 mai 2018 point 5, alinéa 2, la description des éventuelles incidences notables sur les facteurs à analyser (art.3 de la loi modifiée du 15 mai 2018) doit porter sur les effets transfrontaliers. Les incidences transfrontalières doivent être analysées dans le rapport d'évaluation et toutes les études spécifiques (p.ex. bruit, ombrage, faune, paysage, ...) doivent se prononcer sur d'éventuelles incidences transfrontalières. Le rapport d'évaluation devra comprendre un chapitre spécifique dédié aux incidences transfrontalières.
- 3.10.2 L'autorité compétente devra décider sur base du rapport d'évaluation si une consultation transfrontalière sera requise au non. Dans ce cas de figure, au moins le chapitre mentionné ci-dessus, de même que toute autre partie du rapport d'évaluation, voire d'études spécifiques nécessaires pour comprendre la présence ou l'absence d'incidences transfrontières notables, sont à rédiger ou à traduire en allemande pour assurer un déroulement optimal d'une éventuelle la consultation transfrontalière.
- 3.10.3 Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé d'élaborer, dans la mesure du possible, le dossier intégral en langue allemande.

06 OCT. 2025



Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le

07 OCT. 2025

Le Ministre de l'Environnement,
du Climat et de la Biodiversité
4, Place de l'Europe
L - 1499 Luxembourg

V/réf. : D3-25-0168

N/réf. : ESA-EIE-2025-66375/151

- Concerne :**
- Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)
 - Avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation du projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid, SOLER SA.

Monsieur le Ministre,

Par courrier électronique du 22 septembre 2025, l'Inspection du travail et des mines (ITM) a été saisie d'un avis concernant le projet « Wandpark Pëtschent » conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE).

Pour l'établissement du présent avis, l'ITM s'est basée sur le document élaboré par le bureau d'études « SOLER SA » et intitulé « Projekt „Wandpark Pëtschent Dokumentation für die Vorprüfung eines Projekts durch die zuständige Behörde gemäß Artikel 4 und Anhang II des Gesetzes vom 15. Mai 2018 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten » dans sa version du 13 août 2025.

L'ITM étant dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés l'administration compétente pour la sécurité du public et du voisinage en général ainsi que la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie, les remarques suivantes sont à formuler par rapport aux documents présentés :

1. Effets de turbulences et distances vis-à-vis d'autres parcs éoliens existants ou projetés

Le document soumis précise, au chapitre 4.2 intitulé « Benachbarte Windparks », que la distance entre l'éolienne projetée « WEA1 » et l'éolienne existante « WEA3 » du parc éolien « Wandpark Housen-Pëtschent » est de 860 mètres.

L'ITM tient à préciser qu'une évaluation des effets de turbulences (Turbulenzgutachten) est à réaliser dans le cadre de la procédure d'autorisation relative à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pour toute éolienne prévue d'être installée à une distance inférieure ou égale à 8 fois le diamètre du rotor de tout site éolien existant ou projeté.

2. Stabilité des éoliennes

Une étude sur la stabilité statique et dynamique de la construction ainsi qu'une étude géotechnique devront être réalisées dans le cadre de la procédure d'autorisation relative à la loi modifiée du 10 juin

1999 relative aux établissements classés pour chaque éolienne démontrant que la stabilité de la construction est garantie pendant la durée d'exploitation. Ces études doivent prendre en compte les risques sismiques, risques de mouvement de terrain, risques d'inondation, risques de remontée de nappe, tempêtes, effets de turbulences en présence d'autres éoliennes (existantes ou projetées) à proximité, etc., pouvant mettre en danger la stabilité et la solidité des éoliennes ou de leurs fondations.

3. Evaluation des risques et analyse des dangers

Dans le cadre de la procédure d'autorisation relative à la loi modifiée du 10 juin 1999 concernant les établissements classés, l'exploitant doit, conformément à l'article 7, point 10) e) de ladite loi, procéder de manière générale à une analyse des mesures projetées afin de prévenir ou d'atténuer les inconvénients et les risques auxquels l'établissement pourrait donner lieu, tant pour les personnes attachées à l'exploitation que pour les voisins et le public.

Nous vous rendons attentifs que le présent avis ne renseigne pas sur l'état du dossier par rapport aux dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En restant à votre disposition pour toutes informations complémentaires, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.



Marco BÖLY
Directeur



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Mobilité
et des Travaux publics

Direction de l'aviation civile

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le

08 OCT. 2025

Réf : 2025 – 144446
Dossier suivi par : Regis OSSANT
Tel : (+352) 247-74919
E-mail: aerodrome@av.etat.lu

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité.
M. Adriano Orlando
4 place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Email adriano.orlando@mev.etat.lu

Luxembourg, le 08 OCT. 2025

V/Réf : D3-25-0168

**Objet : Votre demande d'avis sur le rapport d'évaluation dans le cadre du projet éolien
Pëtschent**

Monsieur Orlando,

J'ai l'honneur de me référer à votre demande du 22 septembre 2025 concernant le rapport d'évaluation du projet éolien Pëtschent sur le territoire de la commune de Putscheid.

Le rapport fourni (document SOLER Projet Wandpark Pëtschent, auteur Mme Lynn Jacobs, du 13 août 2025) fait état d'un projet de construction de 2 éoliennes WEA1 et WEA2.

Après contact avec Mme Jacobs, auteur du rapport dont objet, il est confirmé que ces 2 éoliennes correspondent aux éoliennes WEA6 et WEA7 évaluées, et figurant dans l'avis favorable DAC 2023-132428 adressé à SOLER le 26 février 2024.

Lors des étapes suivantes de la procédure EIE, les informations nécessaires à la DAC sont les positions et les hauteurs des turbines envisagées.

Veuillez agréer, Monsieur Orlando, l'expression de mes considérations respectueuses.

Laura KÖNNER
Directrice

Copie : Administration de la Navigation Aérienne : autorisation@airport.etat.lu
Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité eie@mev.etat.lu,



**Administration
de la gestion de l'eau**
Grand-Duché de Luxembourg

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le

16 OCT. 2025

Direction
Référence : EAU-EIE-25-0074 - scoping
Votre référence : D3-25-0168
Dossier suivi par : Unité Autorisations - FGA
Tél. : 24750 - 920
E-mail : autorisations@eau.etat.lu

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Monsieur le Ministre Serge Wilmes

4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Signé à Esch-sur-Alzette

Objet : Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement.
Evaluation du projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid.
Demande d'avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation (« scoping »).

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre demande d'avis du 22 septembre 2025 relative au dossier sous rubrique, veuillez trouver ci-dessous l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau.

Volet « eaux souterraines et eau potable »

Les deux éoliennes WEA1 et WEA2 sont situées :

- Ni dans une zone de protection de captages utilisés pour la distribution d'eaux destinées à la consommation humaine,
- Ni à proximité d'une installation de captage ou de prélèvement d'eau existant aux fins précitées,
- Ni à proximité d'un point de surveillance de l'état des masses d'eau souterraine.

Dans le rapport EIE, ces éléments devront être intégrés, et ce point devra être complété par des éléments relatifs au raccordement électrique. De plus, un plan reprenant l'ensemble des éléments précités - à savoir les zones de protection des eaux potables (provisoires, en cours de procédure publique ou réglementées), les captages, les points de prélèvement et de surveillance - ainsi que le tracé du raccordement électrique, permettra de démontrer l'absence d'impact sur les eaux souterraines.

Volet « eaux de surface », « zones inondables » et « crues subites »

Le rapport EIE devra démontrer que le projet ne détériore pas et ne sera pas une entrave à l'amélioration de l'état des masses d'eaux de surface et souterraines et des écosystèmes terrestres dépendants de ces masses d'eau.

La construction des éoliennes entraîne la création de voies d'accès provisoires et la mise en place d'une ligne d'alimentation pour le raccordement électrique.

Les aménagements temporaires de chemins d'accès pour les convois exceptionnels devront respecter une distance minimale de 5 m mesurée à partir de la crête de la berge le long des cours d'eau et lorsqu'ils les traversent, respecter une longueur d'enjambement suffisante pour ne pas affecter le lit et les berges.

Le plan n°207-106 (9922-122-207-106 ZOA.pdf) sur les zones d'observation archéologique met en évidence une traversée de la Stool pour le raccordement électrique. Il est à préciser que la traversée de cours d'eau pour le raccordement électrique doit être évitée dans la mesure du possible mais dans le cas contraire elle doit être réalisée par forage dans une section rectiligne (hors zone de méandres, d'érosion de pente et de courbure ou zones instables pouvant favoriser l'affouillement du lit du cours d'eau). L'implantation devra se faire de manière perpendiculaire aux rives.

Le guide « Traversées sous les cours d'eau » (AGE, juillet 2023) et le guide « Périodes d'intervention dans les cours d'eau » (AGE, juillet 2023) sont expressément à considérer pour la planification et la réalisation des travaux.

Le rapport EIE devra présenter un plan reprenant les cours d'eau, les accès prévus aux éoliennes, ainsi que le tracé du raccordement électrique interne et la liaison électrique au poste de raccordement, les aires d'assemblage, les voies d'accès du convoi au site et les voies d'accès aux aires d'assemblage. Ces plans montreront ainsi directement la présence ou l'absence d'impact potentiel sur les cours d'eau.

Le rapport EIE devra préciser pour chaque cours d'eau concerné par les voies d'accès et le raccordement électrique, les aménagements qui seront proposés afin de ne pas détériorer l'état des masses d'eau.

Volet « assainissement »

Du point de vue « assainissement », ce projet n'amène pas de remarques particulières.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.


Magalie Claudine Hélène Lysiak

Magalie Lysiak
Directrice adjointe



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé
et de la Sécurité sociale

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le

10 OCT. 2025

Dossier suivi par: Secrétariat général
Email: ministere-sante@ms.etat.lu

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
4, Place de l'Europe
L-2918 Luxembourg

Luxembourg, le 9 octobre 2025

Concerne: D3-25-0168 - Evaluation du projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid - demande d'avis
Réf. : 850x54d2d

- Retourné à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité l'avis demandé et auquel je me rallie.

Martine DEPREZ
Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale

Annexe – Avis du Service santé environnementale du 2 octobre 2025



**LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

Ministère de la Santé
et de la Sécurité sociale

Direction de la santé

Dossier suivi par : Catherine Dostert, Service santé environnementale

Ministère de l'Environnement, du Climat et
de la Biodiversité
4, place de l'Europe
L - 2918 Luxembourg

Luxembourg, le 02 octobre 2025

Avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) concernant le projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid

Contexte

La société Soler S.A. souhaite implanter trois éoliennes sur le territoire communal de Putscheid. Pour ce projet, l'élaboration d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement est requise et le niveau de détail du rapport doit être établi.

Veuillez trouver ci-contre notre avis par rapport aux informations à fournir dans le rapport d'EIE, en relation avec la santé et le bien-être humain.

Généralité sur le niveau de précision des études

D'une manière générale, tout rapport d'expertise, étude ou simulation des incidences devra présenter une méthodologie transparente et claire, en prenant en considération une variante sans et avec projet, voire plusieurs variantes de projet. Les valeurs de références (limites ou cibles) considérées devront être clairement définies et justifiées. En cas de dépassement de ces valeurs, des mesures d'évitements, de réduction ou de compensation devront être proposées et évaluées.

Aire d'étude et population exposée

L'aire d'étude par rapport aux aspects liés à la santé humaine (paysage, bruit, champs électromagnétiques, ombre portée) devra être clairement définie. Une distinction peut être faite si nécessaire entre aire d'étude éloignée, rapprochée et immédiate.



Une description précise des populations potentiellement exposées actuelles ou futures par air d'étude devra être faite, ainsi qu'une description des populations et établissements sensibles (crèches, écoles, établissements de soins et de santé, centres intégrés pour personnes âgées, maisons de retraite, centres sportifs, aires de loisirs et de récréation, ...).

Analyse de variante

Dans le cadre d'une analyse de variante de projet, des variantes de modèles d'éolienne (caractéristiques techniques, émissions de bruit, ...), d'emplacement et d'orientation des éoliennes devront être examinées en portant une attention particulière au niveau d'exposition et sur les effets potentiels sur la population exposée.

Effet cumulé avec d'autres projets

Une attention plus particulière devra être portée aux éventuels effets cumulés avec d'autres projets dont entre autres les éoliennes existantes ou prévues à proximité, en particulier sur les aspects liés aux champs électromagnétiques. En effet le projet est susceptible d'engendrer un impact cumulatif avec les projets éoliens à proximité.

Incidence visuelle sur le paysage liée à la présence des éoliennes

La modification du cadre paysager devra être étudiée à l'aide d'un photomontage pour évaluer l'impact visuel du projet. Une analyse d'un potentiel risque de sentiment de saturation ou d'encerclement des populations, et plus particulièrement des populations sensibles situées dans l'aire d'étude, devrait être fournie.

Ombre portée produite par les éoliennes

Concernant l'expertise sur la projection d'ombres générées par la rotation des pales, une attention devra être portée sur les populations sensibles. Le cas échéant, l'effet cumulé des éoliennes devra être examiné. Des évaluations seront à mener dans les phases ultérieures du projet afin de déterminer la nécessité de mettre en place des mesures d'atténuation.

Emissions de bruit, de vibration et de poussières

Une évaluation des émissions sonores et vibratoires de la phase chantier et de la phase exploitation devra être fournie. Une évaluation des émissions de poussières de la phase chantier devra également être fournie. Pour toutes ces évaluations, le niveau d'exposition des populations sensibles devra être identifié. Des mesures de réduction de bruit nécessaires pour certains emplacements et type d'éolienne devront être envisagées. Le cas échéant, l'effet cumulé des éoliennes devra être examiné.

Effets des champs électromagnétiques

Le rapport devra fournir une évaluation détaillée des émissions de champs électromagnétiques, avec description de l'évolution de l'intensité avec la distance, en particulier au niveau des populations et établissements sensibles. Dans ce contexte, l'ANSES recommande de ne pas implanter de tels



**LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**
Ministère de la Santé
et de la Sécurité sociale

Direction de la santé

établissements dans des zones exposées à un champ magnétique supérieure à 1 micro Tesla. Selon certaines études les 0,4 micro Tesla ne devraient pas être dépassés pour des séjours prolongés, notamment à titre de précaution en se basant sur des effets de santé tels que la leucémie infantile.

Monsieur Chris Reckel
Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Direction des évaluations des incidences sur l'environnement

Putscheid, le 16 octobre 2025

Objet : Avis de la Commune de Putscheid concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation relatif au projet « Wandpark Pëtschent »

Monsieur Reckel,

Nous accusons réception de votre courrier en date du 22 septembre 2025, par lequel vous sollicitez l'avis de la Commune de Putscheid conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, dans le cadre du projet « Wandpark Pëtschent » déposé par la société Soler S.A.

Après analyse approfondie du dossier, des documents techniques annexés (études de bruit, projections d'ombres, screening environnemental) ainsi que des éléments complémentaires récemment portés à la connaissance du Collège des bourgmestre et échevins, la Commune de Putscheid formule la position suivante :

I. Opposition ferme à l'implantation de l'éolienne WEA 1 (Merscheid / Weiler)

La commune maintient son opposition claire et ferme au projet d'implantation de l'éolienne WEA 1, située au nord de Merscheid et à proximité de Weiler, pour les raisons suivantes :

1. Conflits avec la population locale

Le 7 septembre 2025, une réclamation formelle a été déposée par un habitant de Weiler contre une éolienne existante, soulignant l'ampleur des nuisances subies et l'absence d'acceptabilité sociale d'une nouvelle machine dans ce secteur.

2. Proximité avec un projet agricole en développement

Le 13 février 2025, le Collège échevinal a été officiellement informé de l'extension future d'un « Aussiedlerhof » situé dans la zone d'implantation envisagée. Ce projet prévoit non seulement l'agrandissement des infrastructures agricoles, mais également la construction d'une maison unifamiliale destinée à l'exploitant et sa famille.

La coexistence entre une exploitation agricole en expansion et une éolienne industrielle de grande taille est jugée incompatible, tant en raison des nuisances (bruit, ombre portée) que des contraintes foncières et de sécurité.

3. Effets cumulatifs disproportionnés

La WEA 1 viendrait s'ajouter à des parcs éoliens déjà existants à proximité immédiate (moins de 1 km), accentuant la saturation paysagère, sonore et psychologique pour les habitants.

Cette concentration va à l'encontre du principe d'équité territoriale et aggrave la pression disproportionnée exercée sur la commune de Putscheid.

Conclusion partielle : La Commune de Putscheid s'oppose catégoriquement à l'implantation de la WEA 1 et demande son retrait du projet.

II. **Acceptation de l'éolienne WEA 2 (Putscheid-Est)**

La commune se déclare favorable à la mise en place de l'éolienne WEA 2, située à l'est de Putscheid, considérant que cette installation représente une contribution équilibrée à la transition énergétique nationale.

1. Contribution à la transition énergétique

La transition énergétique constitue un objectif prioritaire pour le Luxembourg et pour l'Union européenne. Elle vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à accroître la part des énergies renouvelables et à renforcer l'indépendance énergétique face aux énergies fossiles importées. Dans ce contexte, chaque commune est appelée à assumer une part raisonnable de responsabilité. L'éolienne WEA 2, avec une puissance nominale de 4,26 MW, permettra une production annuelle substantielle d'électricité verte, suffisante pour couvrir les besoins de plusieurs milliers de ménages. Elle contribuera ainsi de manière concrète aux objectifs fixés dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC).

2. Impacts territoriaux maîtrisés

La localisation retenue pour la WEA 2 offre un équilibre satisfaisant entre la production d'énergie renouvelable et la limitation des nuisances pour les riverains. Contrairement à la WEA 1, elle ne se situe pas en proximité immédiate d'habitations sensibles ni de projets agricoles en développement, et elle s'insère dans un espace où les effets cumulatifs restent modérés.

De plus, son implantation à l'est de Putscheid permet de diversifier la répartition géographique des éoliennes sur le territoire communal, réduisant ainsi la concentration excessive dans certaines zones comme Merscheid et Weiler.

3. Responsabilité locale et solidarité nationale

En approuvant cette installation, la Commune de Putscheid réaffirme sa volonté de participer activement aux efforts collectifs de lutte contre le changement climatique. Elle démontre qu'il est possible de concilier l'exigence de transition énergétique avec la défense de la qualité de vie des habitants et le respect des réalités locales.

Ce projet incarne une forme de solidarité intercommunale et nationale, où chaque territoire apporte une contribution proportionnée au bien commun, sans que certains secteurs soient accablés de charges disproportionnées.

Conclusion partielle : La Commune de Putscheid est disposée à soutenir l'implantation de la WEA 2, considérant qu'elle représente un projet d'avenir compatible avec la transition énergétique et avec les intérêts de la collectivité.

III. Conclusion générale

La Commune de Putscheid adopte une position différenciée et équilibrée face au projet « *Wandpark Pëtschent* ».

D'une part, elle **rejette catégoriquement l'éolienne WEA 1 (Merscheid / Weiler)**, en raison de son incompatibilité manifeste avec le développement agricole local, des oppositions citoyennes déjà exprimées et du caractère disproportionné des effets cumulatifs dans cette zone déjà fortement sollicitée par des parcs éoliens.

D'autre part, elle **soutient l'implantation de l'éolienne WEA 2 (Putscheid-Est)**, considérant qu'elle constitue une contribution raisonnable et proportionnée à la transition énergétique nationale, avec des impacts territoriaux maîtrisés et une répartition plus équilibrée des efforts.

Cette position illustre la volonté du Collège échevinal de concilier responsabilité locale et solidarité nationale. La commune de Putscheid assume sa part dans la lutte contre le changement climatique et la promotion des énergies renouvelables, tout en défendant les intérêts fondamentaux de sa population, de son cadre de vie et de ses activités économiques.

En résumé, la commune exprime un refus ferme pour l'éolienne WEA 1 et un soutien affirmé pour l'éolienne WEA 2, dans une logique de transition énergétique équitable et durable.

Pour le collège des Bourgmestre et Echevins,



Fabienne Sinnes-Huberty
Bourgmestre



Jerry Breuer
secrétaire communal

Subject: D3-25-0168 - Evaluation du projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid - Demande d'avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

Sent: 20/10/2025, 17:09:41

From: Sarah Krier<Sarah.Krier@mat.etat.lu>

To: MEV Eval. des incidences environn.

Cc: Robert Wealer

Bonjour,

Par la présente, nous vous informons que le DATer n'a pas d'avis spécifique à donner par rapport au champ d'application et au niveau de détail du rapport d'évaluation à émettre dans le cadre de l'EIE relative au projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid.

Le DATer tient toutefois à préciser, que l'éolienne projetée WEA 2 se situe à l'intérieur de la zone de préservation des grands ensembles paysagers (GEP) « Vallée de l'Our », telle que définie dans le plan directeur sectoriel « paysages ». Étant donné qu'il ne s'agit pas d'une installation linéaire, cette installation n'y est pas interdite.

Mat beschte Gréiss,

Sarah Krier

Chargée de mission

Division Stratégie et prospective territoriales

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

Bureaux : 4, place de l'Europe . L-1499 Luxembourg

Adresse postale : L-2946 Luxembourg

Tél. (+352) 247-86995

E-Mail: sarah.krier@mat.etat.lu

www.dat.public.lu . www.gouvernement.lu . www.luxembourg.lu

LU⁺EMBOURG
LET'S MAKE IT HAPPEN





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Institut national
de recherches archéologiques

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le
21 OCT. 2025

À Monsieur Serge WILMES
Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
c/o Monsieur Adriano ORLANDO
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Bertrange, le 21 OCT. 2025

Lettre recommandée avec AR

Référence INRA : 0902-C/25.7165

Référence du MECB : D3-25-0168

Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). Evaluation du projet « Wandpark Pëtschent » sis sur le territoire de la commune de Putscheld

Concerne : Avis de l'INRA (conformément à l'art. 5 de la loi précitée)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception du dossier référencé en objet, qui nous a été transmis le 22 septembre 2025.

À la suite de l'examen de ce dossier, il apparaît que l'impact potentiel de ce projet sur le patrimoine archéologique n'a pas été correctement pris en compte dans le rapport de l'EIE. Comme indiqué au chapitre 4.7, le terrain concerné se situe à la fois dans la Zone d'observation archéologique (ZOA) et dans la sous-zone de la ZOA et doit faire l'objet d'une évaluation archéologique. Par ailleurs, l'étendue du projet et la situation topographique du terrain laissent présumer l'existence de vestiges archéologiques.

Afin de pouvoir déterminer la nature, l'ampleur et l'état de conservation des vestiges archéologiques potentiellement présents, l'INRA recommande la réalisation d'une opération d'archéologie préventive sous forme de sondages de diagnostic sur l'emplacement de la WEA2, et ce avant toute intervention impliquant un décapage, dans le cadre du projet mentionné sous rubrique.

Si cette opération préventive s'avère être négative et si aucun site archéologique n'a été découvert pendant l'opération, le terrain du projet en question bénéficie d'une levée de contrainte archéologique. Au contraire, si des structures archéologiques sont mises au jour pendant l'opération de diagnostic archéologique, l'INRA prendra une décision en fonction de

leur nature, de leur importance et du degré de leur conservation. L'INRA peut recommander au maître d'ouvrage de modifier le projet d'aménagement. Si la conservation des vestiges n'est pas possible, l'INRA recommandera d'y effectuer des fouilles d'archéologie préventive, suite auxquelles le terrain sera libéré de contraintes archéologiques et donc libre pour toutes constructions.

Veillez noter que dans le cadre de l'EIE, les frais de ces opérations archéologiques sont à charge de l'exploitant. Ainsi, il est nécessaire d'inclure dans l'évaluation des incidences sur l'environnement les résultats de l'opération des sondages de diagnostic archéologique et ceux d'une éventuelle opération de fouille préventive. Le requérant doit donc prévoir un délai imparti et un budget pour la réalisation des opérations recommandées par l'INRA.¹

Pour information, une autorisation du Ministère de la Culture² est nécessaire pour toute opération archéologique. Elle est à solliciter auprès de l'INRA par l'opérateur archéologique désigné par le maître d'ouvrage. Quant aux autorisations d'accès aux terrains concernés, elles devront être obtenues avant le début de l'opération des sondages de diagnostic archéologique. Si des autorisations d'autres ministères ou administrations étatiques ou communales sont obligatoires avant la réalisation de sondages de diagnostic archéologique, une copie de ces documents devra être transmise à l'opérateur archéologique par le maître d'ouvrage.

En annexe, veuillez trouver un cahier des charges relatives aux sondages de diagnostic archéologique à réaliser, ainsi qu'une liste non-exhaustive d'opérateurs archéologiques pouvant effectuer les sondages en question.

Afin de compléter l'évaluation mentionnée sous rubrique, le maître d'ouvrage est prié d'intégrer les informations détaillées dans le présent avis dans le chapitre 4.7. de l'évaluation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute et respectueuse considération.



David WEIS
Directeur

¹ Article 7 et article 21 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

² Article 11 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel et Articles 4 - 8 du règlement grand-ducal du 9 mars 2022 précisant les modalités de la demande et de la délivrance de l'agrément des opérateurs archéologiques, fixant les conditions de demande et d'octroi de l'autorisation ministérielle nécessaire pour accomplir des opérations d'archéologie et déterminant les modalités de saisine et les documents à joindre à la demande de protection d'un élément immobilier relevant du patrimoine archéologique



Réf INRA : 0902-C/25.7165

Projet : Wandpark Pëtschent
Localisation :
Putscheid,
C de Stolzembourg,
E de Nachtmanderscheid,
F de Gralingen et G de Merscheid
Tandel, BA de Landscheid

Bertrange, le 24/09/2025

Annexe 1 - Extrait de la carte archéologique

Surface totale : 15.764 m²/ 1,58 ha

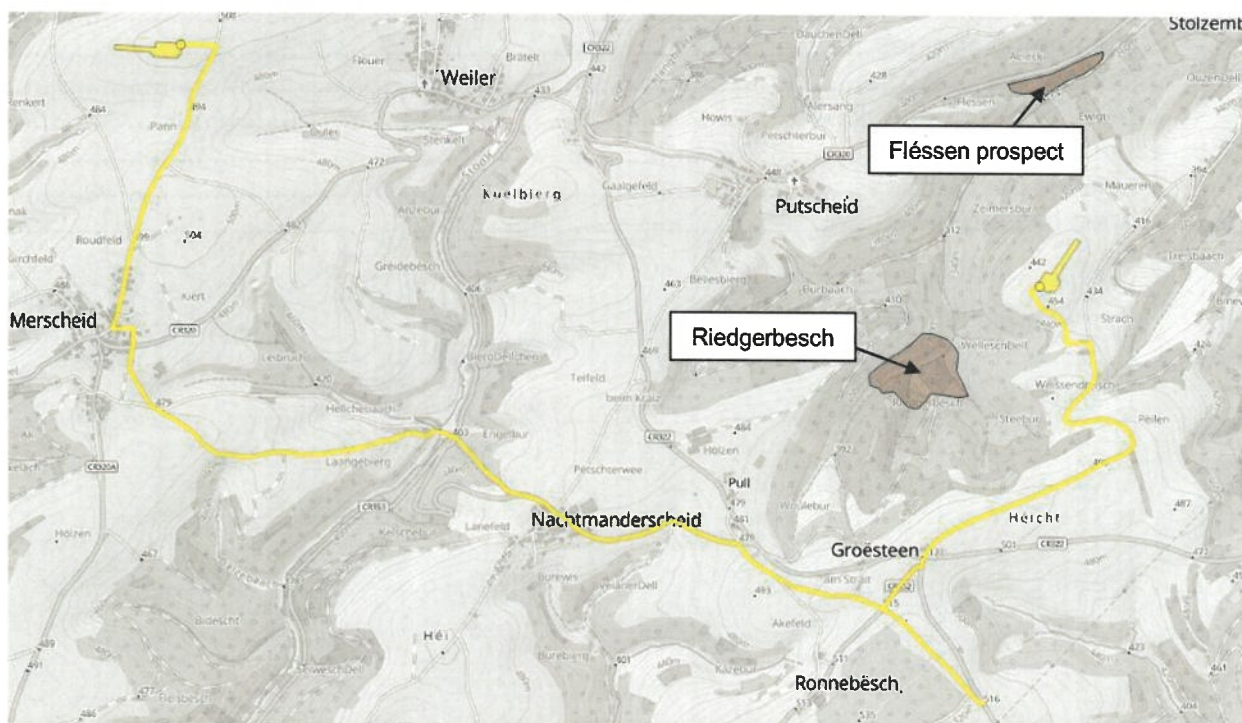
Longueur : env. 7,38 km

1.	Aperçu du projet	2
2.	Orthophoto la plus récente	6
3.	Plan d'aménagement général (PAG)	15
4.	Carte ZOA	22
5.	Sites archéologiques	31
6.	Sites classés	35
7.	Opérations archéologiques	37
8.	LIDAR	38
9.	Parcelles cadastrales	50
10.	Cartes historiques	66

1. Aperçu du projet



Localisation du projet (fond de plan: Géoportail.lu)



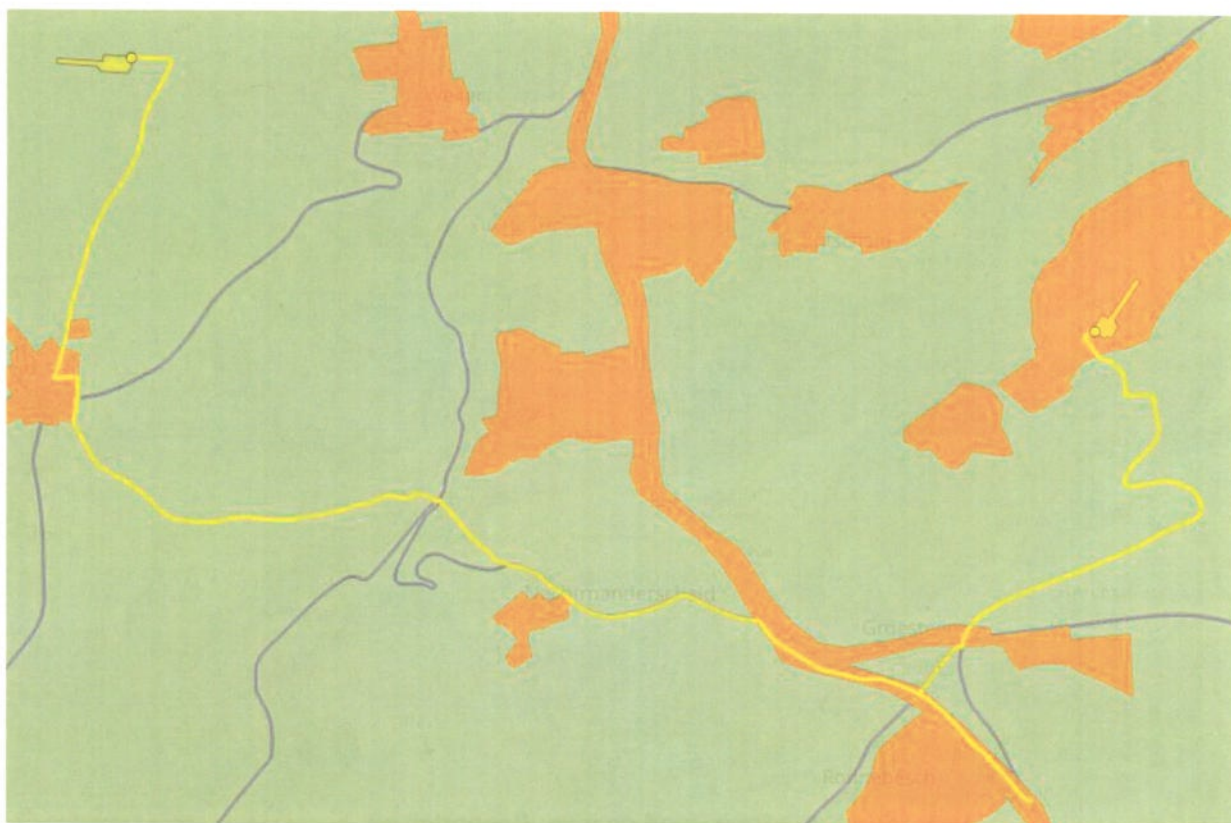
Geosites Luxembourg MNHN (fond de plan: Géoportail.lu)



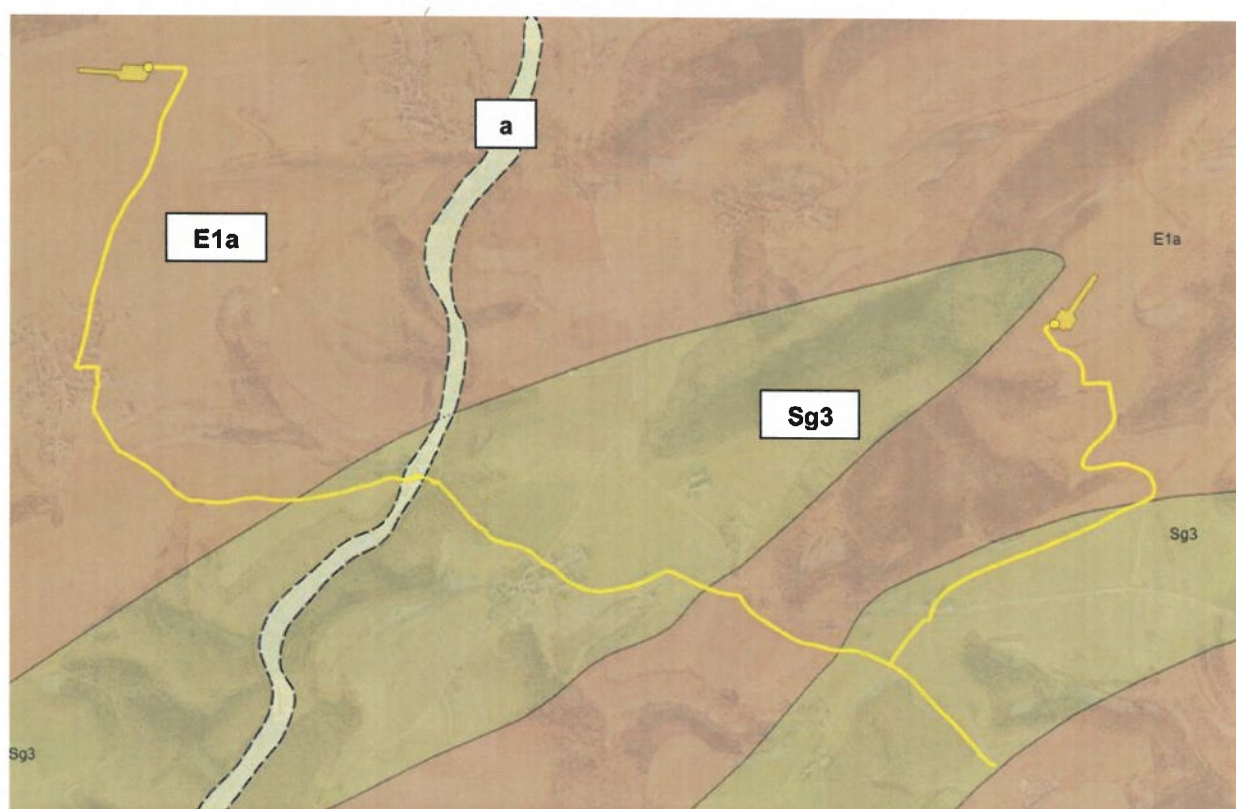
Carte topo (fond de plan: Géoportail.lu)



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)



Carte géologique harmonisée (fond de plan: Géoportail.lu)

a : **Alluvions des vallées**

Graviers, sables, limons et argiles, localement tourbeux

E1a : **Schiste de Stolzembourg**

Schiste bien stratifié avec de rares bancs de grès quartzeux et quartzophyllades

Sg3 : **Siegenien supérieur en général**

Schiste compact, grossier, mal stratifié, avec de rares bancs de grès argileux

2. Orthophoto la plus récente



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



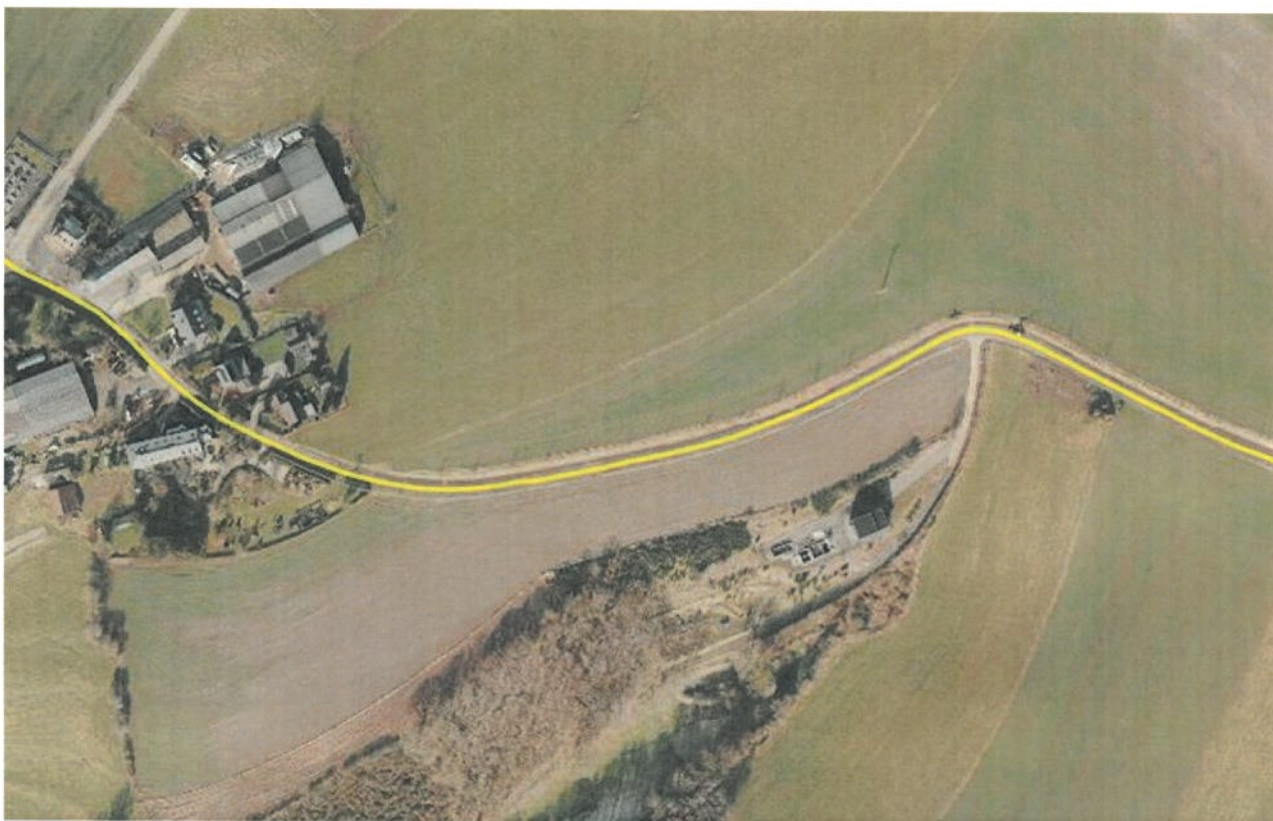
Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)



Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)

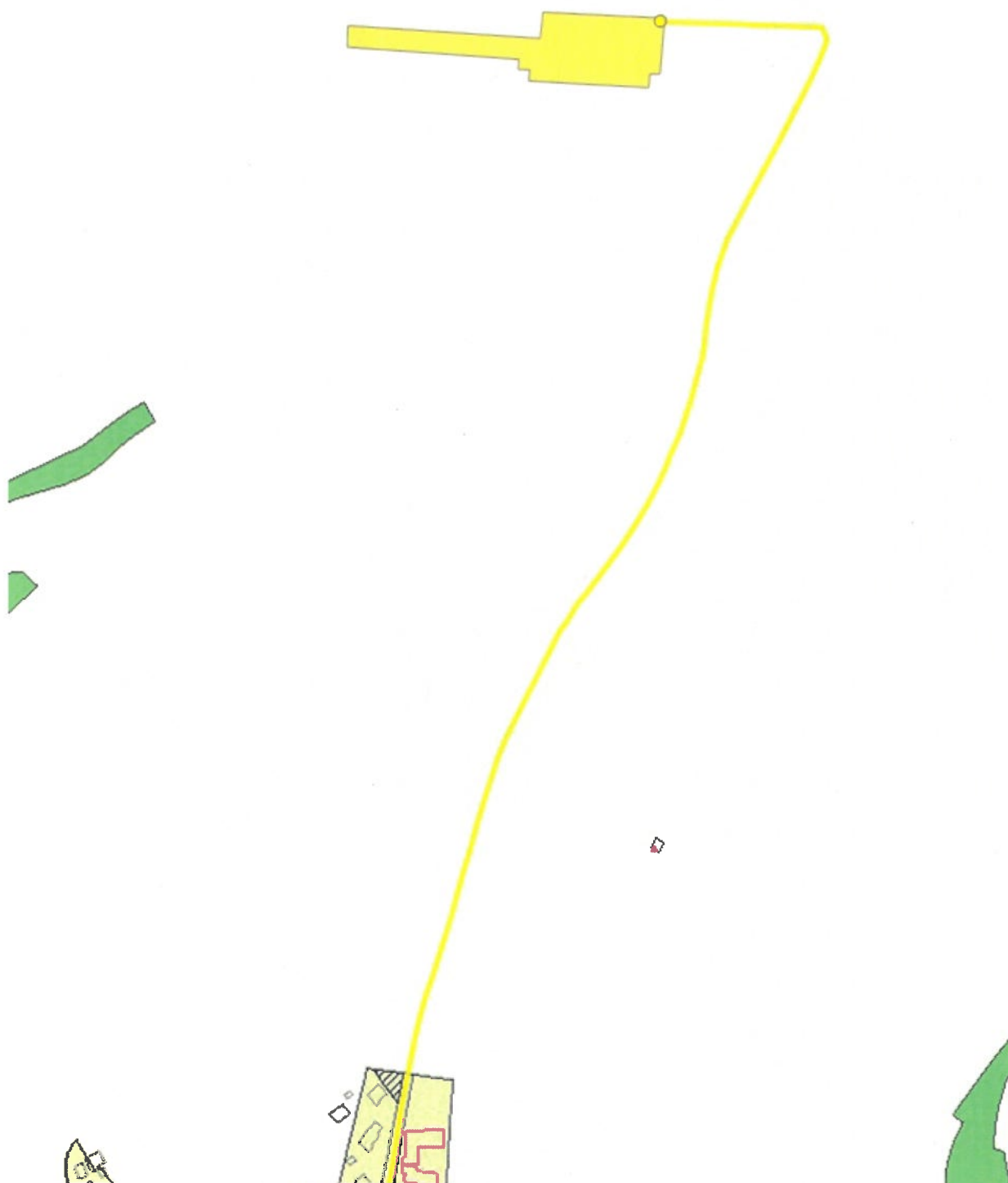


Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)

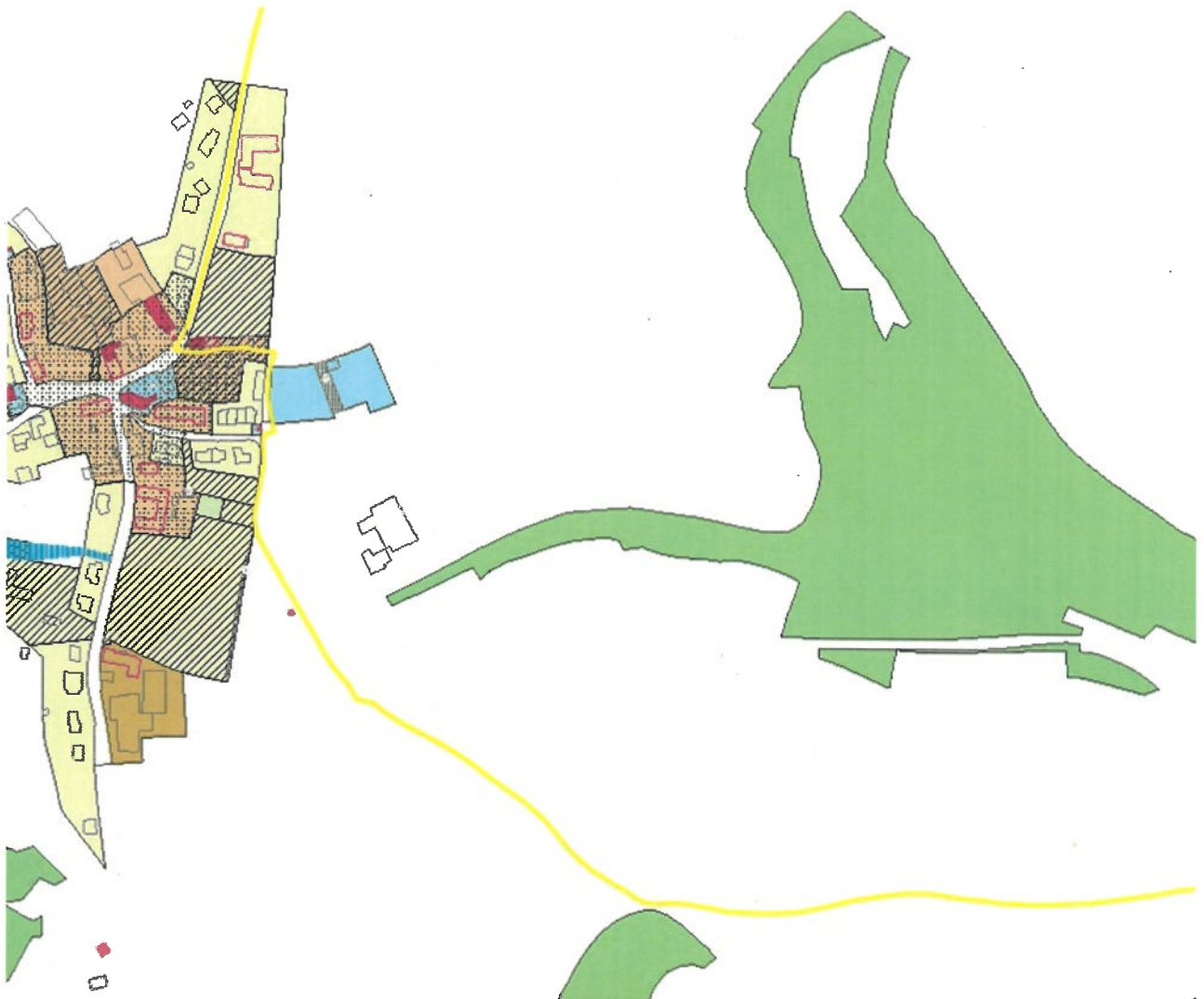


Orthophoto la plus récente (fond de plan: Géoportail.lu)

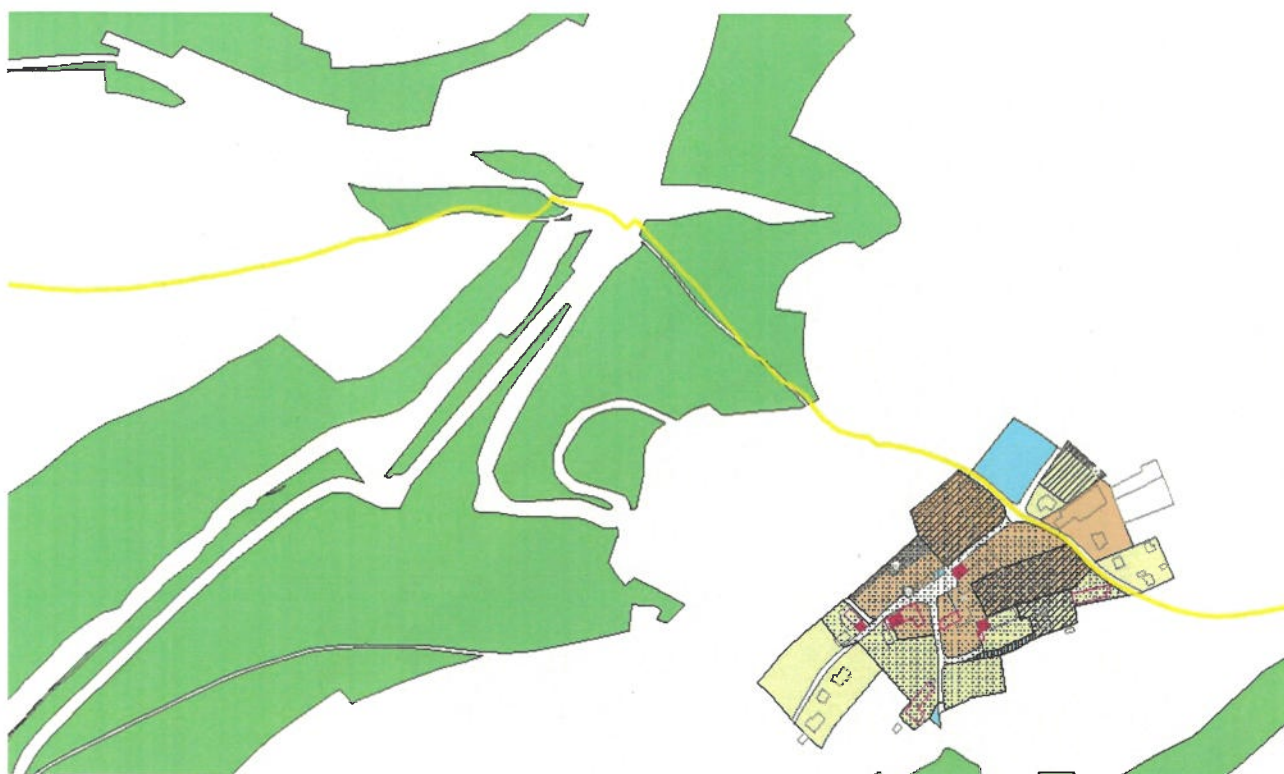
3. Plan d'aménagement général (PAG)



Carte Plan d'aménagement général (PAG) (Source: Geoportail.lu)



Carte Plan d'aménagement général (PAG) (Source: Geoportail.lu)



Carte Plan d'aménagement général (PAG) (Source: Geoportail.lu)



Carte Plan d'aménagement général (PAG) (Source: Geoportail.lu)



Carte Plan d'aménagement général (PAG) (Source: Geoportail.lu)

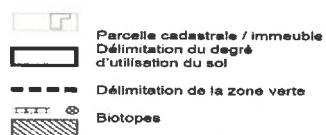


Carte Plan d'aménagement général (PAG) (Source: Geoportail.lu)



Carte Plan d'aménagement général (PAG) (Source: Geoportail.lu)

Légende



Zones urbanisées ou destinées à être urbanisées :

Zones d'habitation	
HAB-1	zone d'habitation 1
HAB-2	zone d'habitation 2
Zones mixtes	
MIX-c	zone mixte urbaine centrale
MIX-u	zone mixte urbaine
MIX-v	zone mixte villageoise
MIX-r	zone mixte rurale
BEP	Zone de bâtiments et d'équipements publics
Zones d'activités	
ECO-c1	zone d'activités économiques communale type 1
ECO-c2	zone d'activités économiques communale type 2
ECO-r	zone d'activités économiques régionale
ECO-n	zone d'activités économiques nationale
SP-n	zone d'activités spécifiques nationale
COM	Zone commerciale
ML	Zone militaire
AERO	Zone d'aérodrome
Zones portuaires	
PORT-B	zone de port de marchandises
PORT-P	zone de port de plaisance
GARE	Zone de gares ferroviaires et routières
REC	Zone de sport et de loisirs
SPEC	Zone spéciale
JAR	Zone de jardins familiaux

Zones ou espaces définis en exécution de dispositions spécifiques relatives (art. 39) :

	à l'aménagement du territoire
	à la protection des sites et monuments nationaux

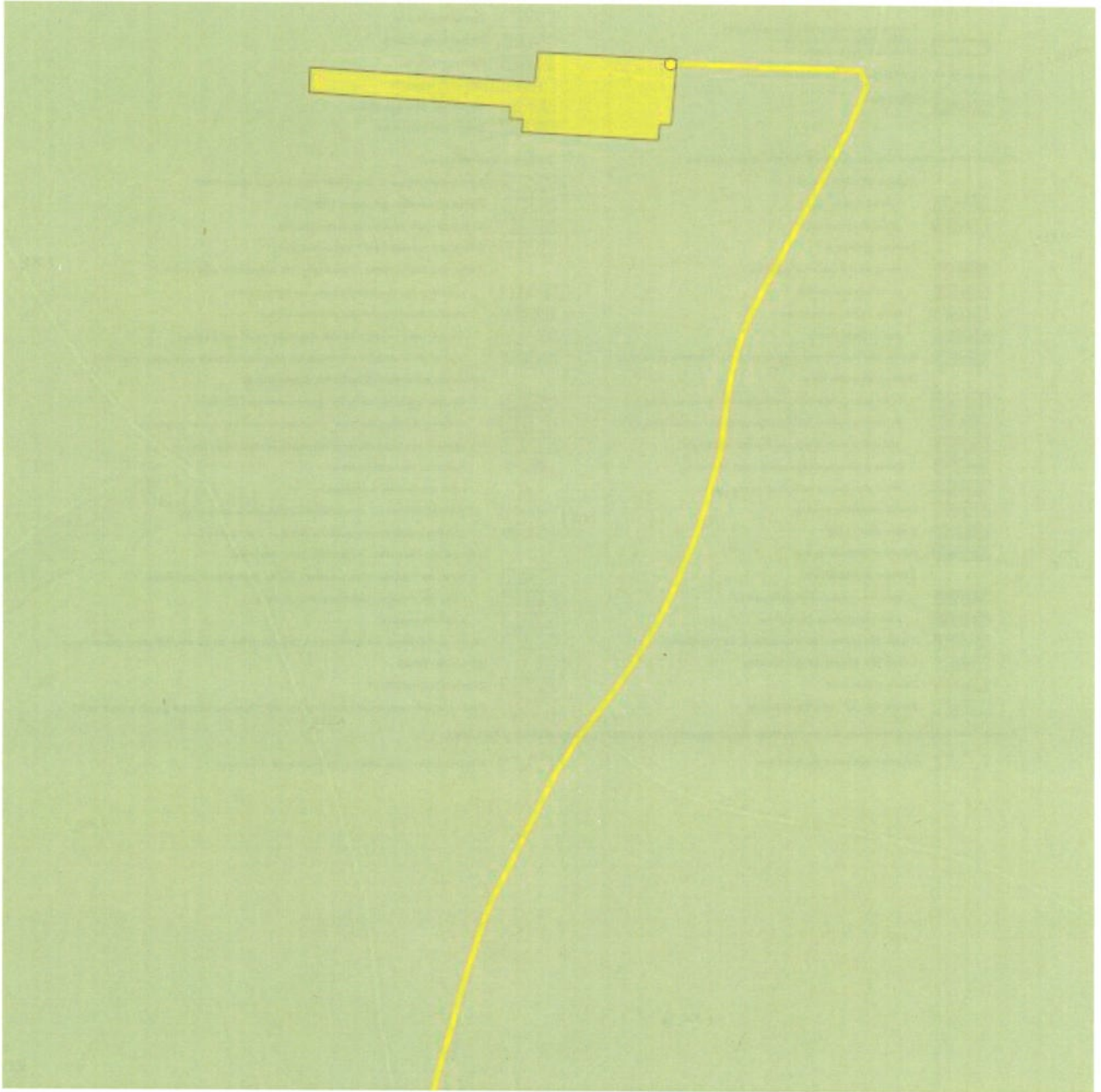
Zone verte :

AOR	Zone agricole
FOR	Zone forestière
VIT	Zone viticole
HOR	Zone horticole
PARC	Zone de parc public
VERD	Zone de verdure

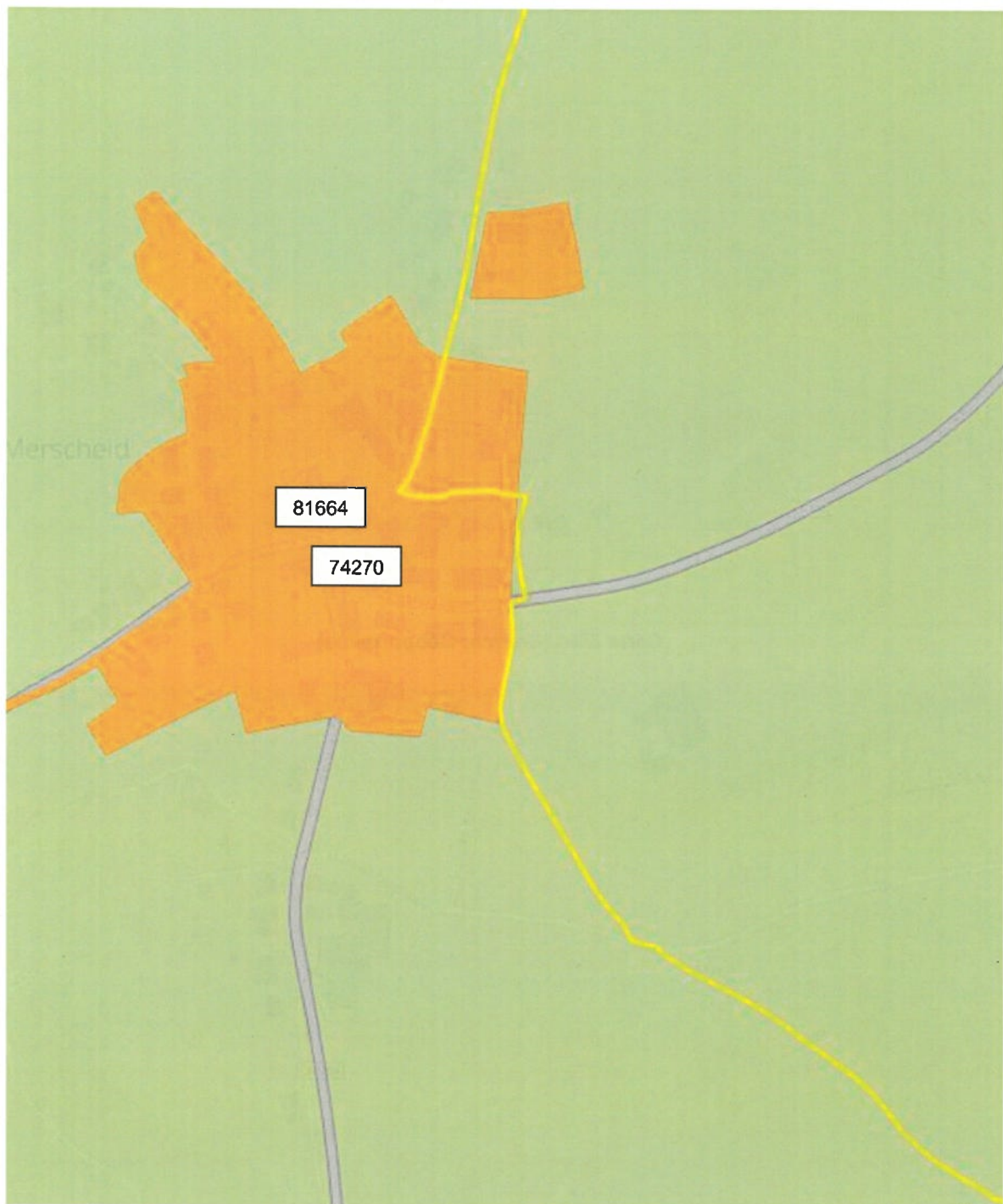
Zones superposées :

	Zone soumise à un PAP "nouveau quartier"
	Zone d'aménagement différé
	Zone d'urbanisation prioritaire
	Zone de servitude "urbanisation"
Zone de servitude "couloirs et espaces réservés"	
	couloir pour projets routiers ou ferroviaires
	couloir pour projets de mobilité douce
	couloir pour projets de canalisation pour eaux usées
	couloir pour projets de rétention et d'écoulement des eaux pluviales
Secteur protégé d'intérêt communal	
	secteur protégé de type "environnement construit"
	secteur protégé de type "environnement naturel et paysage"
	secteur protégé de type "vestiges archéologiques"
	construction à conserver
	petit patrimoine à conserver
	alignement d'une construction existante à préserver
	gabarit d'une construction existante à préserver
Zones de risques naturels prévisibles	
	zone de risques d'éboulement ou de glissement de terrain
	zone de risques d'éboulement miniers
	zone inondable
	Zone à risques concernant la sécurité et la santé des personnes
	Zone de bruit
	Zone d'extraction
	Plan d'aménagement particulier dûment approuvé (à titre indicatif)

4. Carte ZOA



Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)



Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)

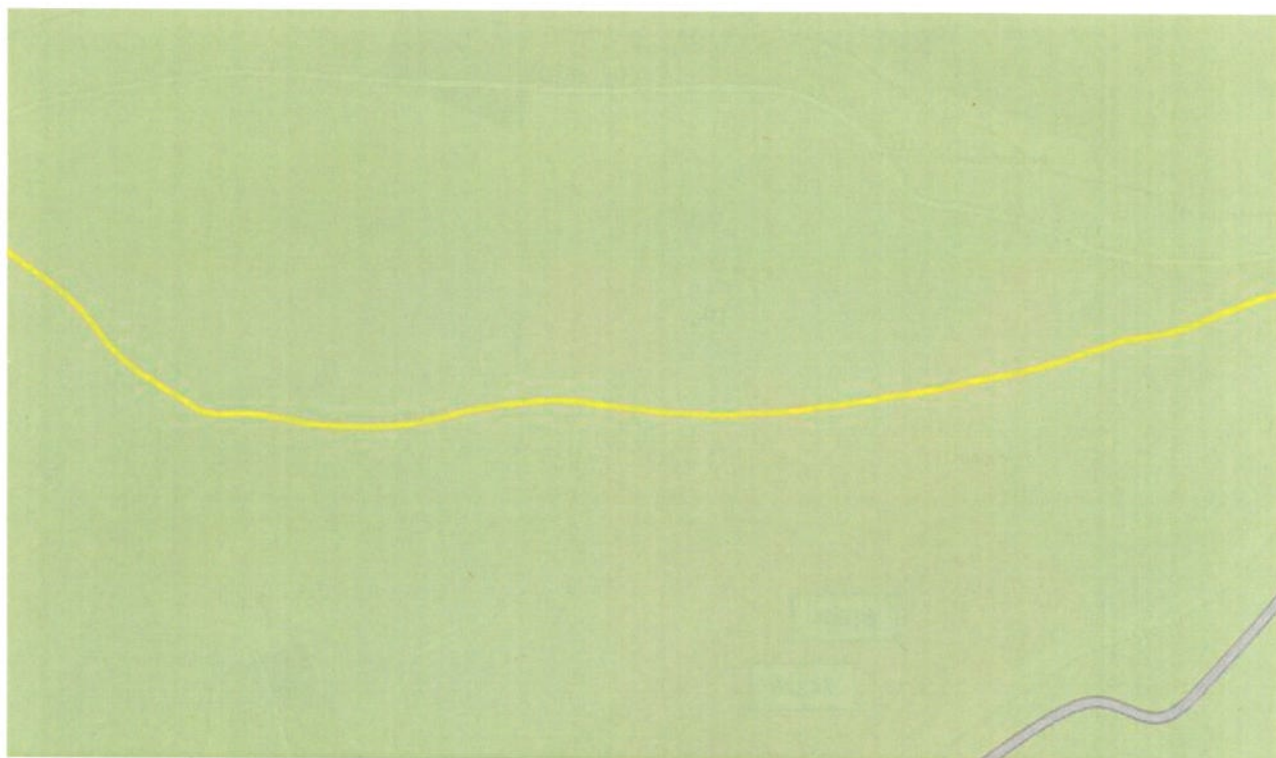
81664 :

Merscheid/Pütscheid.

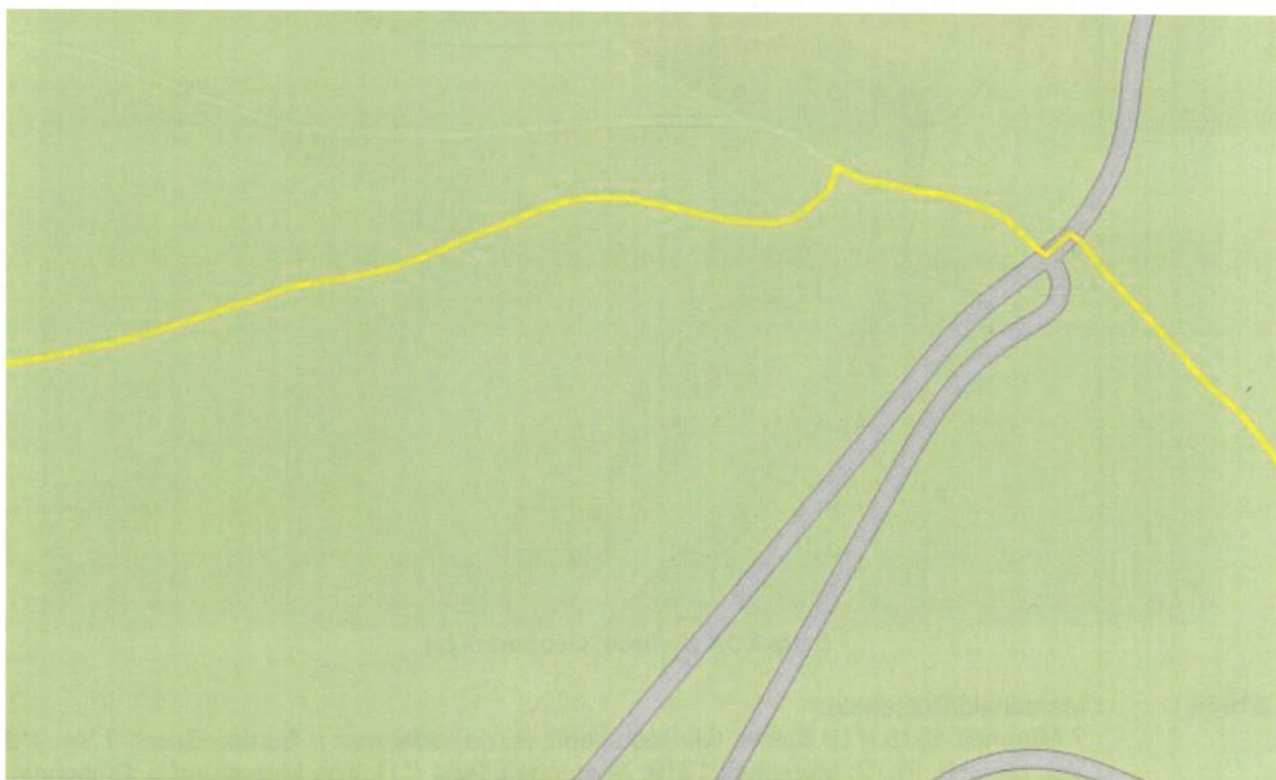
? Mercheit 1318 (*1). Bestw. wie Merckholz (s. da) oder mar = Sumpf, Bruch ? Vgl. (*2). Vgl. Mersch. Pn. ?; Merscheid 1319, Mertecheit 1464 (*1). Wie Merscheid b. Pütscheid ? Bestw. Pn. ?

Bibliographie

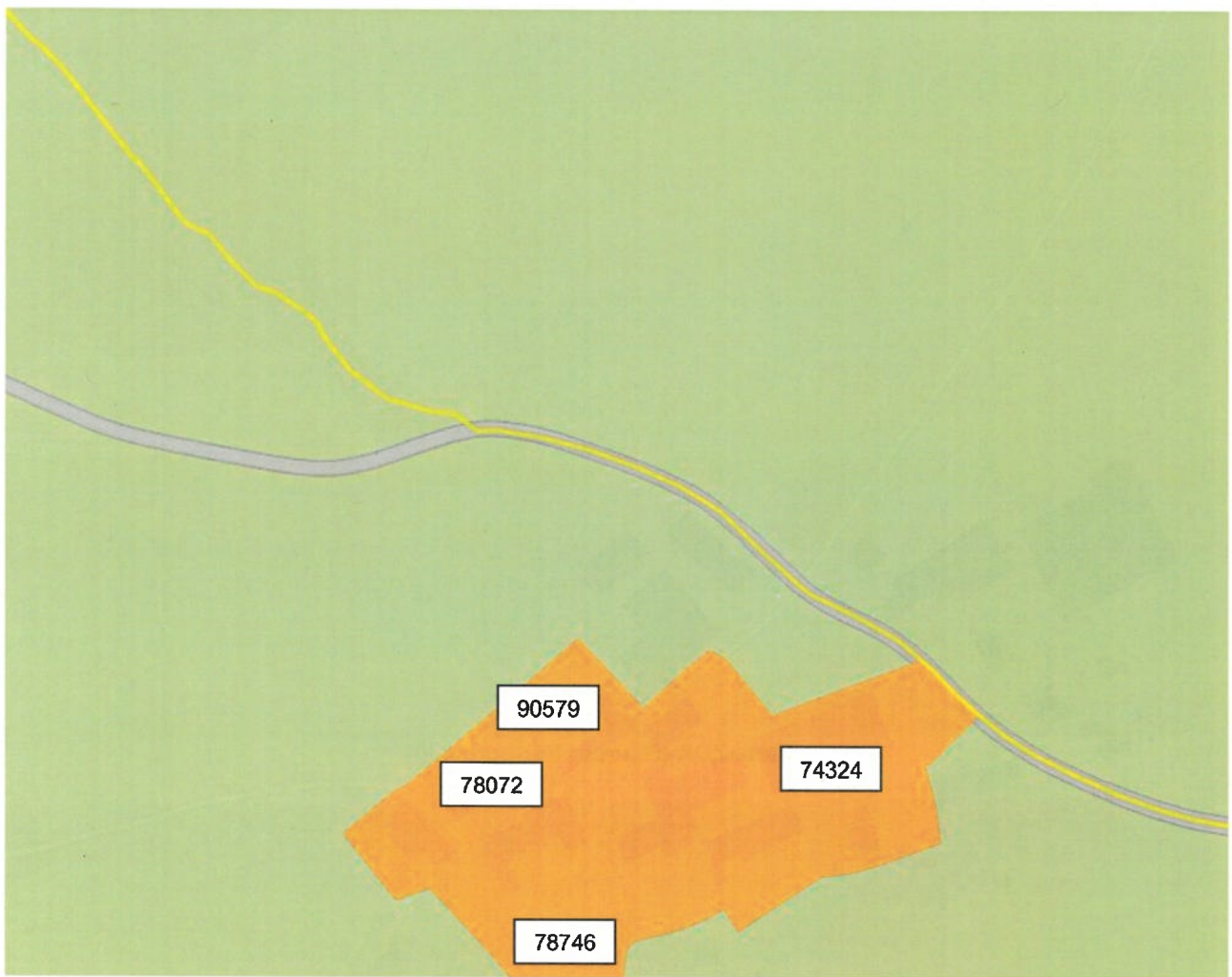
- Meyers, J., Studien zur Siedlungsgeschichte Luxemburgs, Mention à la p.: 95.
- Keussen, H., Luxemburger Urkunden in einem rheinischen Privat-archiv, PSH, 61, LXI/1926, Remarque (lit.): *1, Mention à la p.: 386.
- Müller, Max: Die Ortsnamen im Regierungsbezirk Trier. Bd. 1, 1906, Remarque (lit.): *2, Mention à la p.: 42.



Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)



Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)

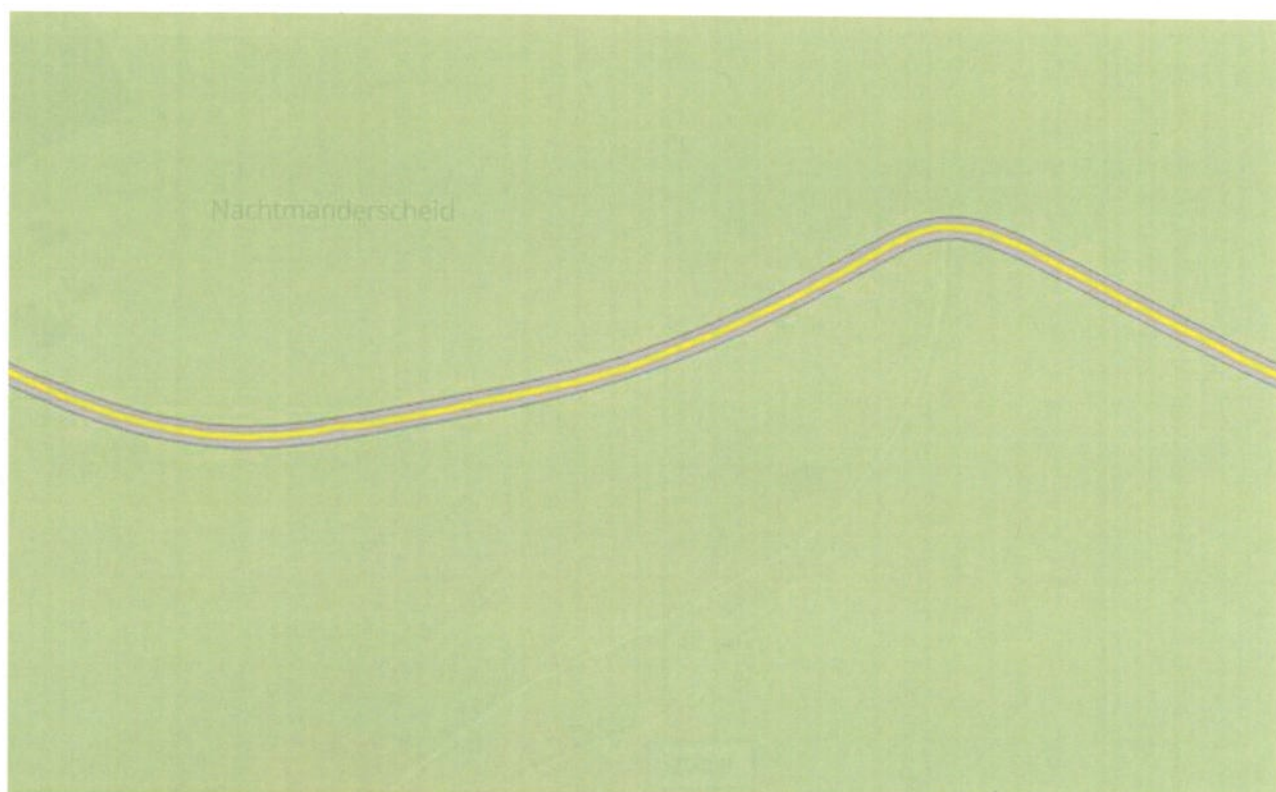


Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)

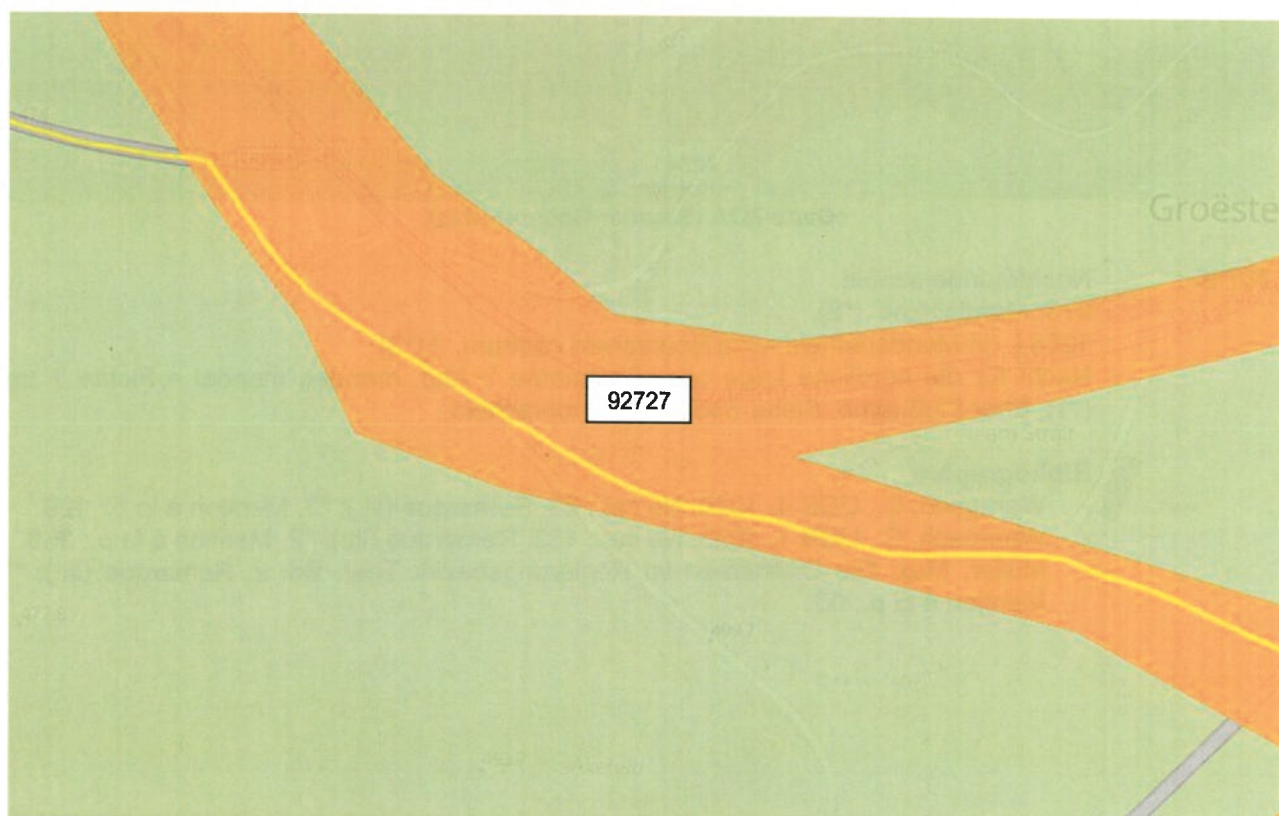
78746 : Nachtmanderscheid.
 973 Mandelskeit (*2).
 1268 [...in Manderscheid iuxta Bourscheid castrum...] (*3).
 Nacht für die nördliche Lage oder Bachname ? Ahd. mandat, mandel = Fichte ? Vgl. (*1). Eher Flußname. Siehe Schlindermanderscheid.

Bibliographie

- Wampach, C., UQB 4, 1940, No cat.: 83, Remarque (lit.): *3, Mention à la p.: 129.
- Wampach, C., UQB 1, 1935, No cat.: 183, Remarque (lit.): *2, Mention à la p.: 253.
- Müller, Max: Die Ortsnamen im Regierungsbezirk Trier. Bd. 2, Remarque (lit.): *1, Mention à la p.: 63

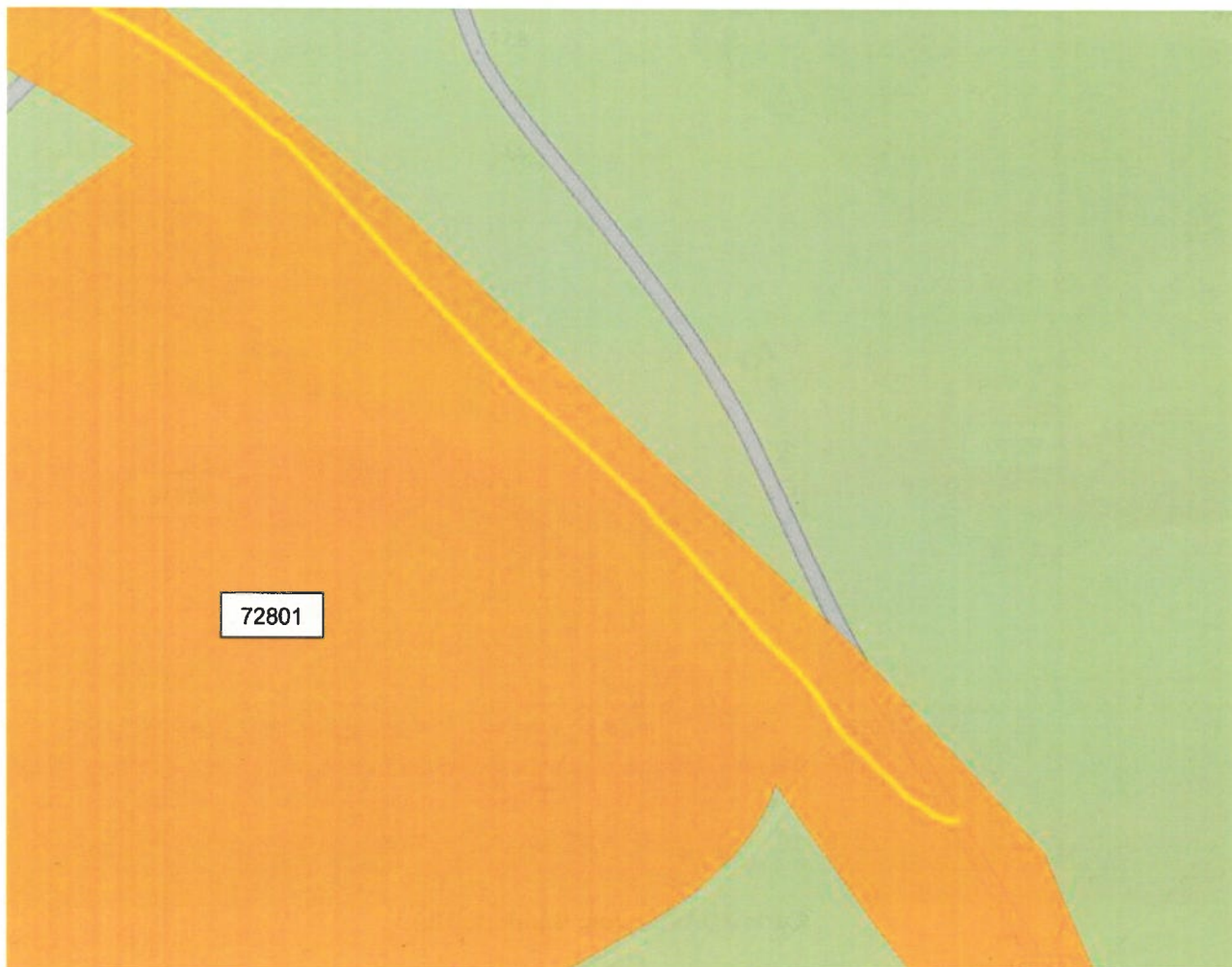


Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)



Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)

92727 : Putscheid.
Voie très ancienne (antique?) orientée plus ou moins nord-sud et passant sur les crêtes.
(Atlas Krier).

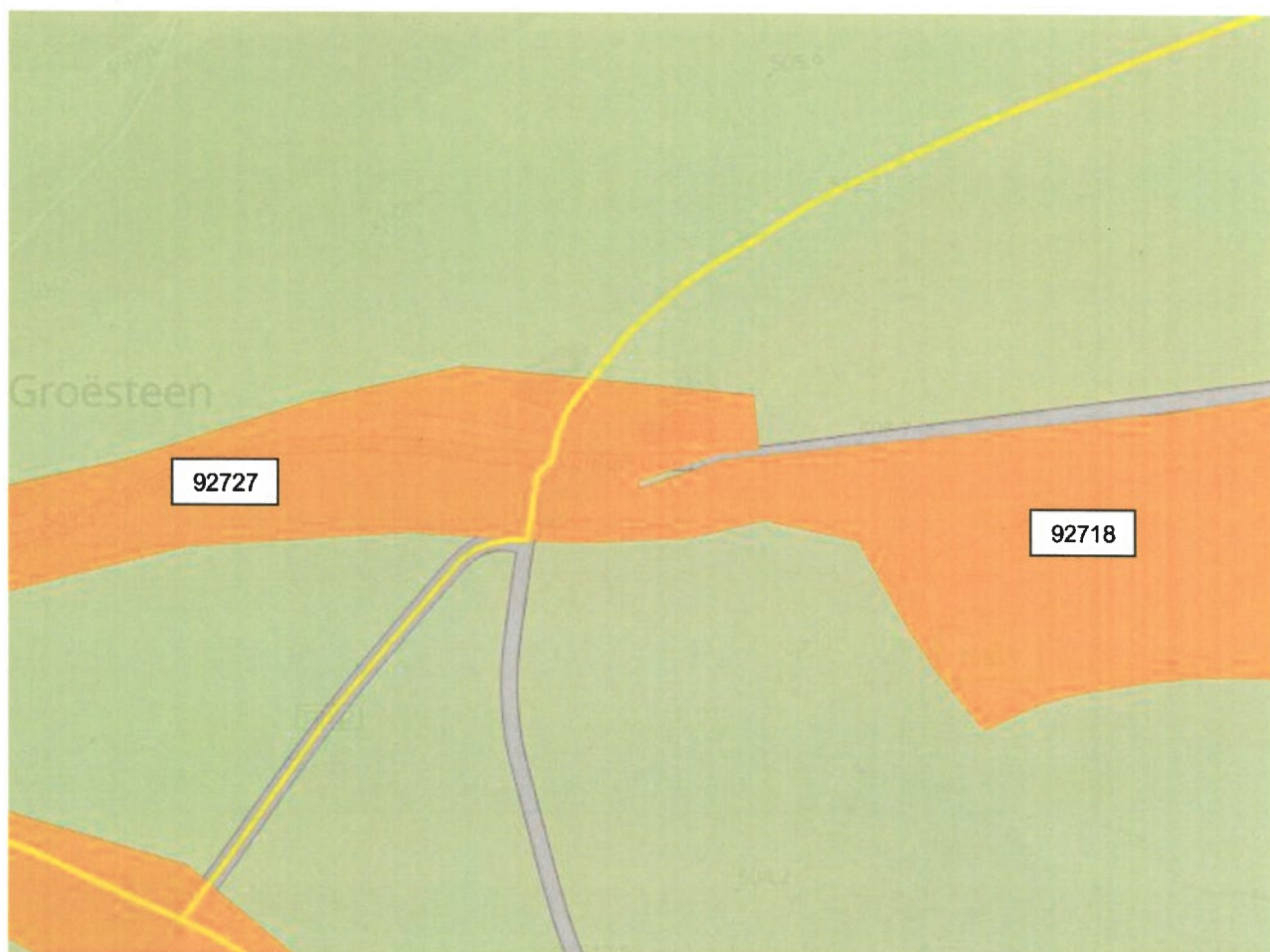


Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)

72801 : (Objet ID 6141)
 Silexpfleisspitze aus der Jungsteinzeit. Boecking und Spier stuften sie um 2000 v.Chr. ein.
 Localisation : Tandel, BA de Landscheid, Ronnebësch

Bibliographie

- Scheidweiler, M., Villare-Wilre-Weiler, Service d'Incendie et de Sauvetage, Putscheid, 2008, 154-200, Mention à la p.: 1.

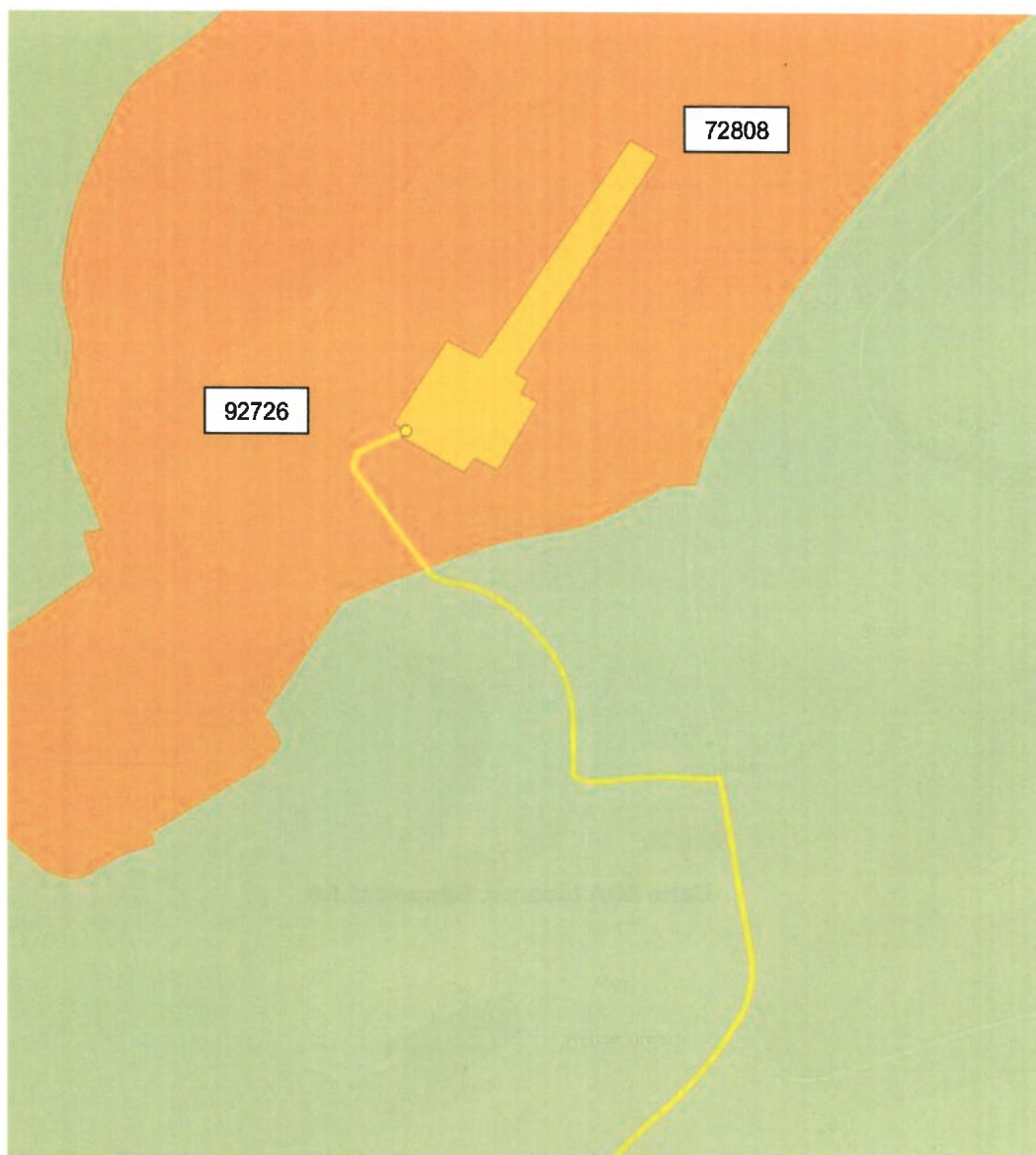


Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)

- 92727 :** Putscheid.
Voie très ancienne (antique?) orientée plus ou moins nord-sud et passant sur les crêtes.
(Atlas Krier).
- 92718 :** Groëstän.
Le lieu-dit 'Groëstän' fait allusion à quelque monolithe remarquable de couleur grise.
Comme le lieu-dit se trouve au croisement de cinq voies sur un point culminant, il est probable qu'il s'y trouvait quelque borne, repère ou mégalithe.



Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)



Carte ZOA (Source: Géoportail.lu)

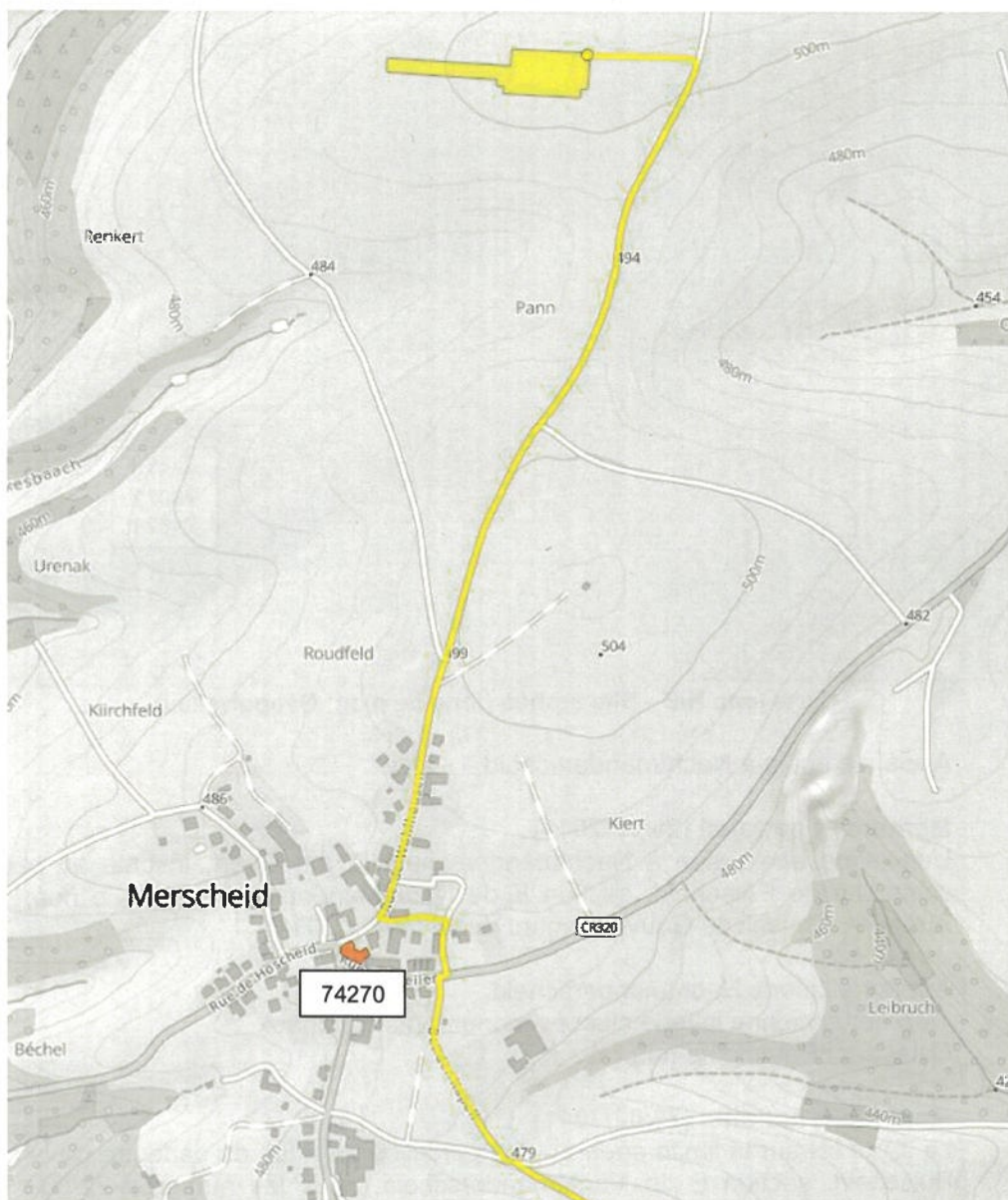
72808 : (Objet ID 9536)
Steinbeil aus Tonschiefer. Gefunden: 1976.

Bibliographie

- Scheidweiler, M., Villare-Wilre-Weiler, Service d'Incendie et de Sauvetage, Putscheid, 2008, 154-200, Mention à la p.: 2.
- Scheidweiler, Marcel, Von der Steinzeit bis zum frühen Mittelalter. Eröffnung eines Mikromuseums im Rathaus der Gemeinde Putscheid, novembre 2010, pp. 15 – 32, Mention à la p.: 19.

92726 : "Wellesch thaels ack".
Les typonymes 'Welleschdeltsaak' et 'Welleschdeel' dérivés de villare indiquent la présence de vestiges d'une villa gallo-romaine dans leur voisinage. En effet un peu plus au nord-est se trouve un site au lieu-dit également très 'évocateur de site': 'auf den Mauern'

5. Sites archéologiques



Carte topo N/B - Site archéo (fond de plan: Géoportail.lu)

74270 :

Église Saint-Hubert, Merscheid/Putscheid.

Eglise St Hubert, élevée en paroisse en 1808. L'église, consacrée en 1835 aura été construite à l'emplacement du bâtiment prédécesseur en 1833 (wikipedia.lu). Nouvel autel inauguré en 1969.

L'église figure sur la carte de Ferraris et sur le cadastre originel (K). 1570, Saint-Pantaléon (Pauly).

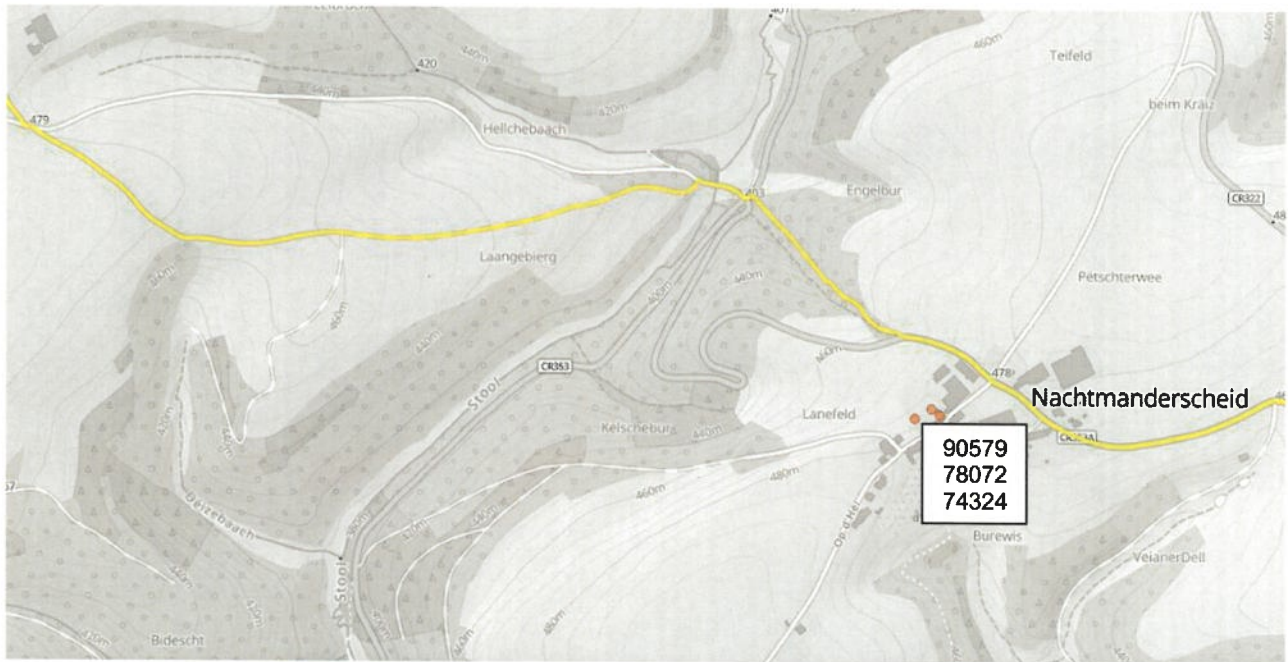
Monument national (29/03/2023)

L'église Saint-Hubert, y inclus les croix de chemin situées sur la parcelle adjacente, inscrite au cadastre de la Commune de Putscheid, section G de Merscheid, sous les numéros 26/1490 et 26/1489. – Arrêté ministériel du 29 mars 2023.

Bibliographie

- Pauly, F., Das Landkapitel Mersch, 1970, 95, 96.
- Seiler, E., Liturgiereform und Eigenfeiern in Luxemburg.

- Donckel, E., Der St. Hubertuskult im Luxemburger Land, Pétange, 1960, 49-85, N° 93, p. 70.



Carte topo N/B - Site archéo (fond de plan: Géoportail.lu)

90579 : Ancienne école à Nachtmanderscheid.

Monument national (28/02/2011)

L'ancienne école sise à Nachtmanderscheid 2, am Duerf, inscrite au cadastre de la commune de Putscheid, section E de Nachtmanderscheid, sous le numéro 25/864. - Arrêté du Conseil de Gouvernement du 28 février 2011.

78072 : Ancienne laiterie Nachtmanderscheid.
Tilleul et ancienne laiterie classés monuments nationaux.
Catégorie: Patrimoine naturel.

Monument national (28/02/2011)

Le tilleul sis sur la limite séparant les parcelles inscrites au cadastre de la commune de Putscheid, section E de Nachtmanderscheid, sous les numéros 22/863 et 25/844. - Arrêté du Conseil de gouvernement du 23 mars 1990. L'ancienne laiterie sise à Nachtmanderscheid 3, am Duerf, inscrite au cadastre de la commune de Putscheid, section E de Nachtmanderscheid, sous le numéro 22/863. - Arrêté du Conseil de Gouvernement du 28 février 2011.

Protection: Monuments nationaux. Arrêté du Conseil de gouvernement du 23 mars 1990 et du 28 février 2011.

74324 : Chapelle St Michel, Nachtmanderscheid.
La chapelle figure sur la carte de Ferraris et sur le cadastre originel.

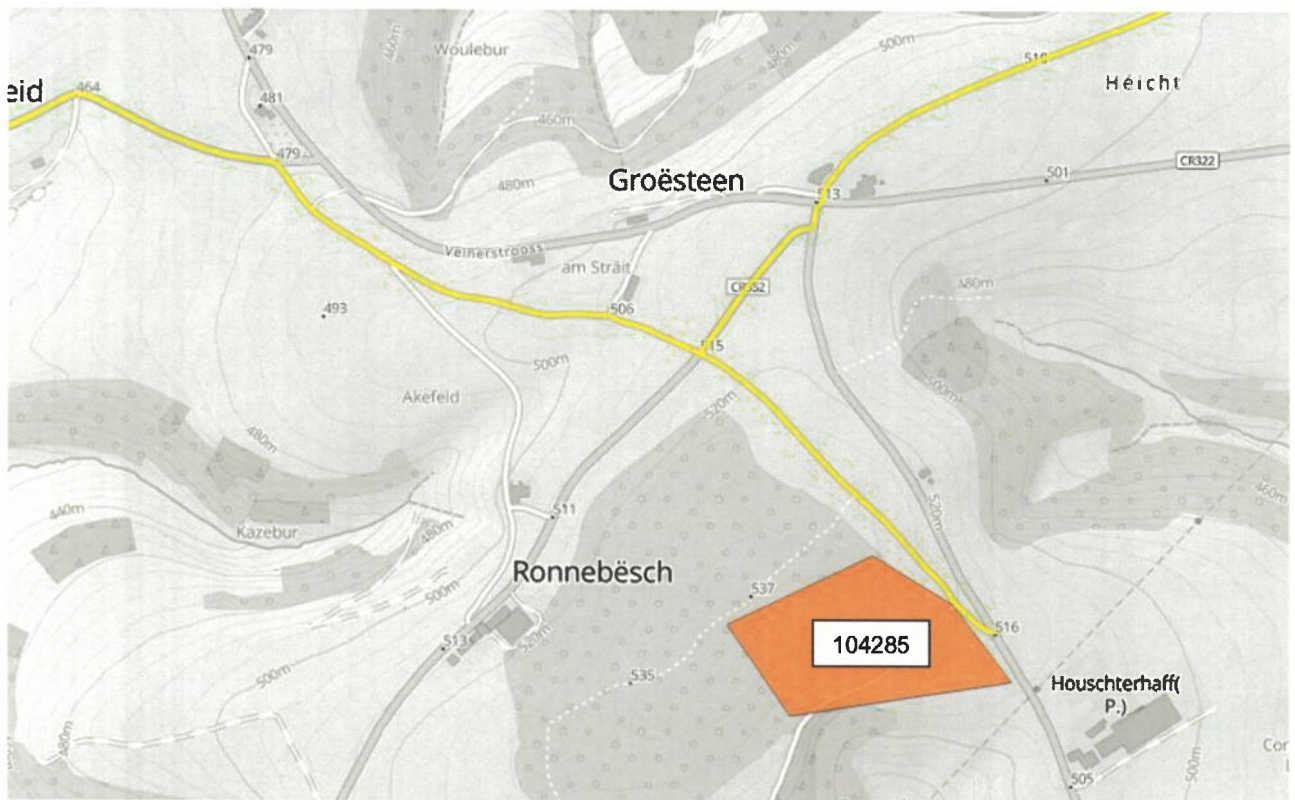
Monument national (13/04/2012)

La chapelle de Nachtmanderscheid, sise am Duerf, inscrite au cadastre de la commune de Putscheid, section E de Nachtmanderscheid, sous le numéro 24/861. - Arrêté du Conseil de Gouvernement du 13 avril 2012.

Protection: Monument national.

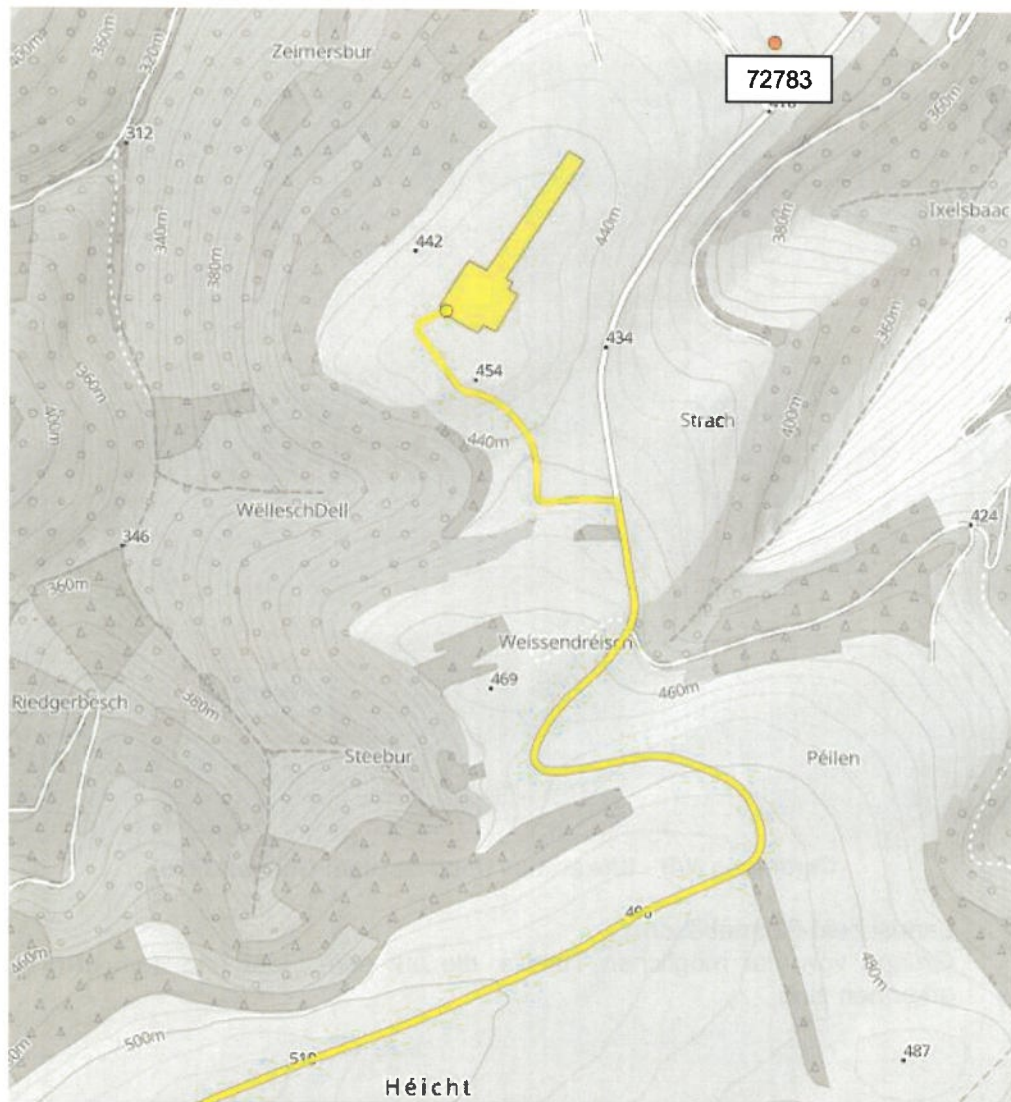
Bibliographie

- Pauly, F., Das Landkapitel Mersch, 1970, 36, 95, 96.



Carte topo N/B - Site archéo (fond de plan: Géoportail.lu)

104285 : Landscheid-Ronnebësch.
Gruppe von vier möglichen Tumilis, die auf dem Lidar und dem LRM-Modell gut zu erkennen sind.



Carte topo N/B - Site archéo (fond de plan: Géoportail.lu)

72783 :

Auf den Mauern, Stolzembourg.

Débris de construction d'époque gallo-romaine: fragments de tegulae et d'imbrices, tessons de poteries. Si M. Scheidweiler penche pour y localiser une nécropole, le toponyme 'auf den Mauern' plaide clairement en faveur d'un établissement d'époque romaine. Découverte également d'un dupondius ou sesterce non identifiable (2019).

Texte de publication: Marcel Scheidweiler

Ziegelreste aus Ton auf der Fundstelle (vielleicht römisches Grab)

- 1 Imbrexbruchstück 8x6cm
- 1 Tegulabruchstück 18x8x2cm
- 4 Tonziegel mit Rillen
- 24 Mauerziegel 15x9cm bis 4x3cm
- 60 unbestimmte Tonbruchstücke
- 1 roter Gefässrand
- 1 rotes Gefässsockelbruchstück
- 3 weissliche Gefässbruchstücke
- 4 rote Gefässbruchstückwände
- 2-3 neuzeitliche (?) Ziegelbruchstücke

6. Sites classés



Site classé (fond de plan: Géoportail.lu)

Immeubles et objets bénéficiant des effets de classement comme patrimoine culturel national

L'église Saint-Hubert, y inclus les croix de chemin situées sur la parcelle adjacente, inscrite au cadastre de la Commune de Putscheid, section G de Merscheid, sous les numéros 26/1490 et 26/1489. – Arrêté ministériel du 29 mars 2023.



Site classé (fond de plan: Géoportail.lu)

Immeubles et objets bénéficiant des effets de classement comme patrimoine culturel national

Le tilleul sis sur la limite séparant les parcelles inscrites au cadastre de la commune de Putscheid, section E de Nachtmanderscheid, sous les numéros 22/863 et 25/844.

- Arrêté du Conseil de Gouvernement du 23 mars 1990.

L'ancienne école sise à Nachtmanderscheid 2, am Duerf, inscrite au cadastre de la commune de Putscheid, section E de Nachtmanderscheid, sous le numéro 25/864.

- Arrêté du Conseil de Gouvernement du 28 février 2011.

La chapelle de Nachtmanderscheid, sise am Duerf, inscrite au cadastre de la commune de Putscheid, section E de Nachtmanderscheid, sous le numéro 24/861.

- Arrêté du Conseil de Gouvernement du 13 avril 2012.

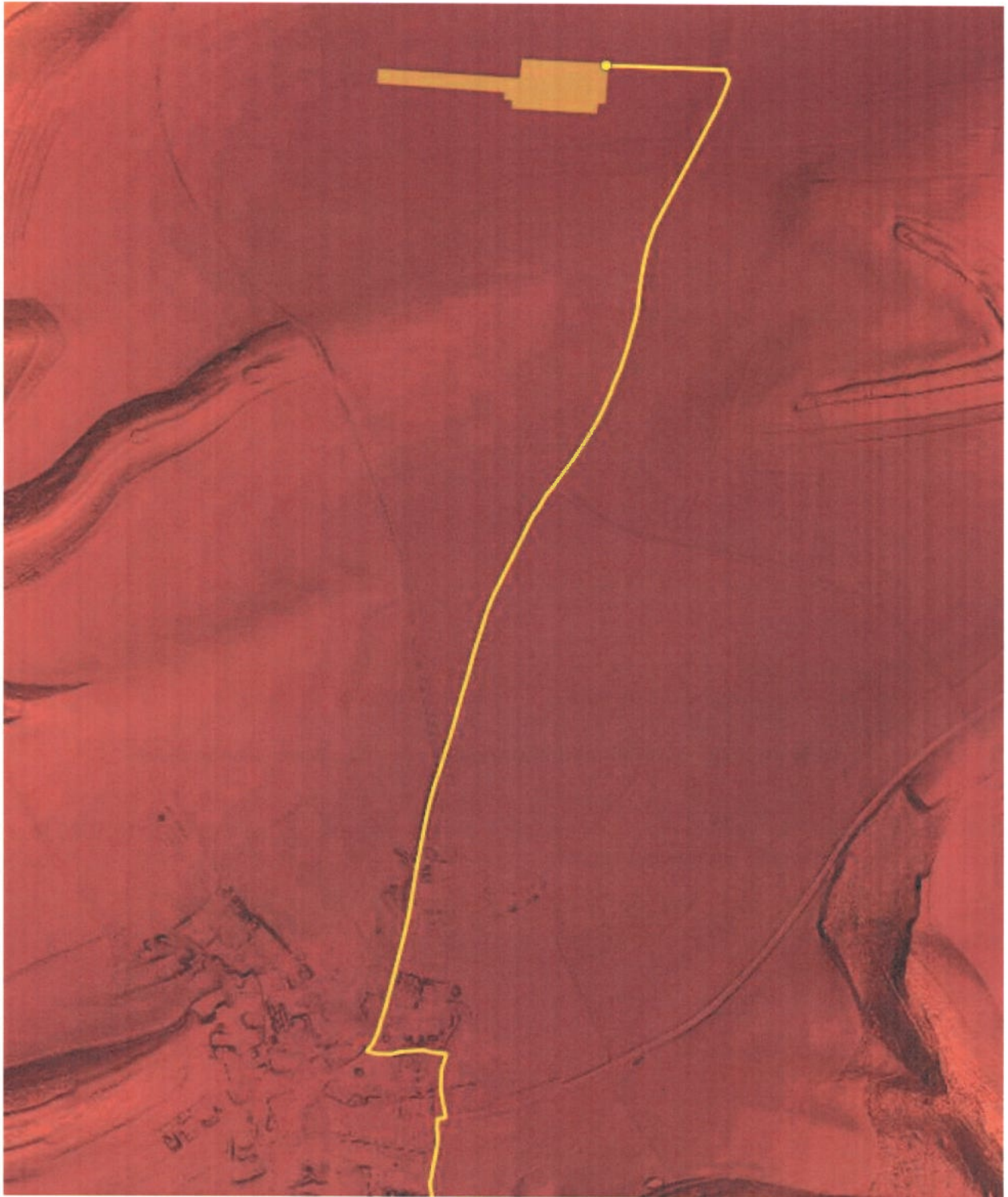
7. Opérations archéologiques



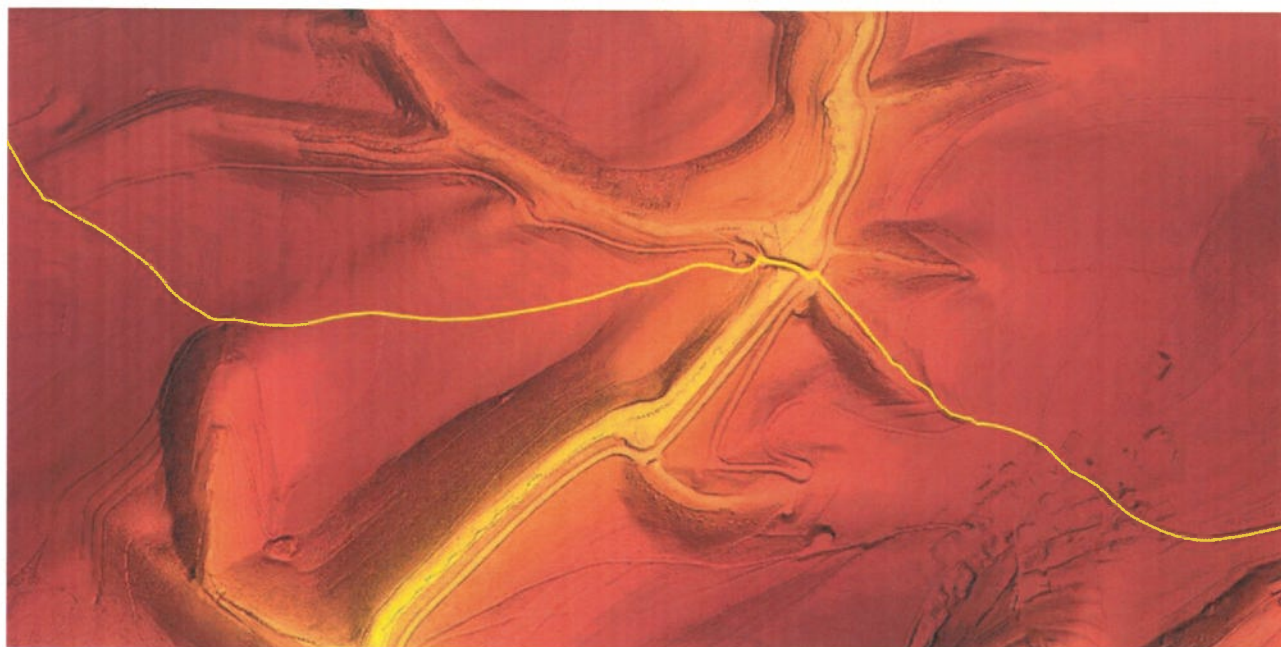
Carte topo N/B - Opérations archéologiques (fond de plan: Géoportail.lu)

2020-062 : Suivi des travaux réalisé en mai 2020 dans le cadre du projet « 1V01-C/16.1089 Rue de Wahlhausen », résultat négatif.

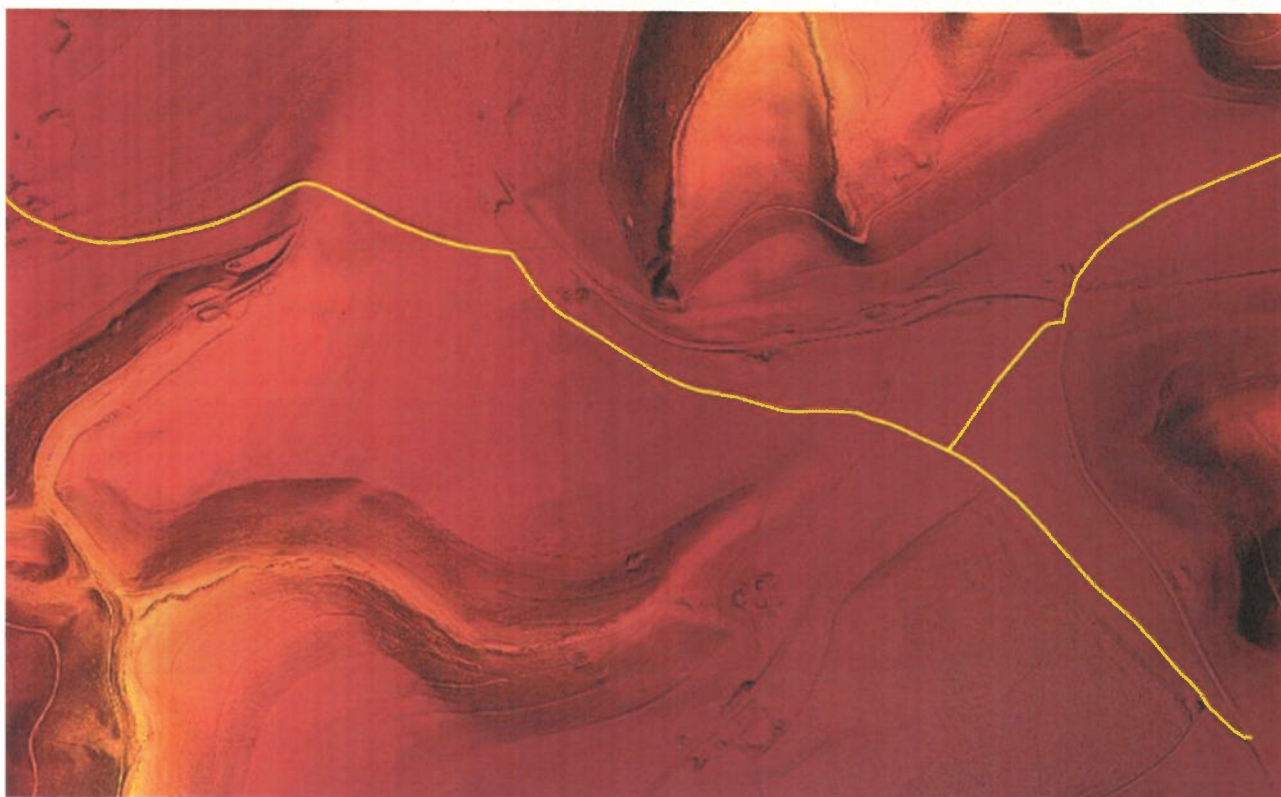
8. LIDAR



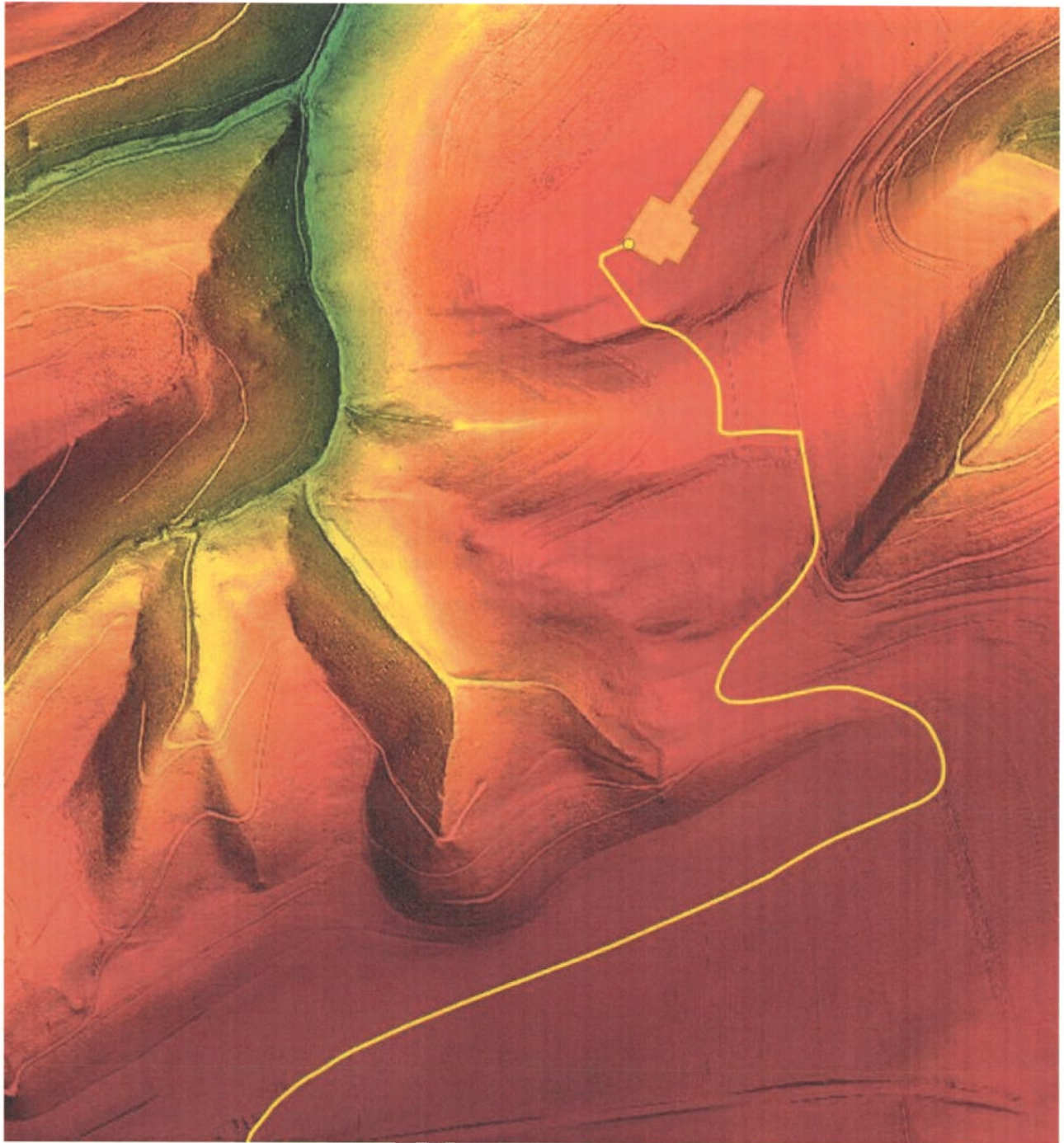
MNT colorié 2024 (Source: Géoportail.lu)



MNT colorié 2024 (Source: Géoportail.lu)



MNT colorié 2024 (Source: Géoportail.lu)



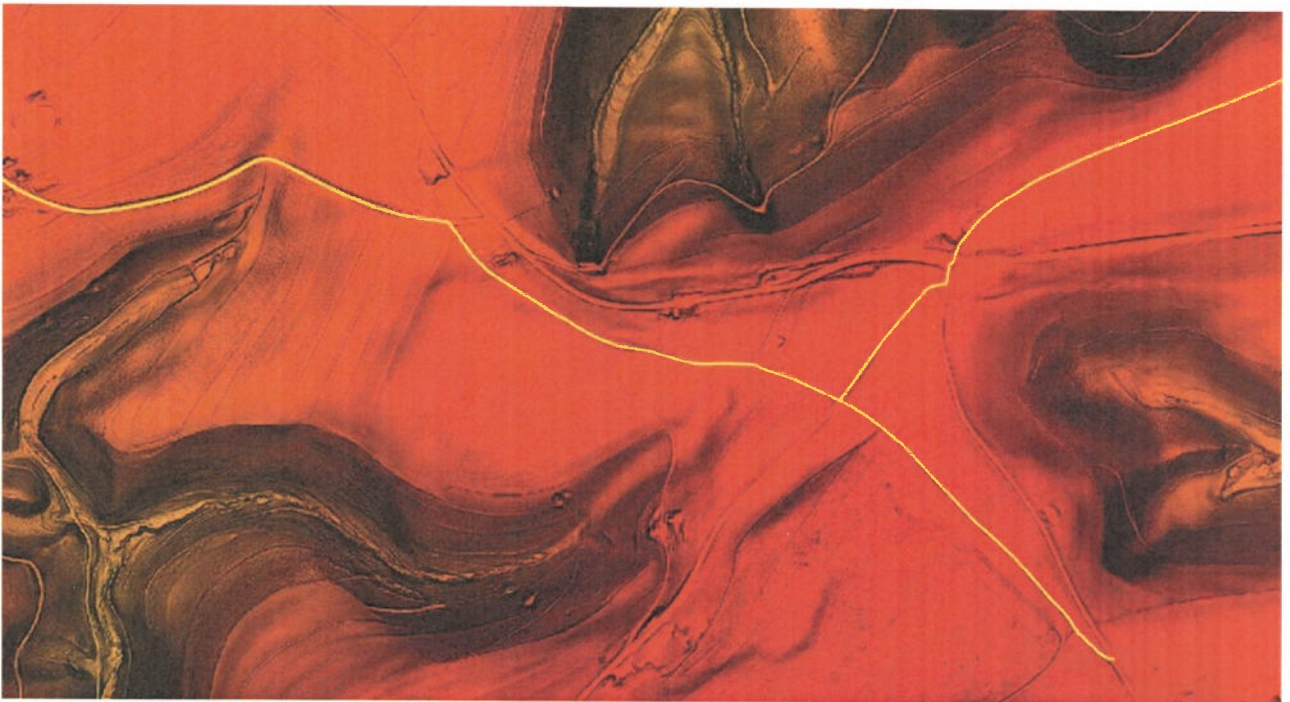
MNT colorié 2024 (Source: Géoportail.lu)



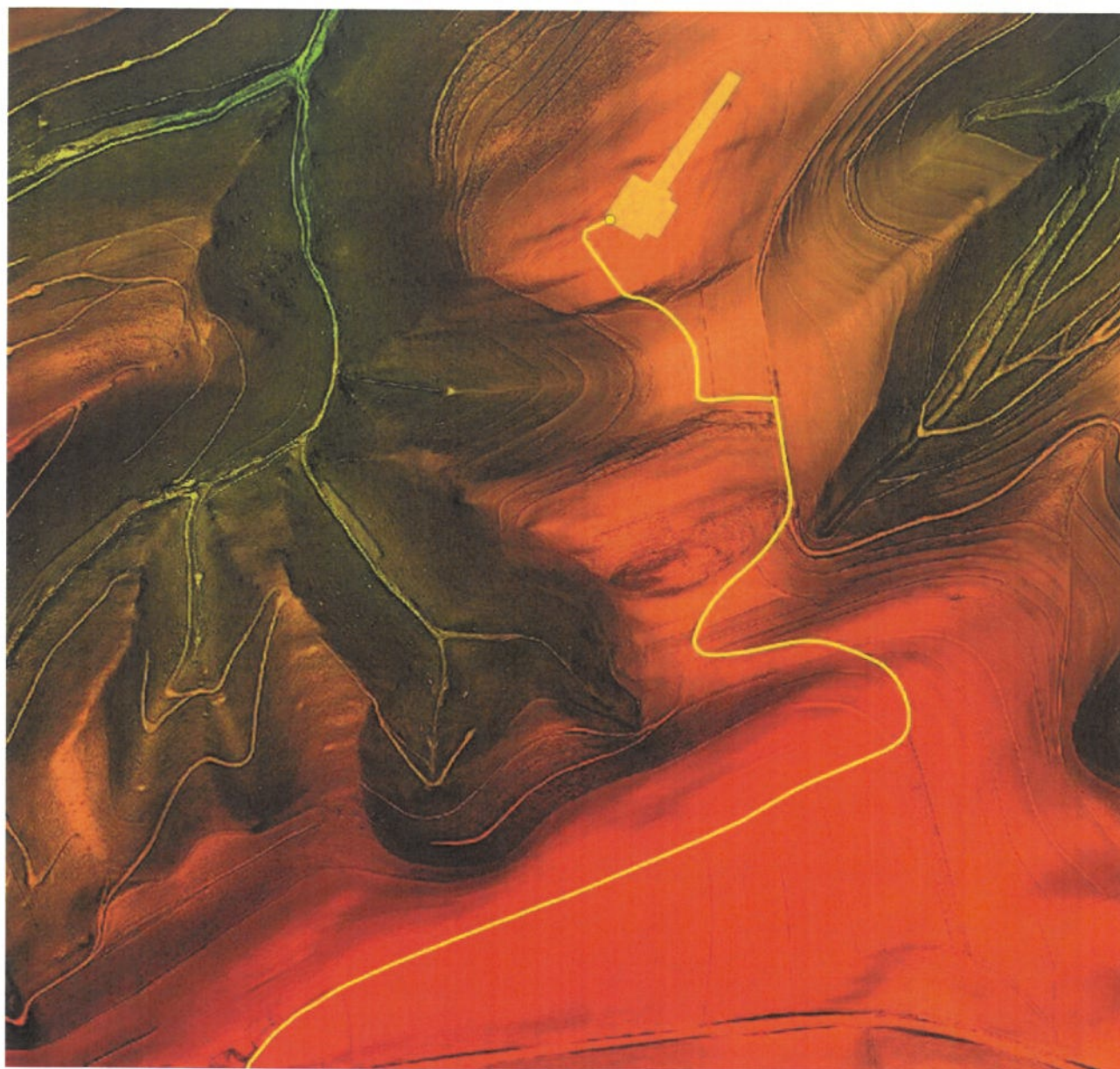
MNT colorié 2019 (Source: Géoportail.lu)



MNT colorié 2019 (Source: Géoportail.lu)



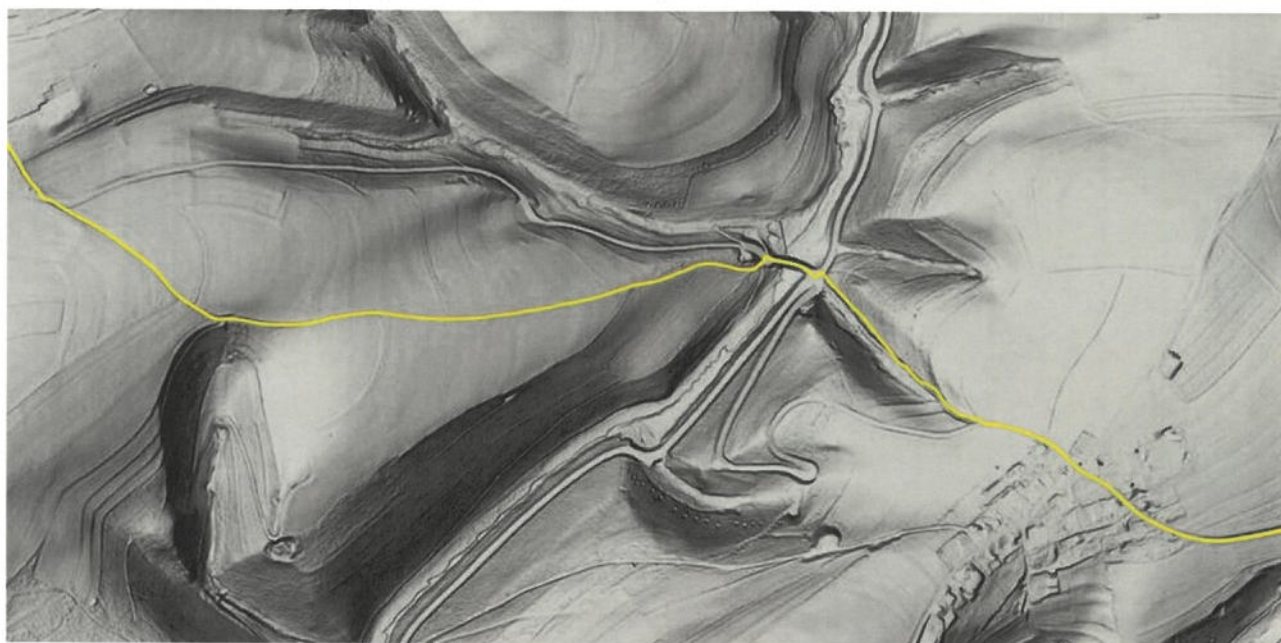
MNT colorié 2019 (Source: Géoportail.lu)



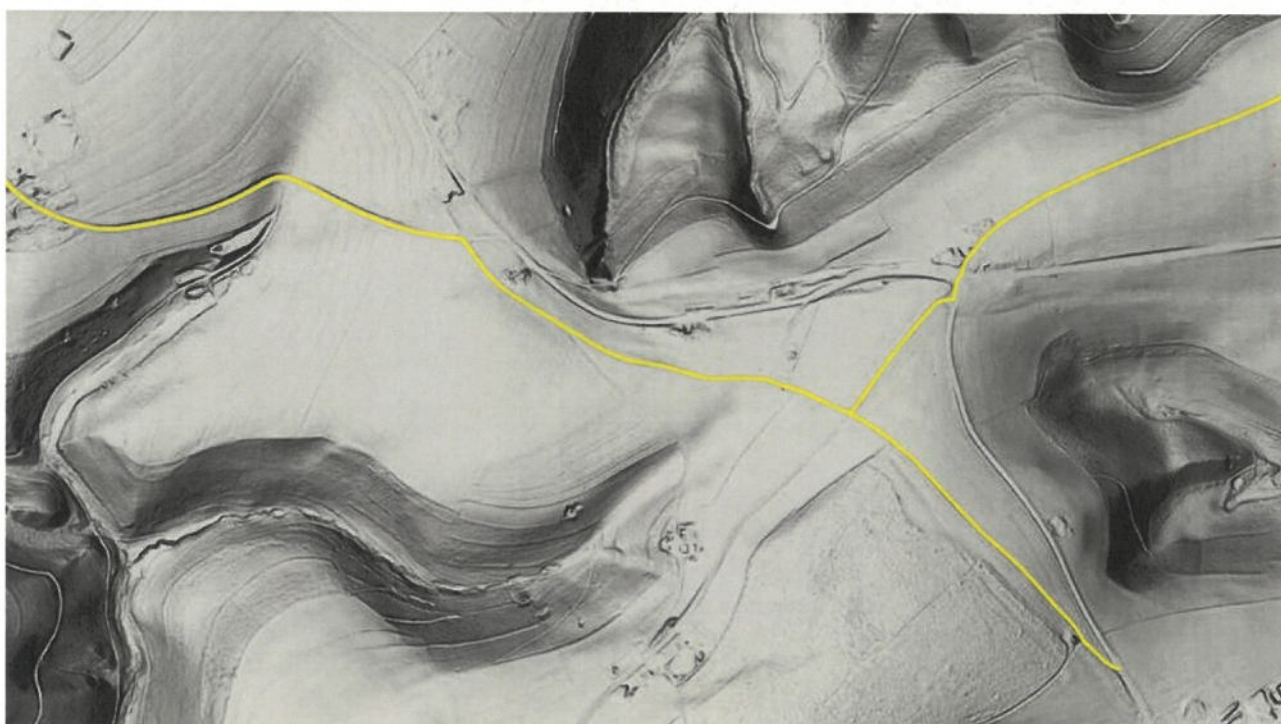
MNT colorié 2019 (Source: Géoportail.lu)



MNT ombrage 2024 (Source: Géoportail.lu)



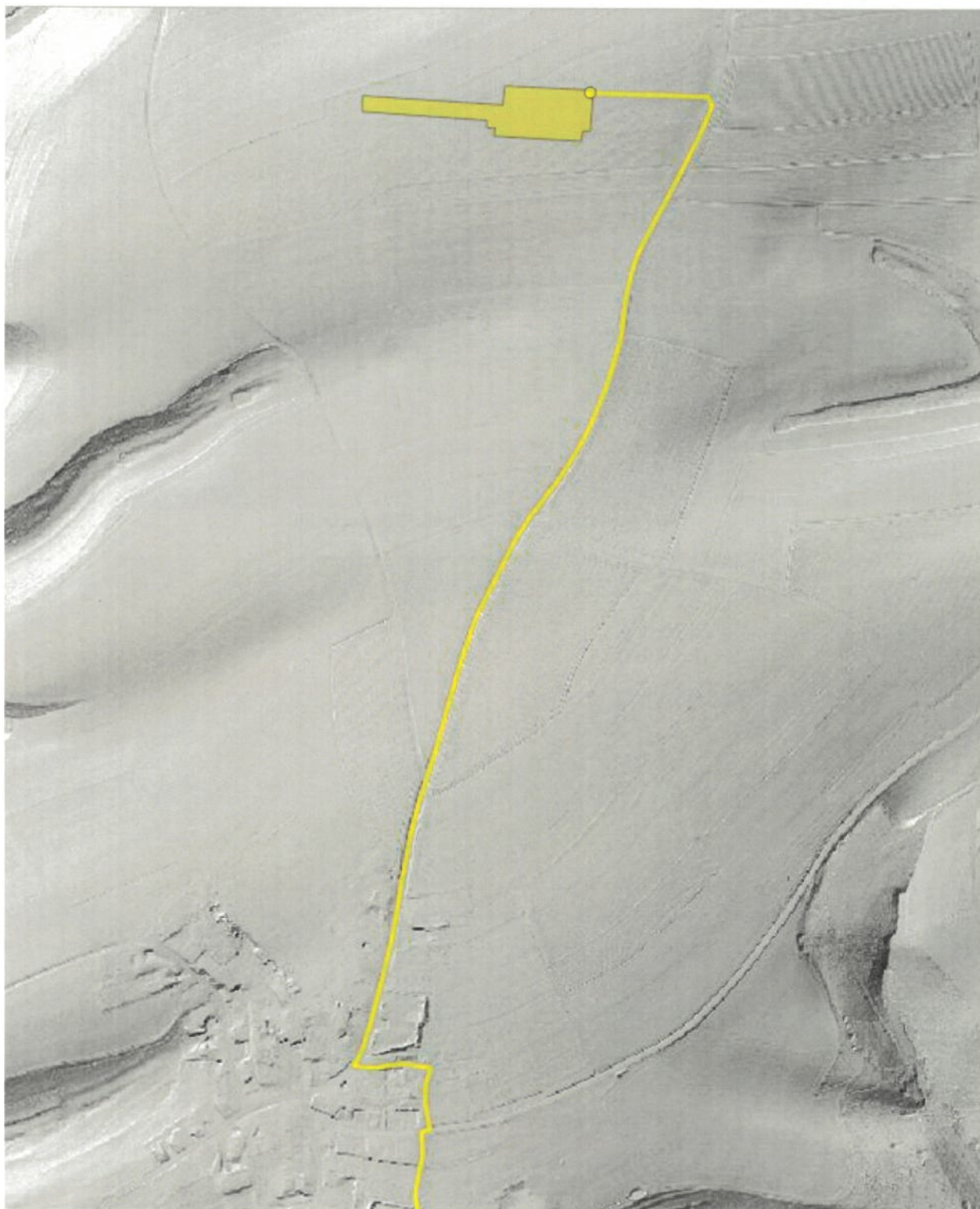
MNT ombrage 2024 (Source: Géoportail.lu)



MNT ombrage 2024 (Source: Géoportail.lu)



MNT ombrage 2024 (Source: Géoportail.lu)



MNT ombrage 2019 (Source: Géoportail.lu)



MNT ombrage 2019 (Source: Géoportail.lu)

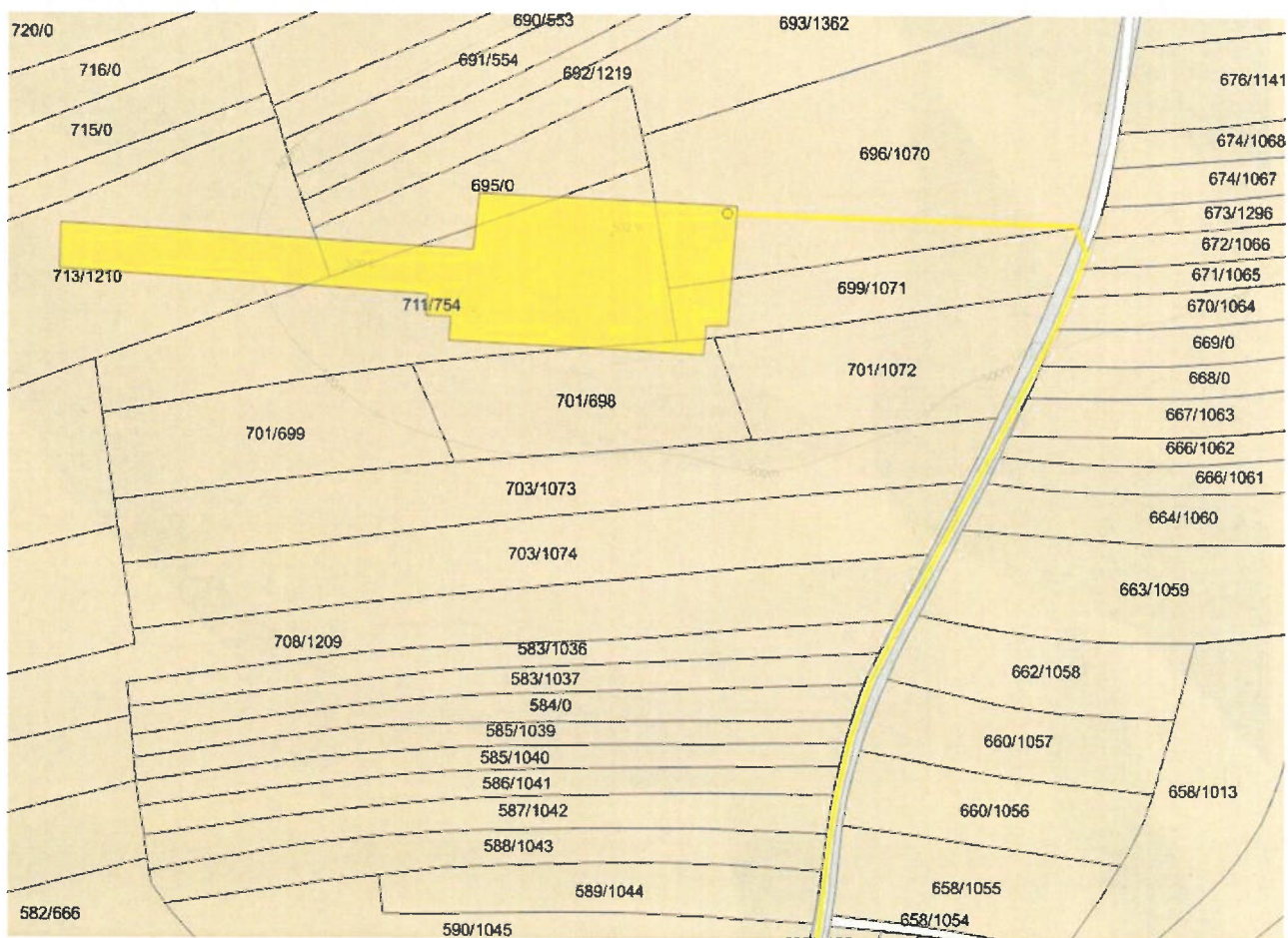


MNT ombrage 2019 (Source: Géoportail.lu)

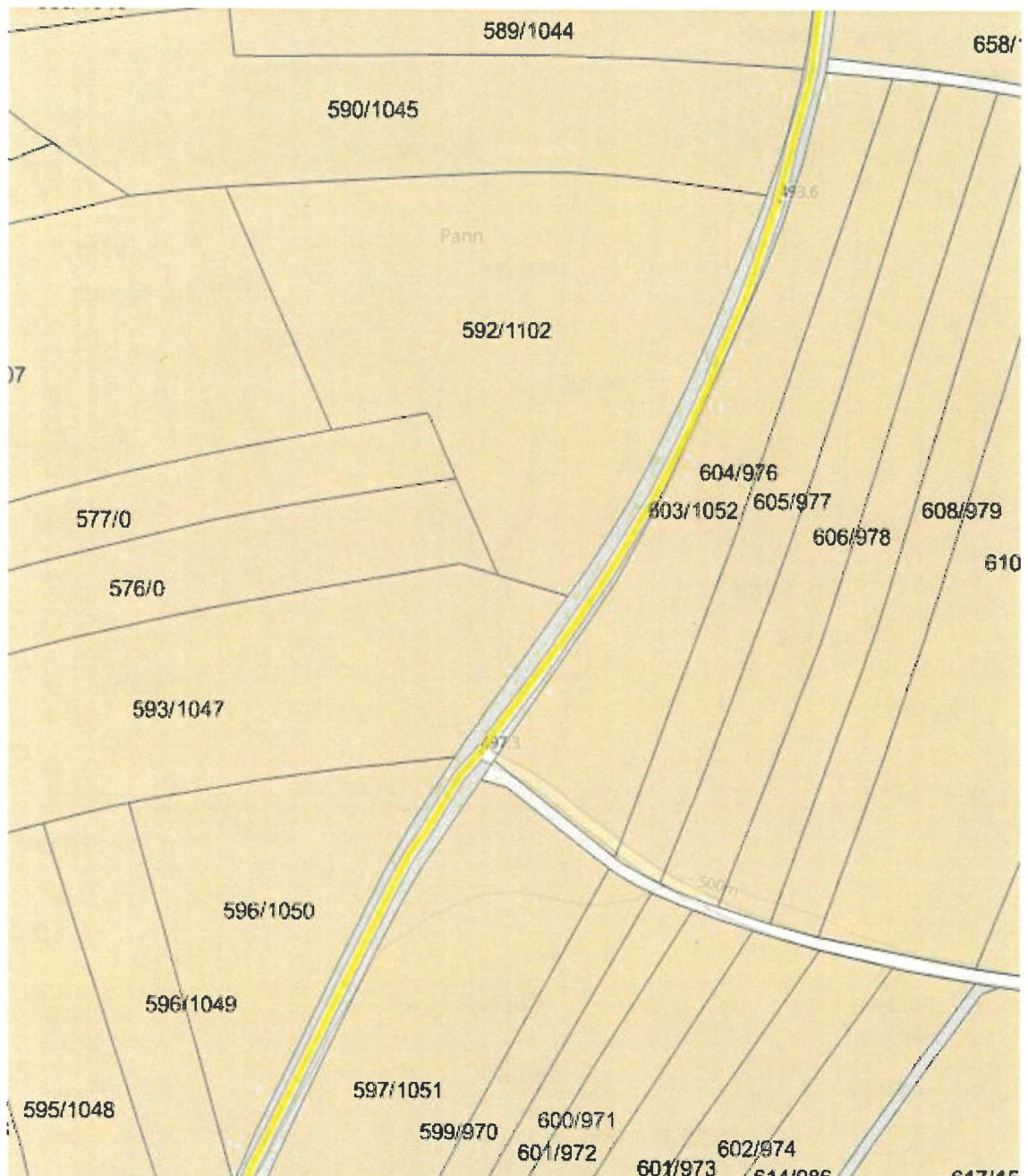


MNT ombrage 2019 (Source: Géoportail.lu)

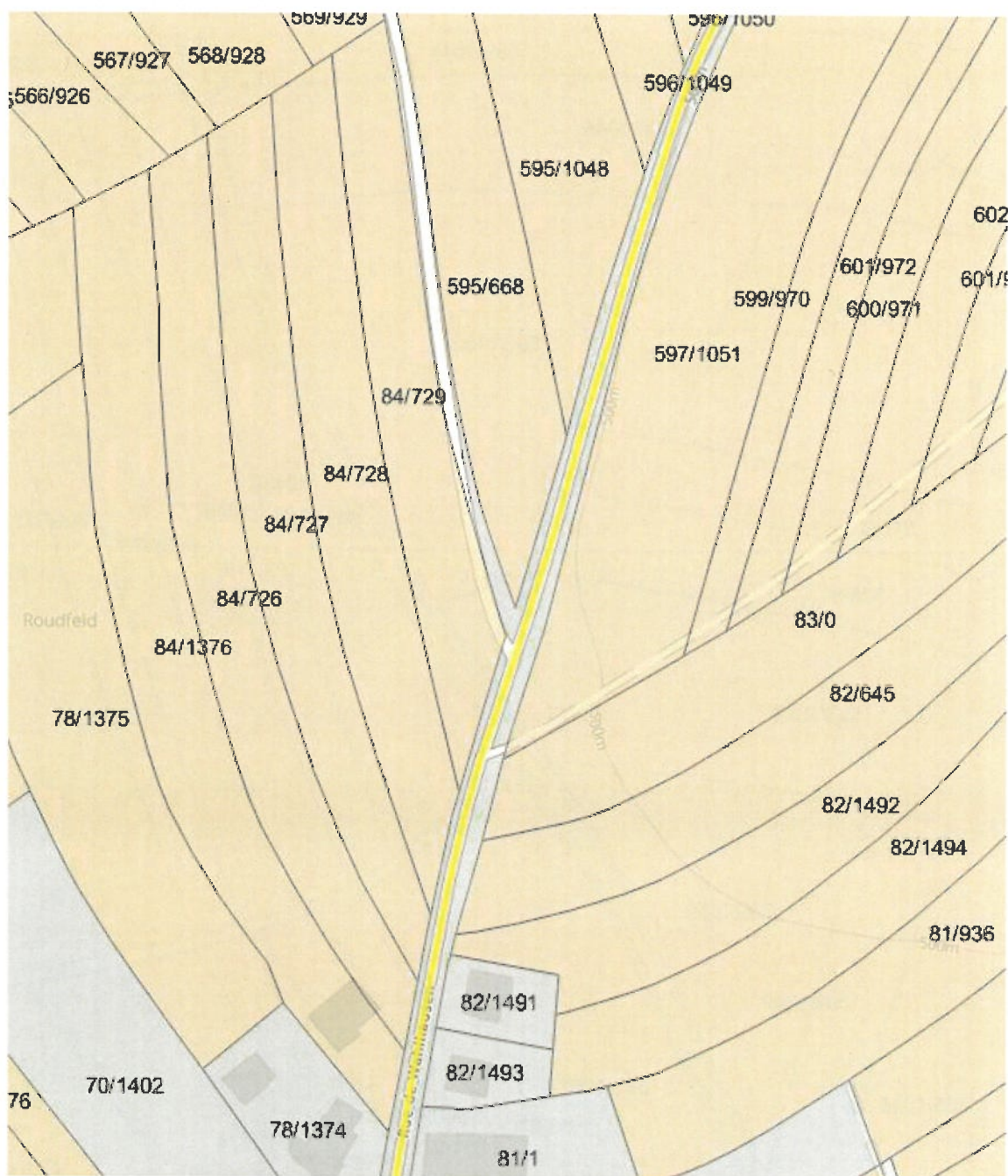
9. Parcelles cadastrales



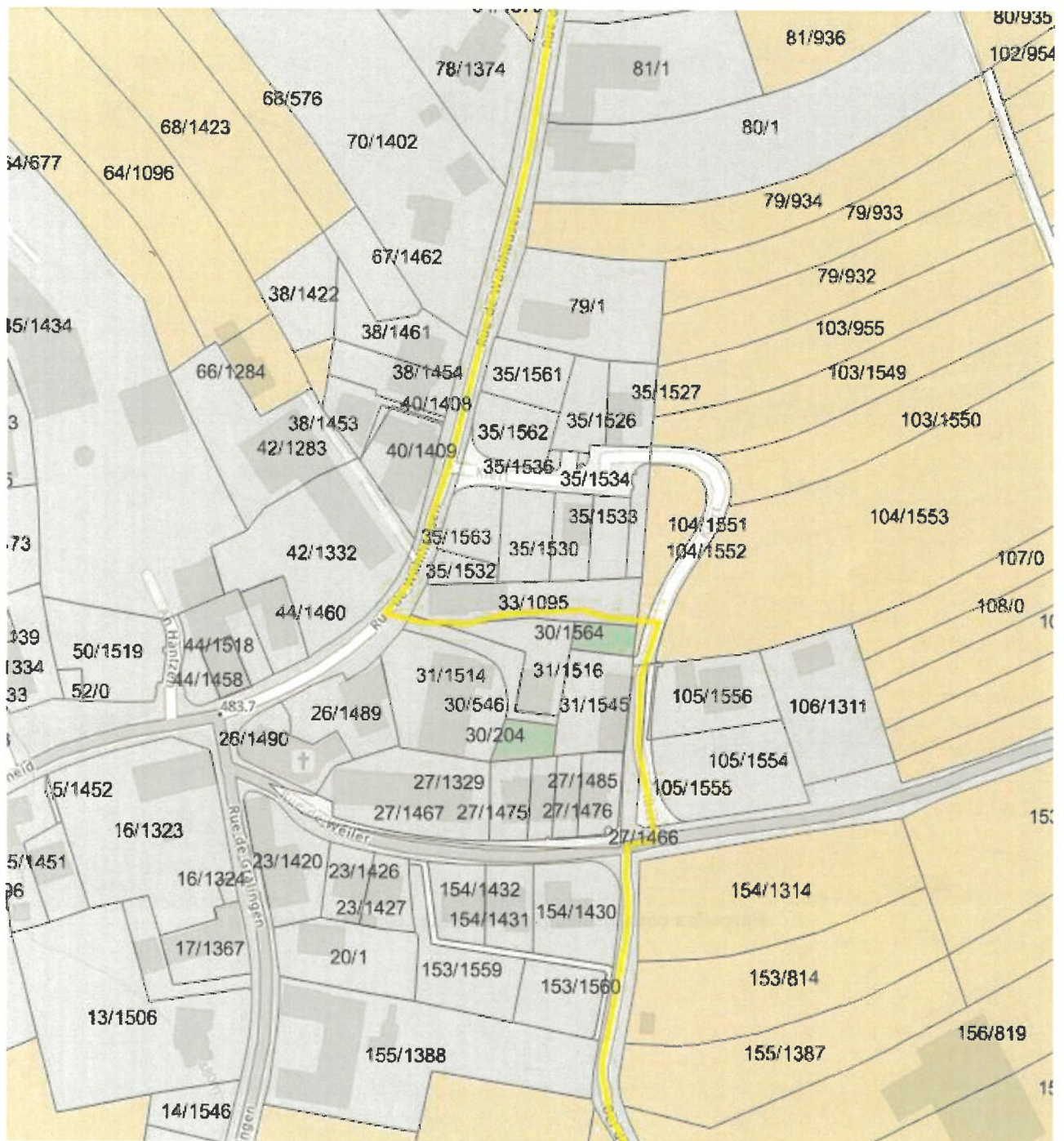
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)

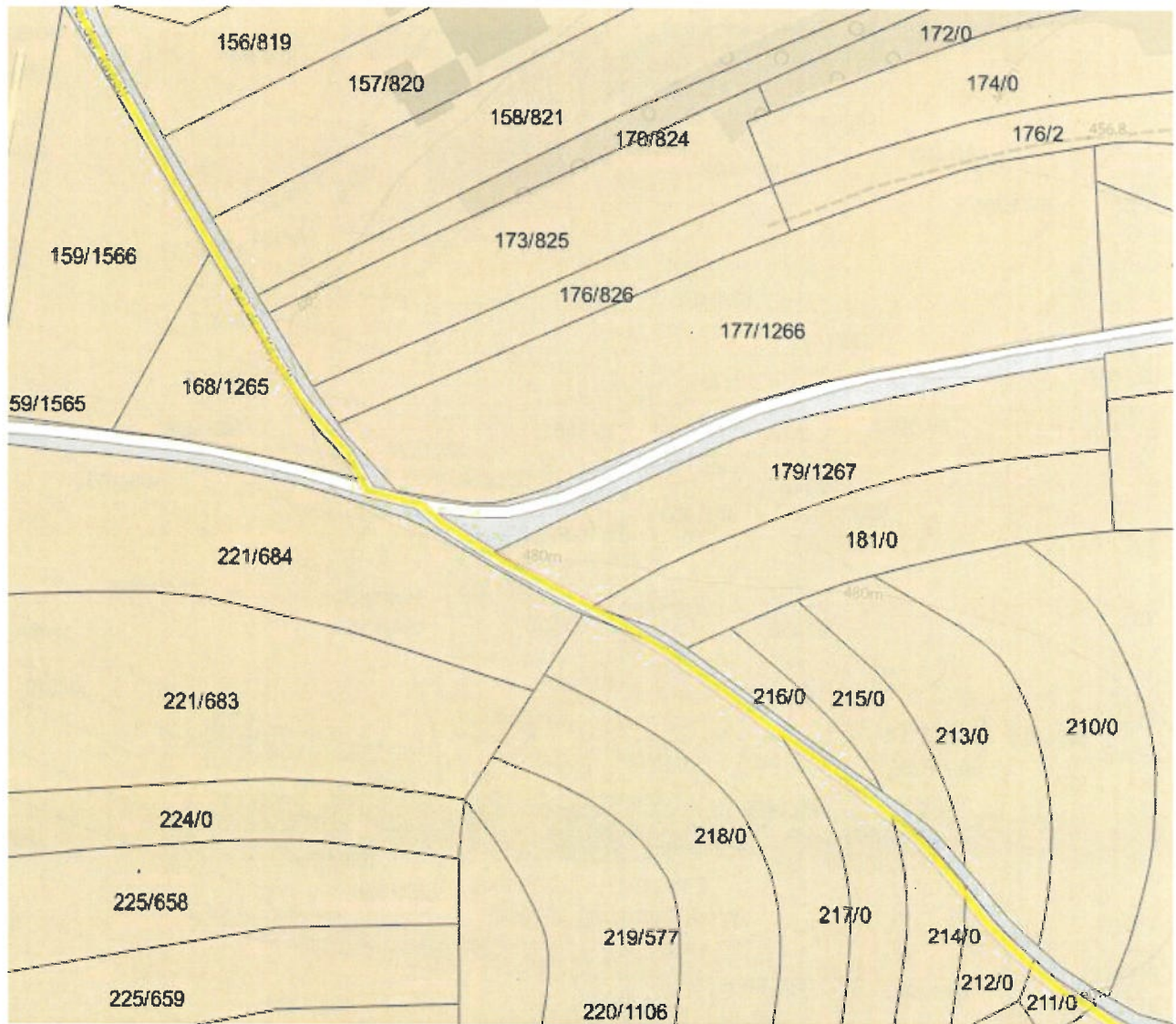


Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)

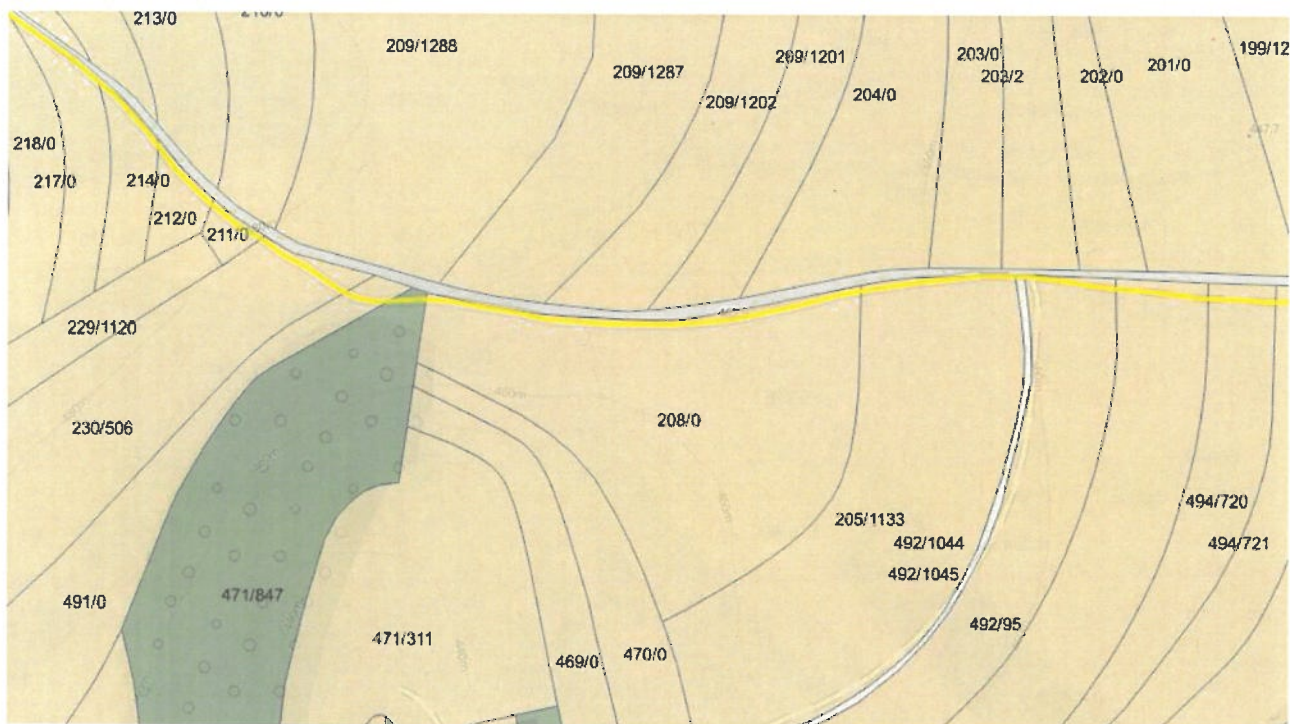


Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)

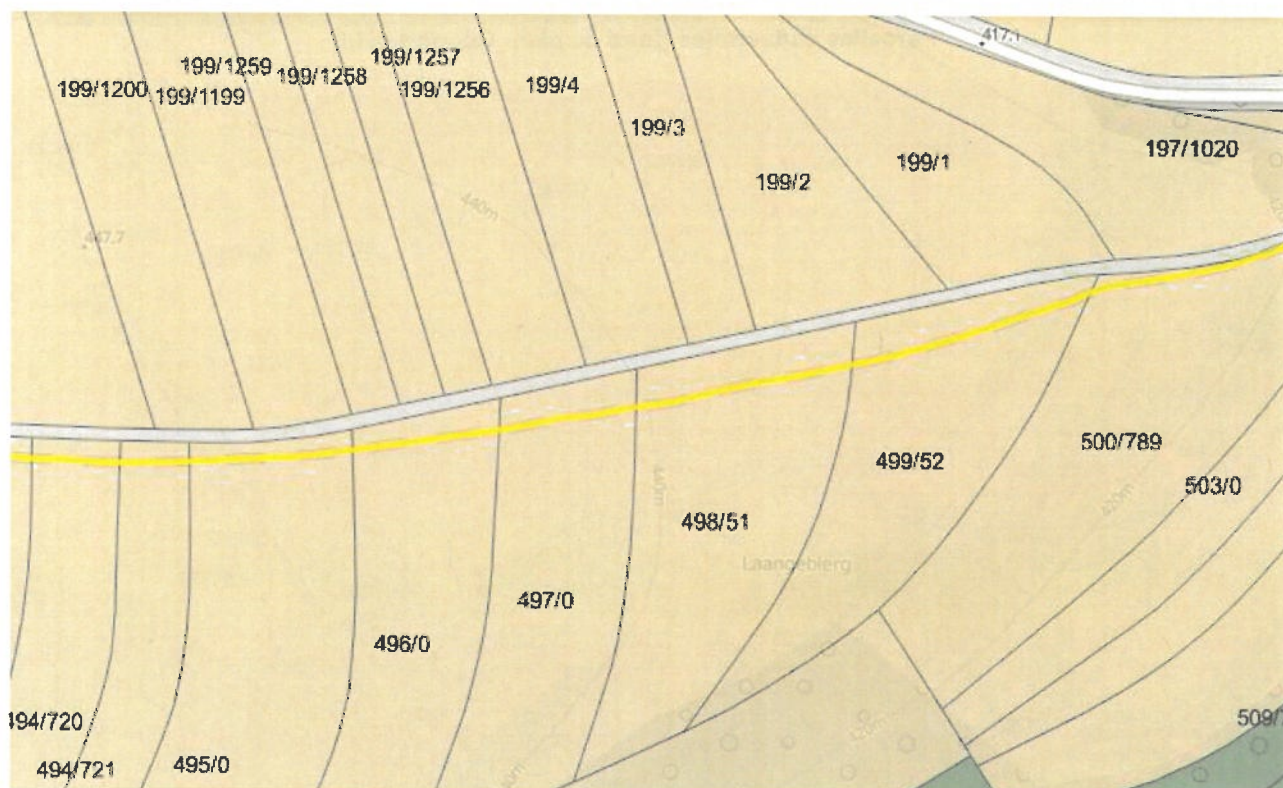




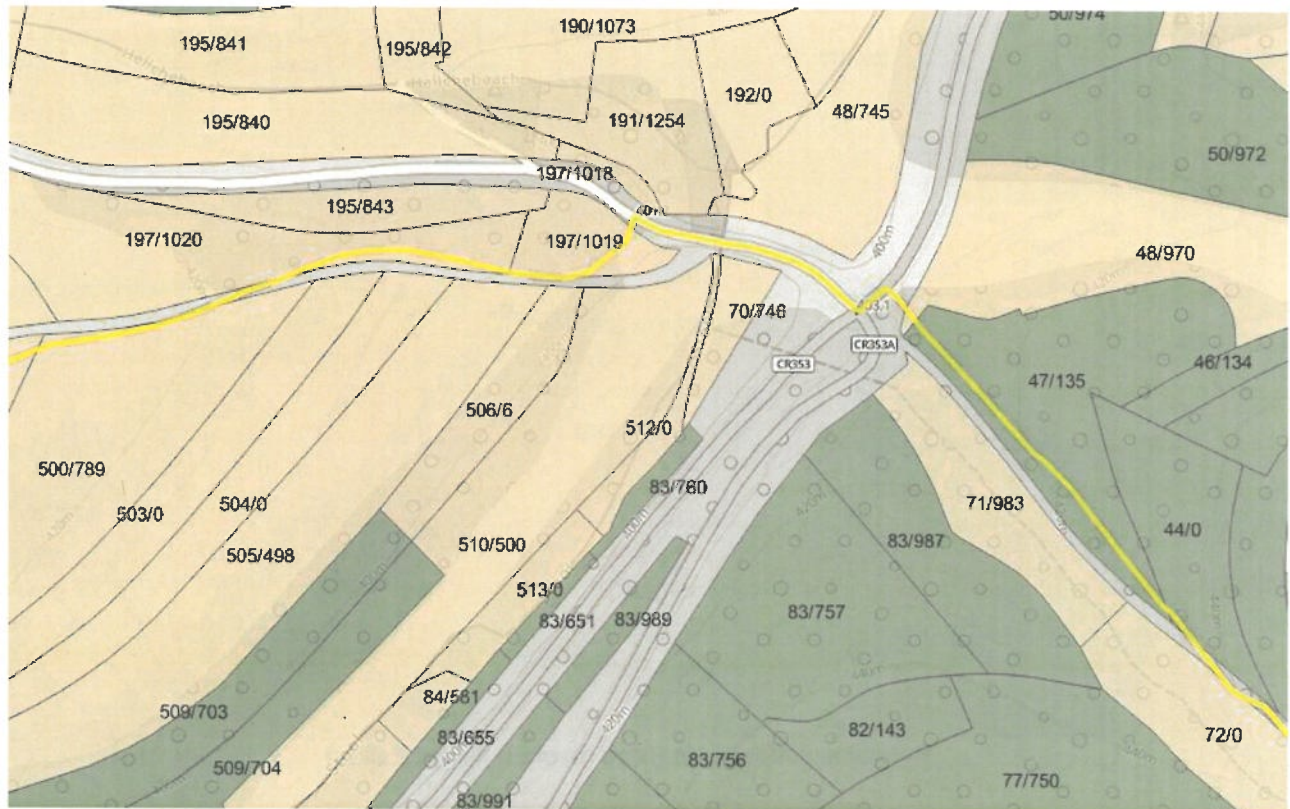
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



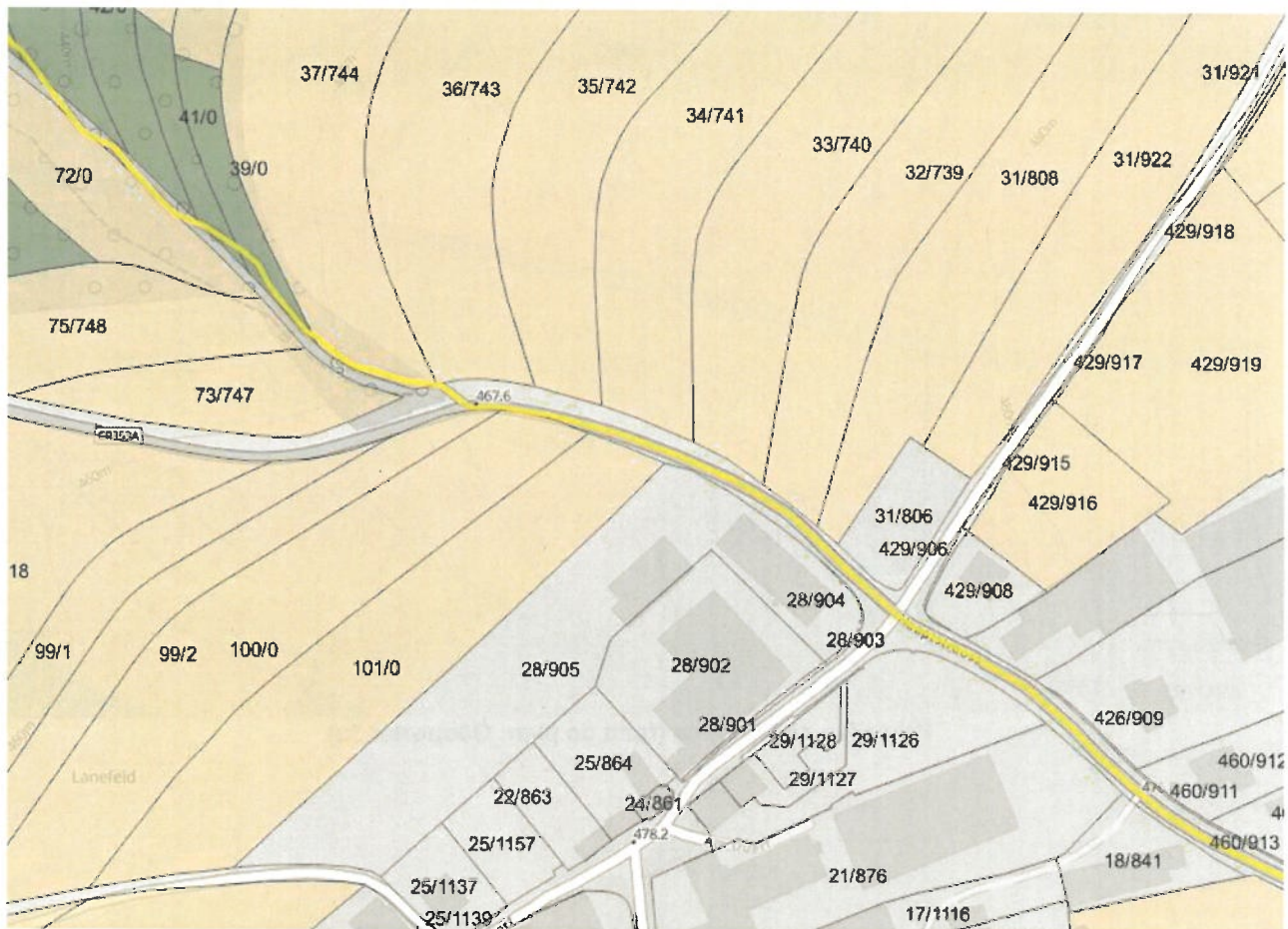
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



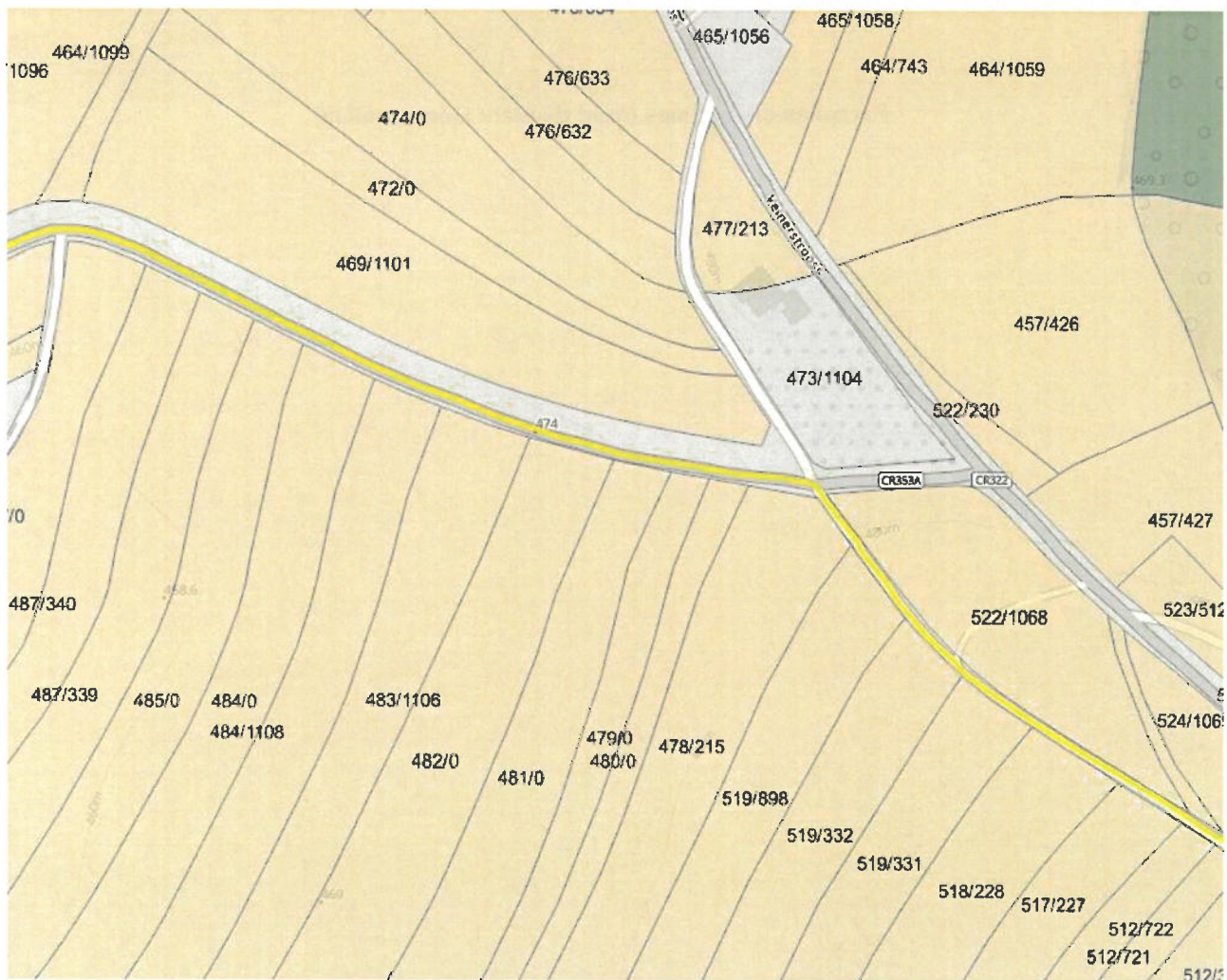
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



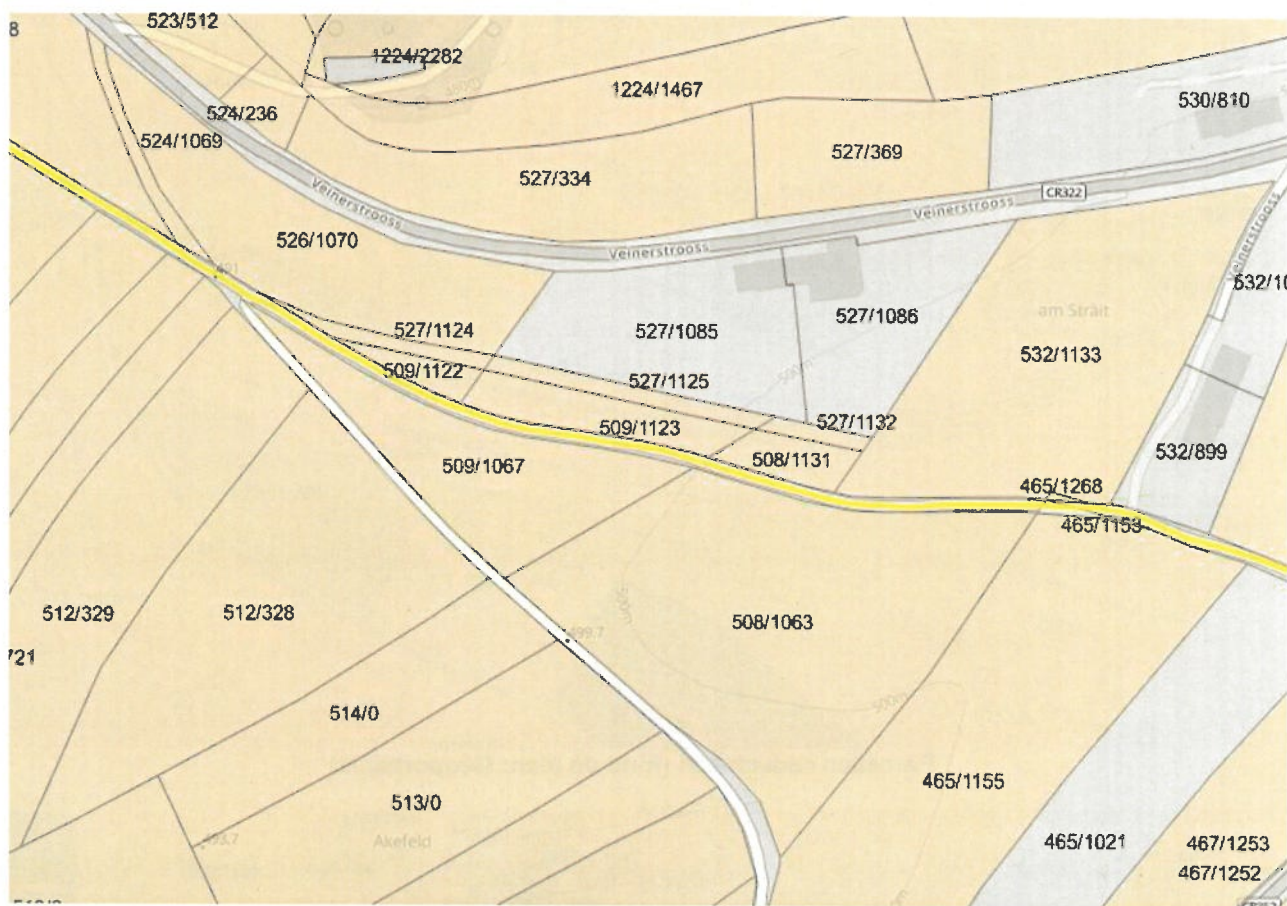
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



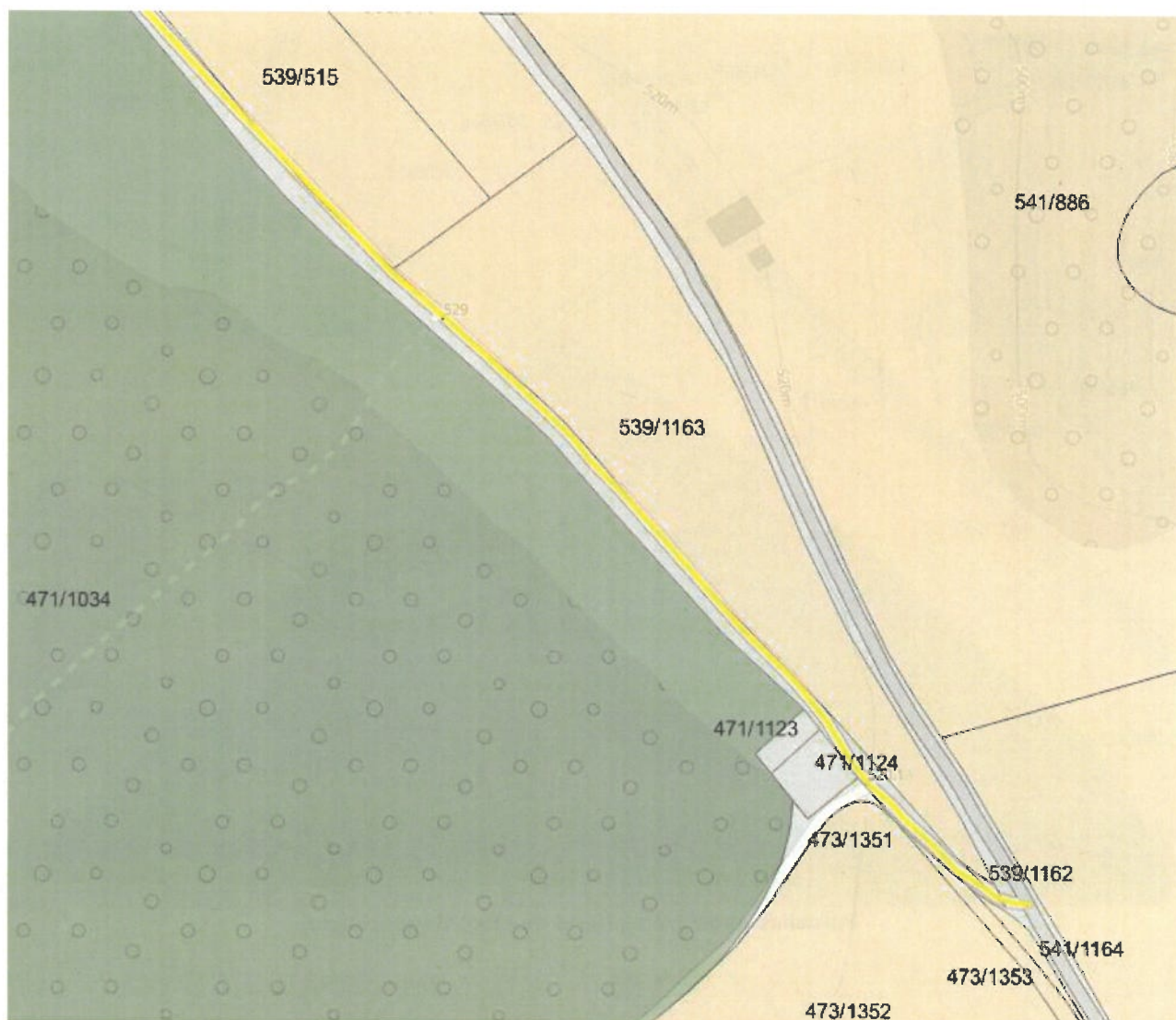
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



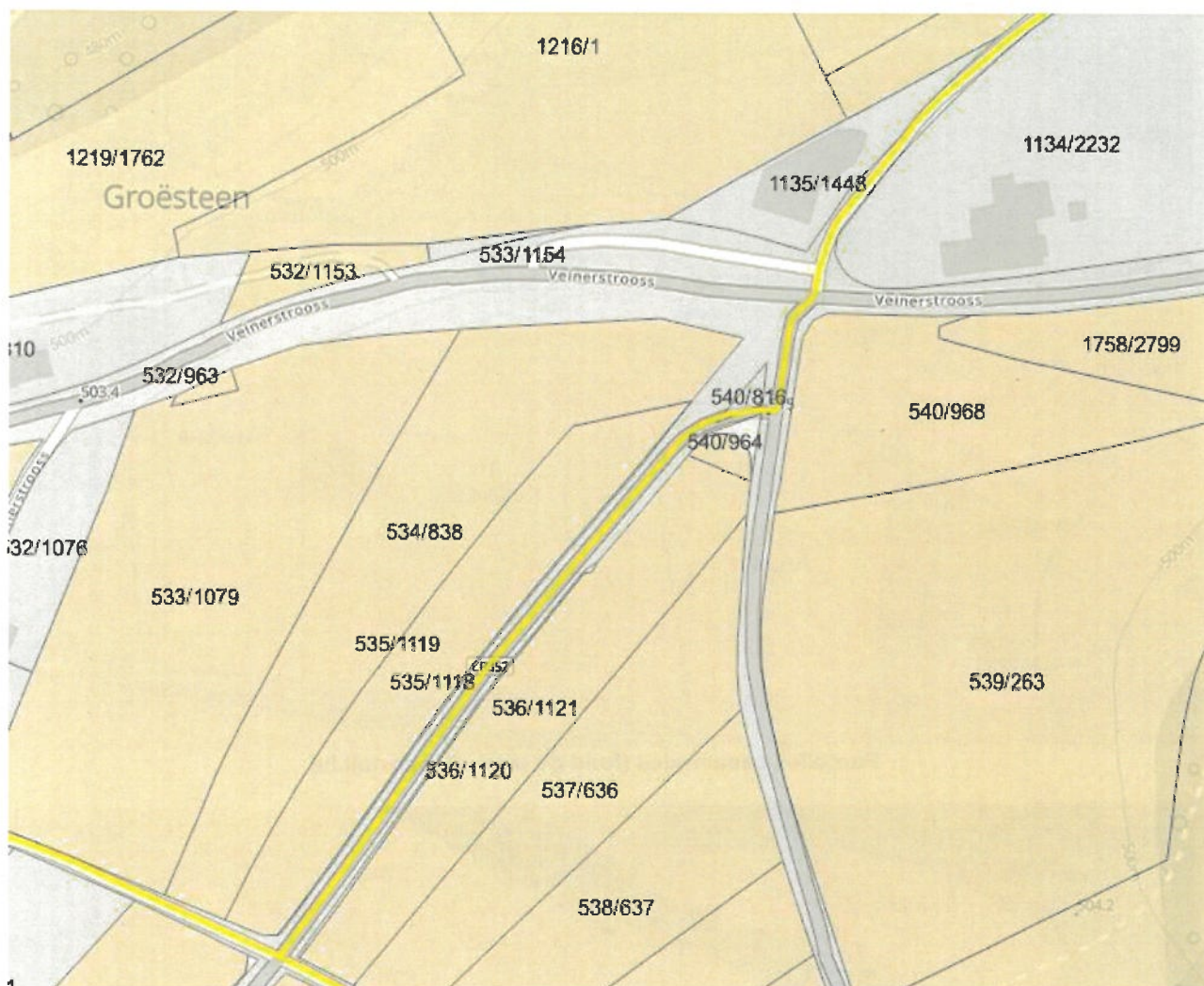
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



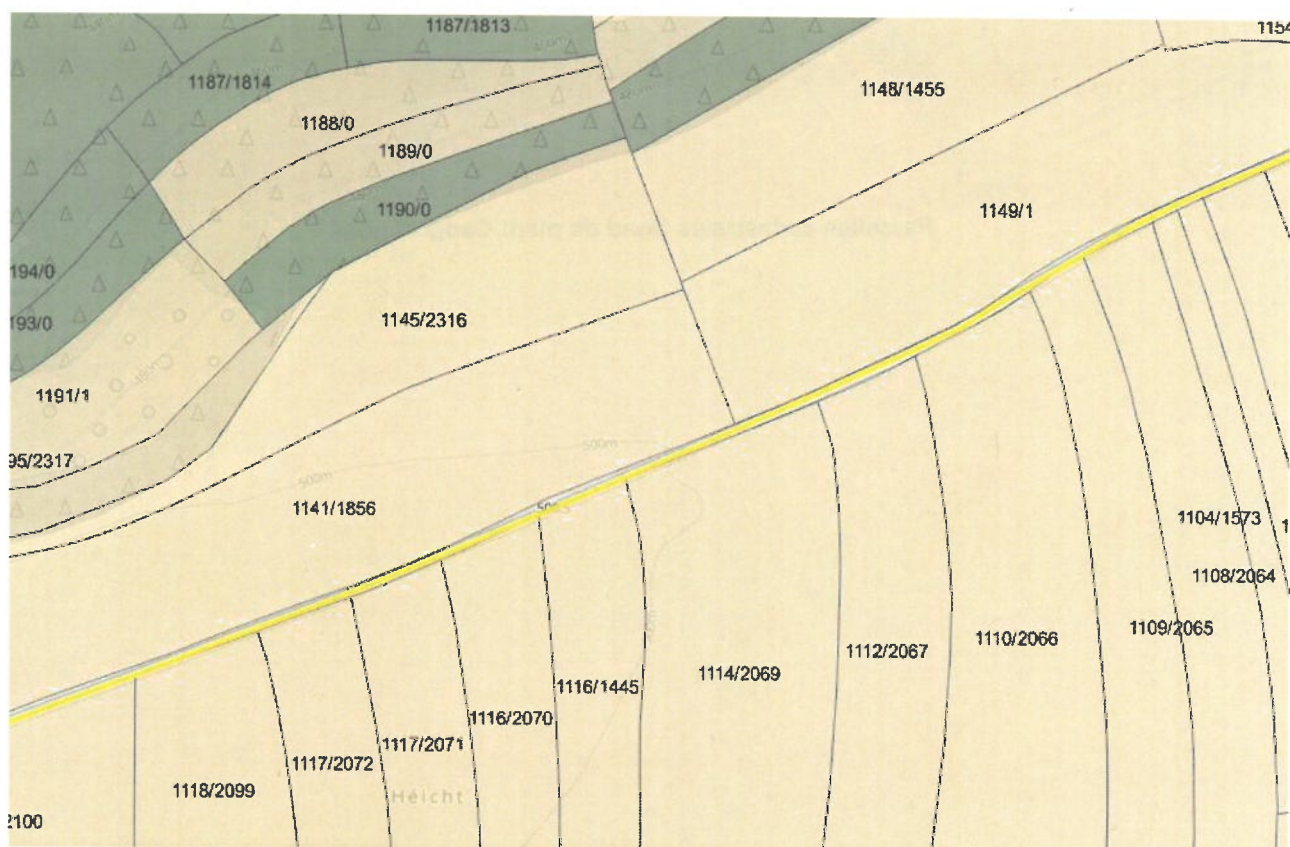
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



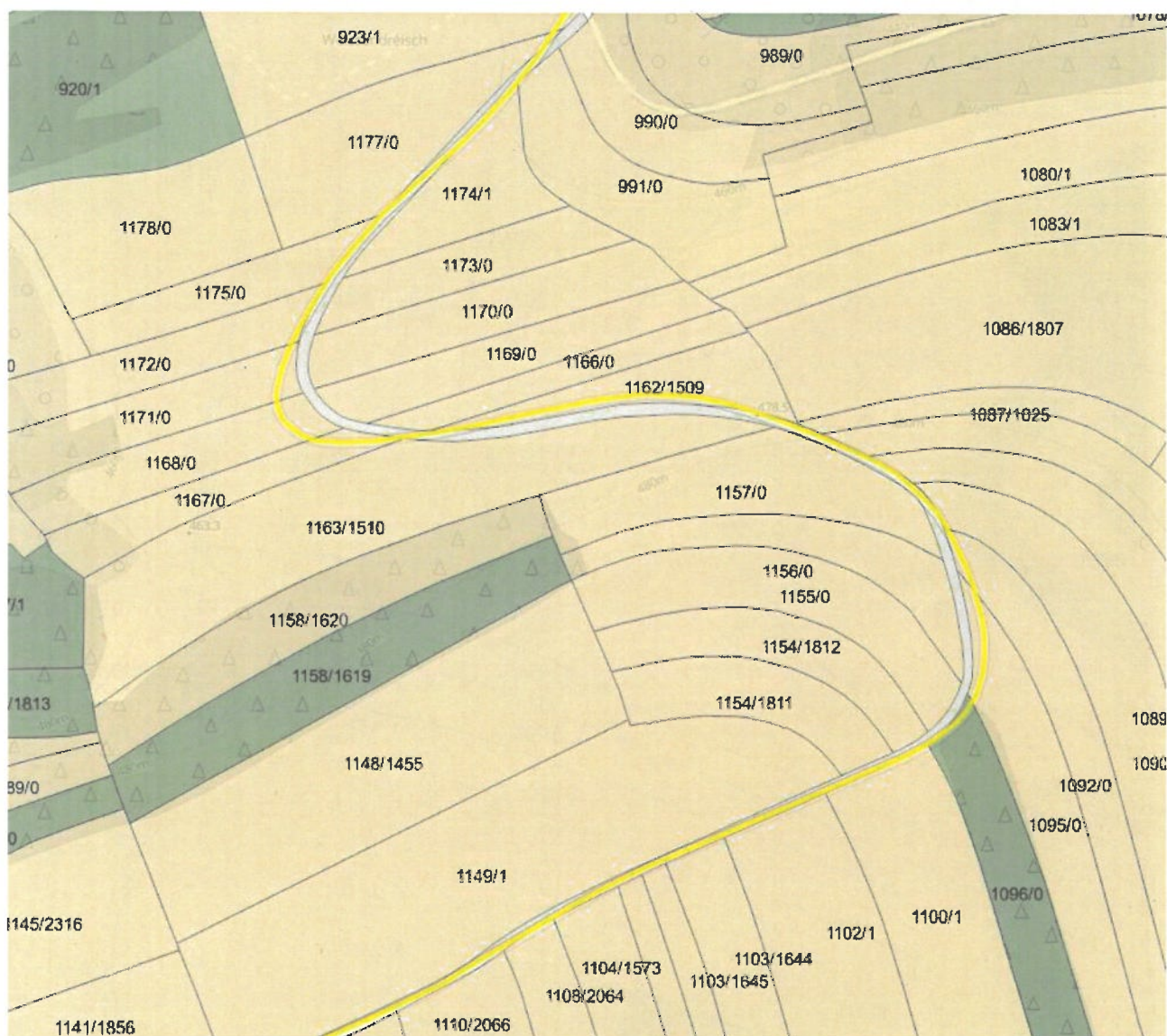
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



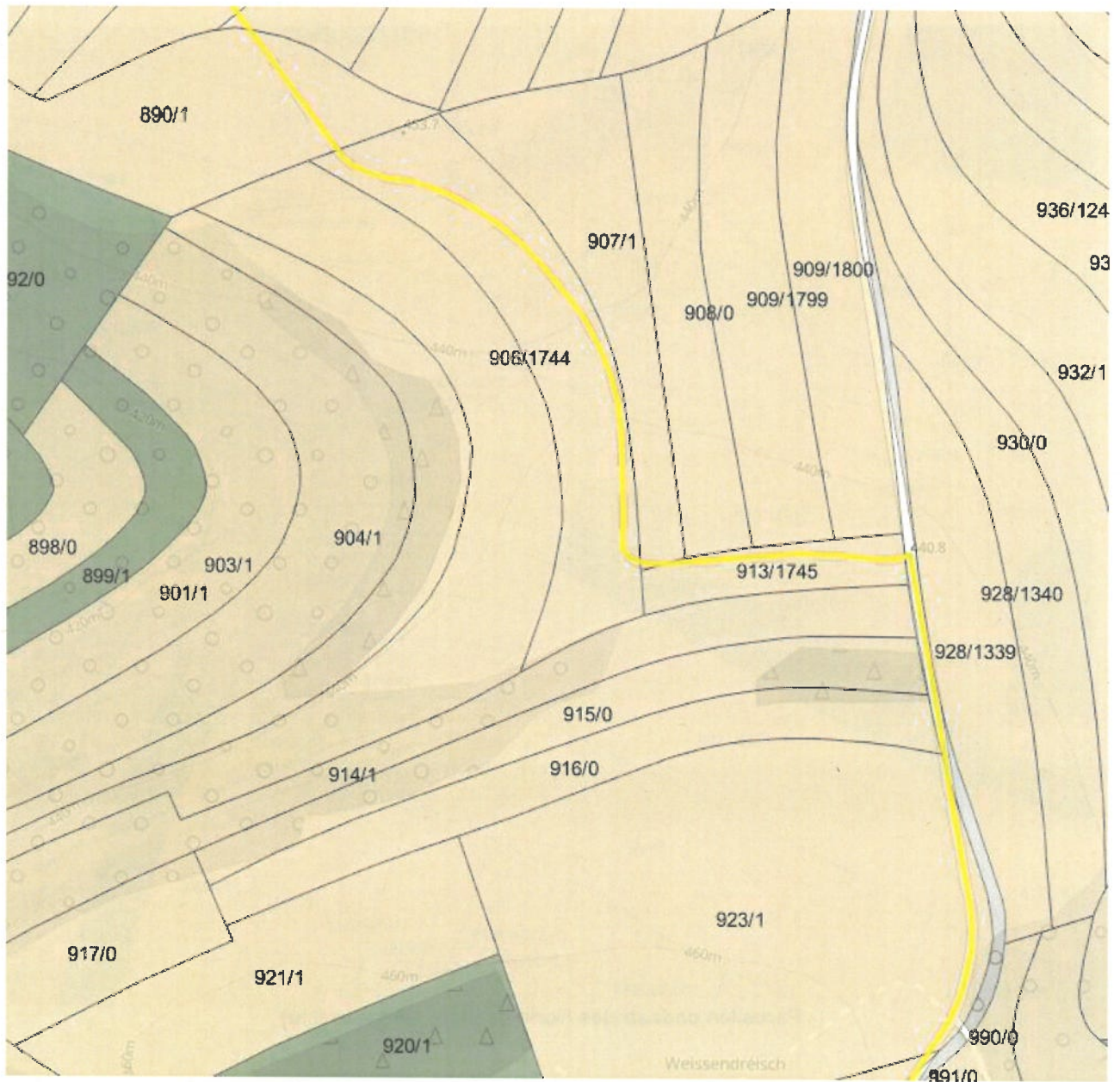
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



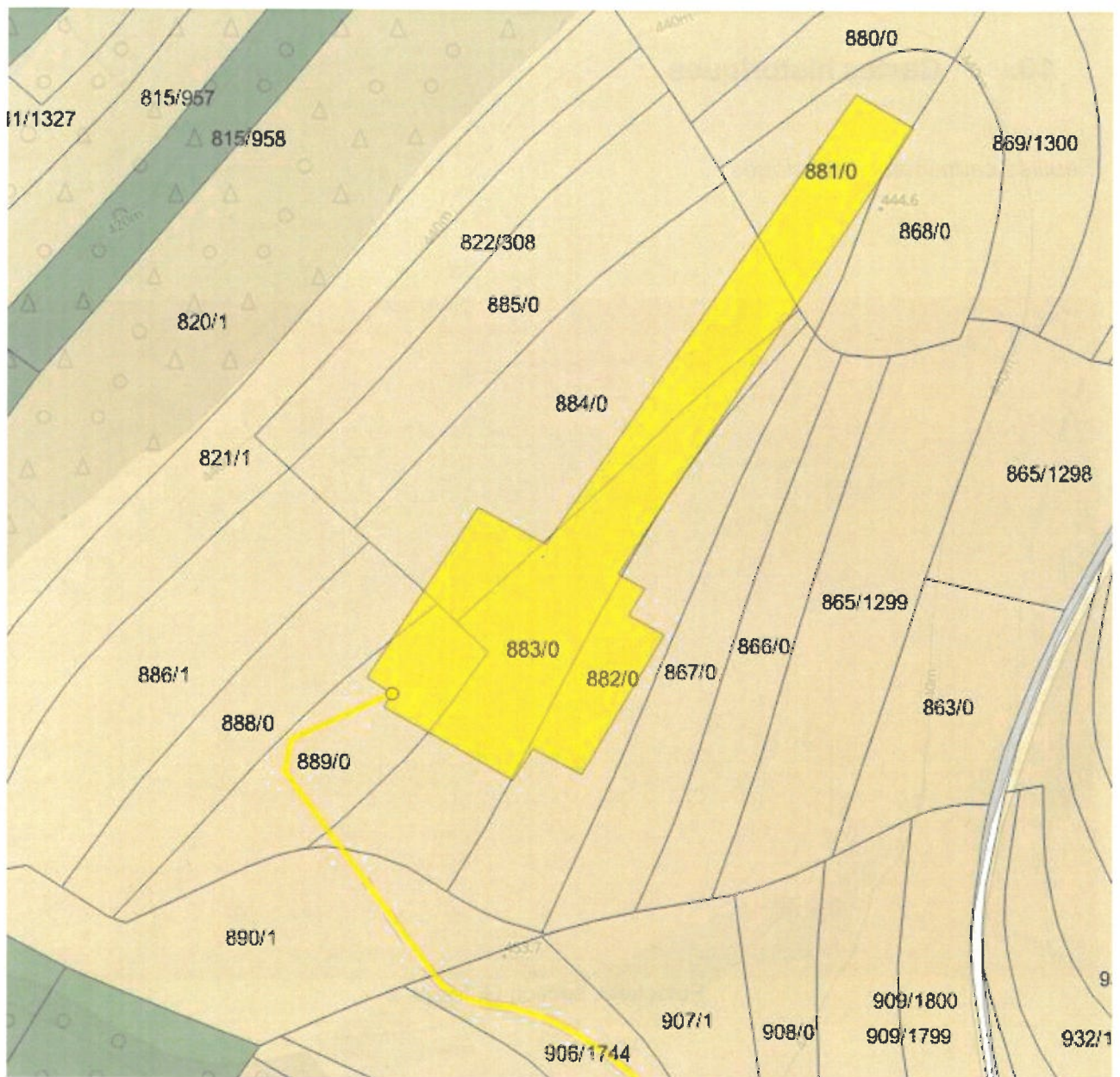
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



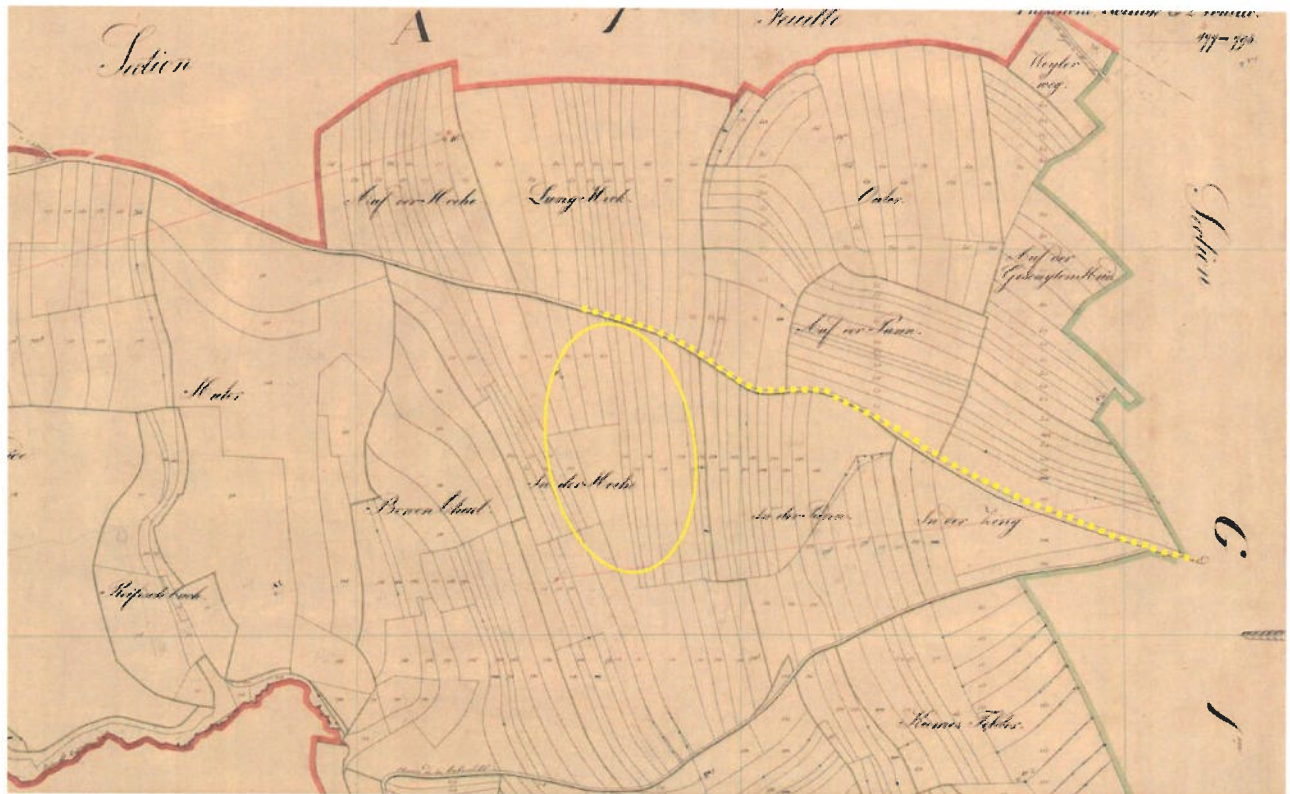
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)



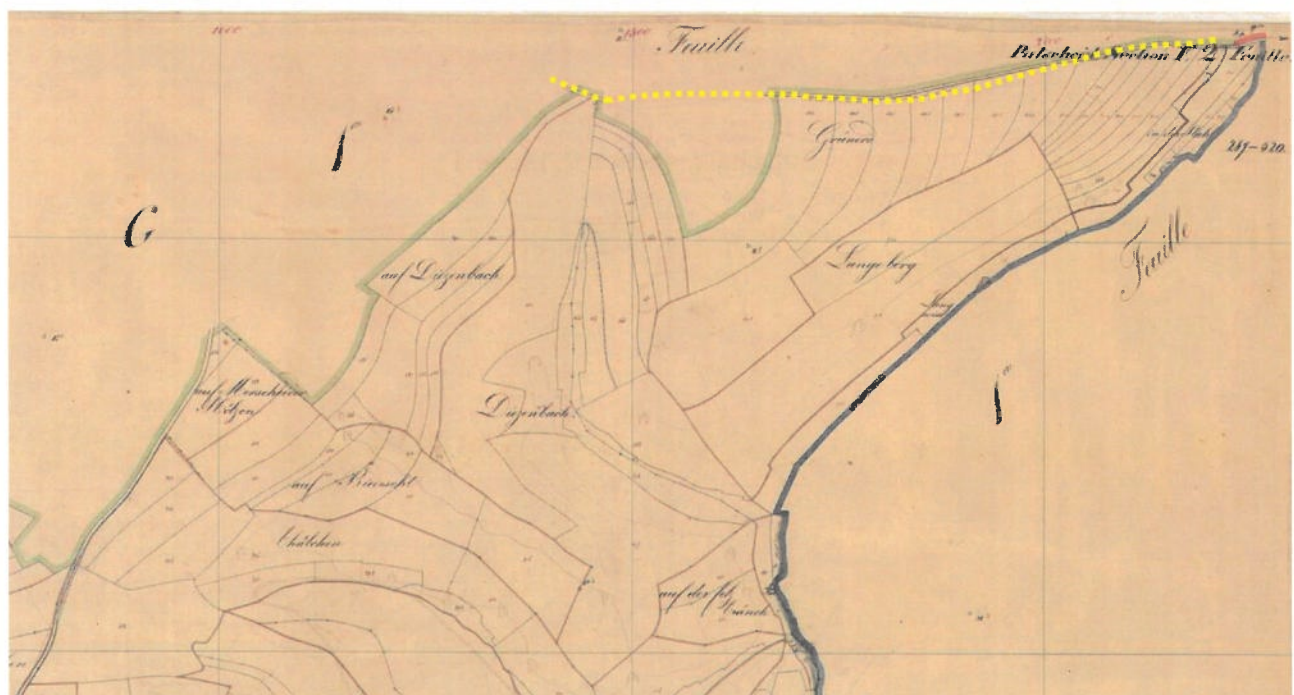
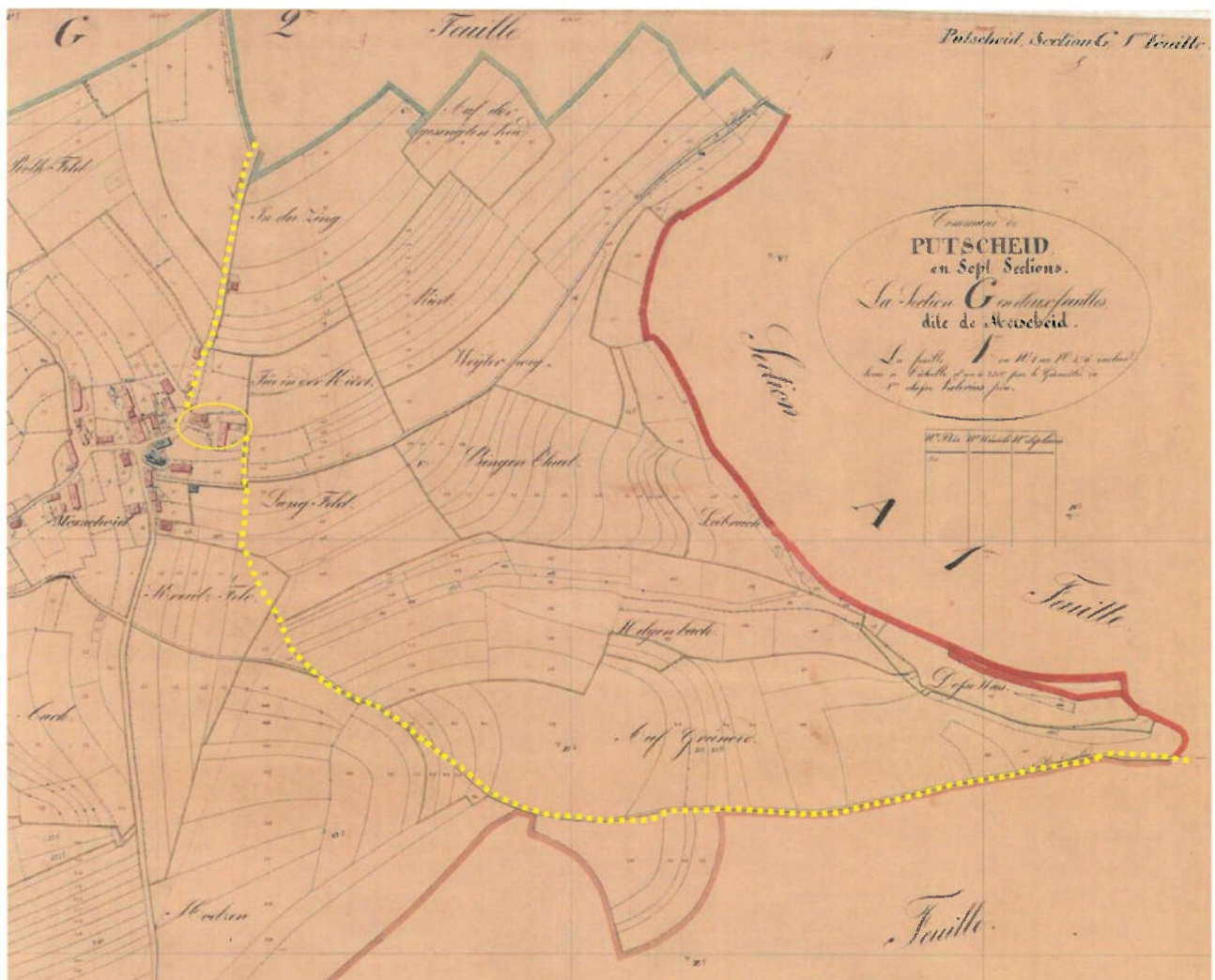
Parcelles cadastrales (fond de plan: Géoportail.lu)

10. Cartes historiques

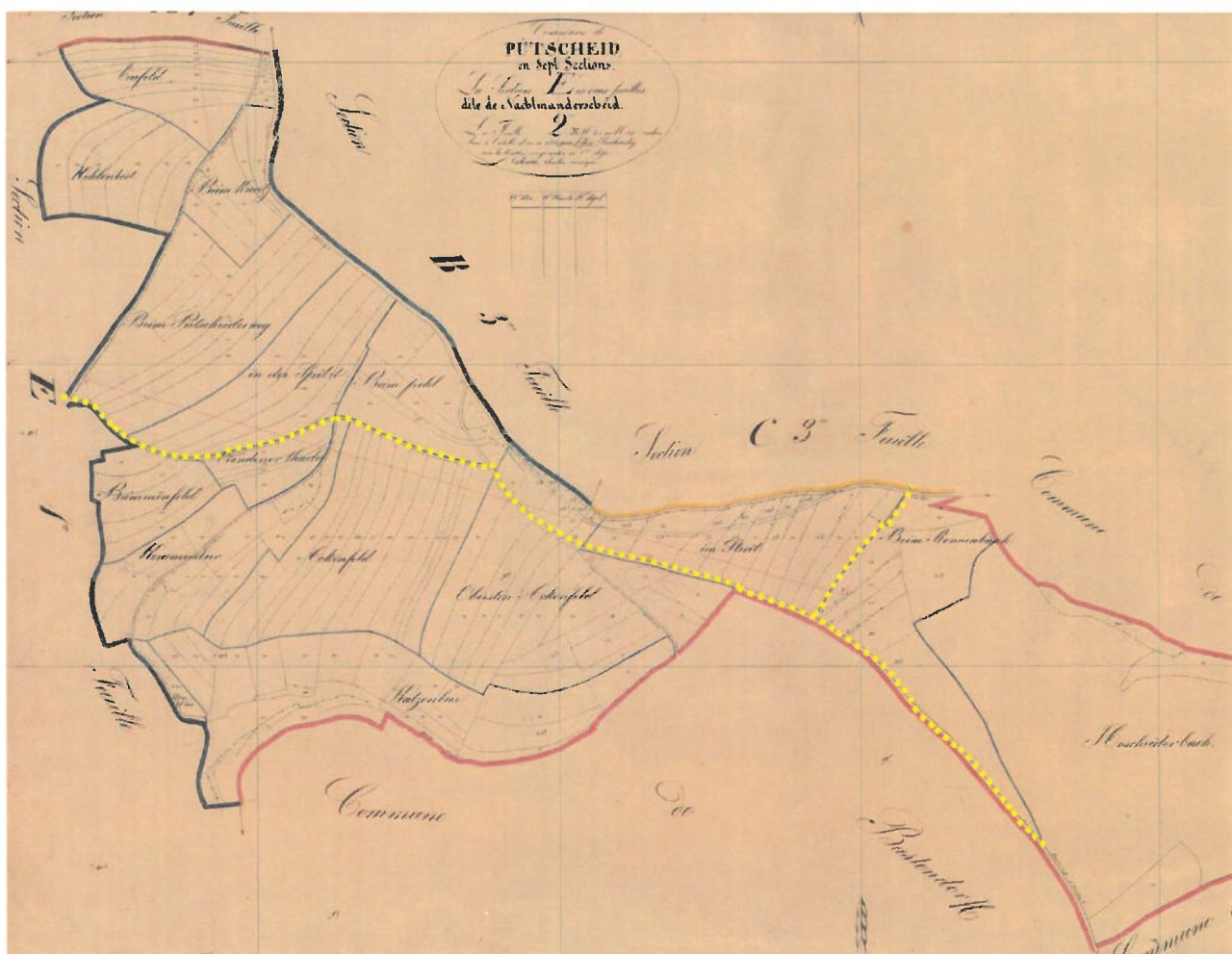
Feuilles cadastrales historiques



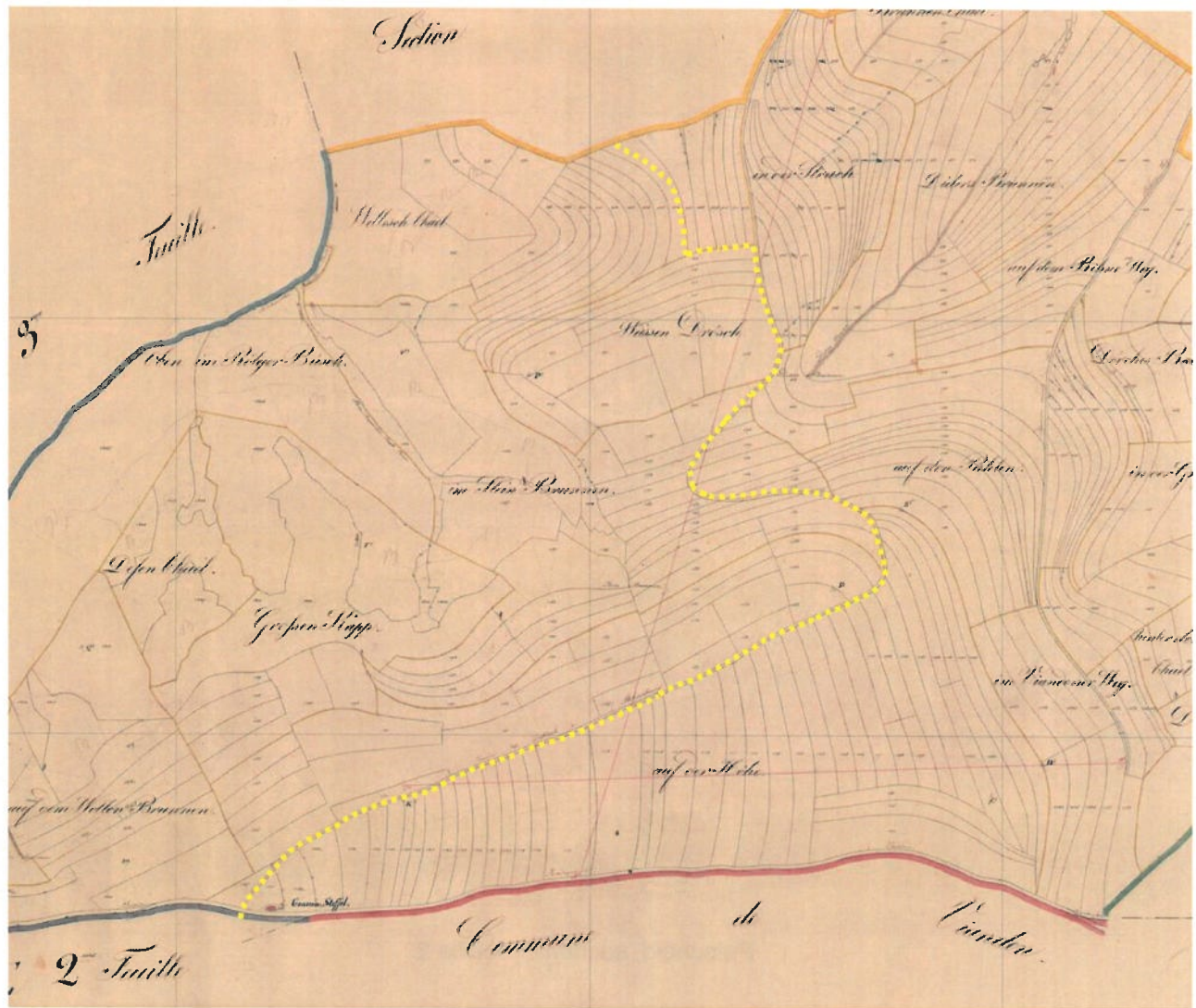
Putscheid, section G, feuille 2



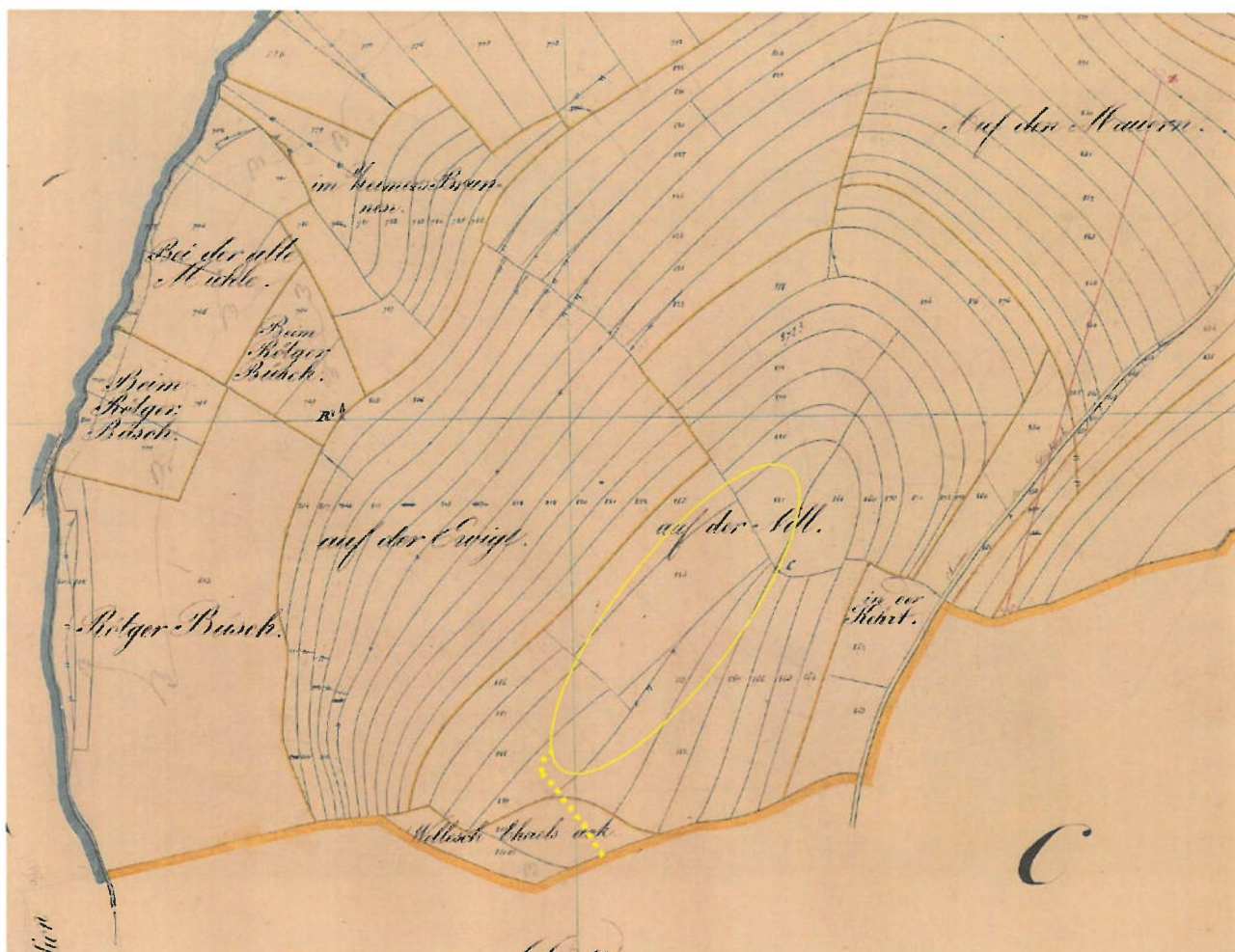




Putscheid, section E, feuille 2

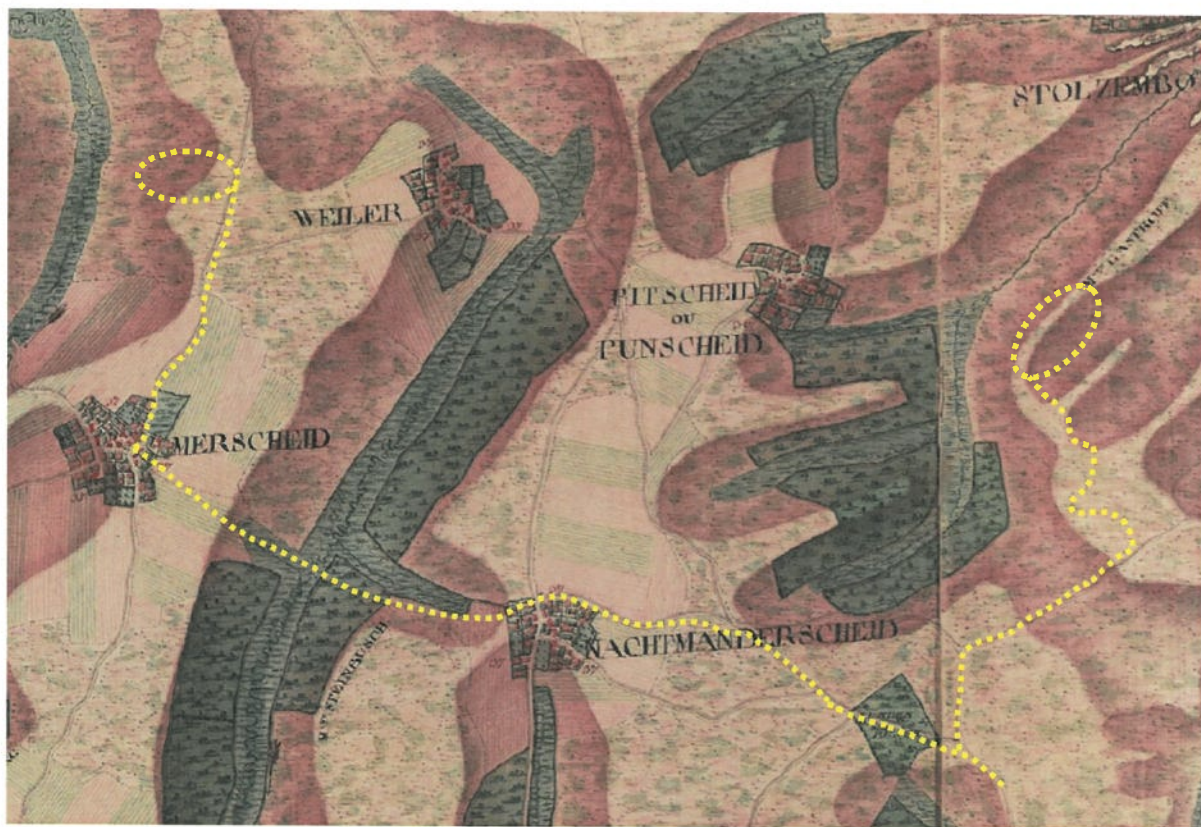


Putscheid, section C, feuille 3



Putscheid, section C, feuille 2

Carte de Ferraris



Carte topographique 1954



Opérateurs archéologiques agréés - (version 4 août 2025)

Les opérateurs archéologiques indiqués ci-dessous possèdent un agrément ministériel pour la réalisation d'opérations d'archéologie préventives conformément à l'article 9 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel pour les époques resp. tâches techniques et scientifiques indiquées.

Tableau 1: liste des opérateurs archéologiques agréés (version 4 août 2025)

Nom	Adresse	Contact	Mail	Téléphone	Fax	Web	Agréé époques	Agréé tâches techniques
Analyse Géophysique Conseil	12, Boulevard de Chinon F-37300 Joué les Tours		contact@analyse-gc.com	+33 6 80 12 16 00		www.analyse-gc.com		<ul style="list-style-type: none"> • Prospections géophysiques
Archaeo Connect	August-Bebel-Straße 16 D-72072 Tübingen	Joxen XANDER	kontakt@archaeoconnect.de	Tel : +49 7071 1473780 GSM : +49 176 22642119		www.archaeoconnect.de	<ul style="list-style-type: none"> • Néolithique • Âges des Métaux • Antiquité • Époque mérovingienne • Moyen-Age • Époque moderne 	<ul style="list-style-type: none"> • Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural » • Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain » • Fouilles archéologiques en milieu « rural » • Fouilles archéologiques en milieu « urbain » • Archéologie funéraire • Prospections géophysiques • Prélèvements archéobotaniques • Études archéozoologiques



Nom	Adresse	Contact	Mail	Téléphone	Fax	Web	Agréé époques	Agréé tâches techniques
ArchéoDiag	229, avenue de Luxembourg L-4940 Bascharage	Benoît RENARD	info@archeo.lu	+352 268 809 26	+352 268 809 27		<ul style="list-style-type: none"> Âges des Métaux Antiquité Moyen-Age Epoque moderne Epoque contemporaine 	<ul style="list-style-type: none"> Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural » Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain » Fouilles archéologiques en milieu « rural » Fouilles archéologiques en milieu « urbain » Archéologie du bâti Fouille de puits Fouilles en milieu humide Archéologie funéraire
ArcheoLux	14, rue Leon Thyès L-2636 Luxembourg	Alexander STAGL, Julien CUVELIER	office@archeolux.lu		+352 621 368 049	www.archeolux.lu	<ul style="list-style-type: none"> Âges des Métaux Antiquité Epoque mérovingienne Moyen-Age Epoque moderne Epoque contemporaine 	<ul style="list-style-type: none"> Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural » Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain » Fouilles archéologiques en milieu « rural » Fouilles archéologiques en milieu « urbain » Archéologie du bâti Fouille de puits Archéologie funéraire Prospections géophysiques

Nom	Adresse	Contact	Mail	Téléphone	Fax	Web	Agréé époques	Agréé tâches techniques
BEST Ingénieurs- Conseils	2, rue des Sapins L-2513 Senningerberg	Christian PETER, Émeric CORNET	archeologie@b est.lu	+352 34 90 90 209	+352 34 94 33	www.best.lu	<ul style="list-style-type: none"> Paléolithique Mésolithique Âges des Métaux Antiquité Époque mérovingienne Moyen-Âge Époque moderne Époque contemporaine 	<ul style="list-style-type: none"> Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural » Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain » Archéologie funéraire Archéologie du bâti Prospections géophysiques
DokuPlus Büro für Dokumentation in Archäologie und Denkmalpflege	14, rue de Niederdonven L-5401 Ahn	Oliver HAFFNER	info@dokuplus .lu	+352 204 015 70	+352 204 015 72	www.dokuplus.lu	<ul style="list-style-type: none"> Néolithique Âges des Métaux Antiquité Époque mérovingienne Moyen-Âge Époque moderne Époque contemporaine 	<ul style="list-style-type: none"> Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural » Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain » Fouilles archéologiques en milieu « rural » Fouilles archéologiques en milieu « urbain » Archéologie du bâti Archéologie funéraire Fouille de puits Fouilles en milieu humide Prospections géophysiques
Eastern Atlas	Berliner Strasse 69 D-13189 Berlin	Burkart ULLRICH	info@eastern- atlas.de	+49 30 9700 5409		www.eastern- atlas.de		
Geocarta	5, Rue de la Banque 2 Galerie Vivienne F-75002 Paris		contact@geoc arta.net	+33 1 55 80 76 30	+33 1 55 80 76 37	www.geocarta.net		<ul style="list-style-type: none"> Prospections géophysiques

Nom	Adresse	Contact	Mail	Téléphone	Fax	Web	Agréé époques	Agréé tâches techniques
NOVETUS	Belvederegasse 14 A-1040 Wien	Alexander STAGL	office@novetus.at	+43 650 368 0834		www.novetus.at	<ul style="list-style-type: none"> • Néolithique • Âges des Métaux • Antiquité • Moyen-Âge • Époque moderne 	<ul style="list-style-type: none"> • Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural » • Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain » • Fouilles archéologiques en milieu « rural » • Fouilles archéologiques en milieu « urbain » • Archéologie du bâti • Archéologie funéraire • Prospections géophysiques
PALEOTIME	75, avenue J.-S. Acharde-Picard F-38250 Villard-de-Lans	Anne HAUZEUR	contact@paleotime.fr	+33 4 76 46 21 64	+33 6 68 08 35 96	www.paleotime.fr	<ul style="list-style-type: none"> • Paléolithique • Mésolithique • Néolithique 	<ul style="list-style-type: none"> • Fouilles archéologiques en milieu « rural »
PZP POSSELT & ZICKGRAF Prospektionen	Friedrichsplatz, 9 D-35037 Marburg	Benno ZICKGRAF	zickgraf@pzp.de	+49 6421 924614	+49 6421 924615	www.pzp.de		<ul style="list-style-type: none"> • Prospections géophysiques



Nom	Adresse	Contact	Mail	Téléphone	Fax	Web	Agréé époques	Agréé tâches techniques
Schroeder & Associés	13, rue de l'Innovation L-1896 Kockelscheuer	Antoine PESCH, Caroline CANLAS	projet.archeo@schroeder.lu	+352 44 31 31 1	+352 44 69 50	www.schroeder.lu	<ul style="list-style-type: none">Âges des MétauxAntiquitéMoyen-ÂgeÉpoque moderneÉpoque contemporaine	<ul style="list-style-type: none">Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural »Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain »Fouilles archéologiques en milieu « rural »Fouilles archéologiques en milieu « urbain »Archéologie du bâtiArchéologie funéraireFouille de puitsFouilles en milieu humidePrélèvements archéobotaniques
Solutions Archéo	14, rue de Bettborn L-8835 Folschette	Aurore THEIS	aurora.theis@olutionsarcheo.lu	Tel : +32 496 236713 GSM : 621 702 868			<ul style="list-style-type: none">PaléolithiqueMésolithiqueNéolithiqueÂges des MétauxAntiquitéÉpoque mérovingienneMoyen-ÂgeÉpoque moderneÉpoque contemporaine	<ul style="list-style-type: none">Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural »Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain »Fouilles archéologiques en milieu « rural »Fouilles archéologiques en milieu « urbain »Archéologie du bâtiArchéologie funéraireFouille de puitsProspections géophysiques

Nom	Adresse	Contact	Mail	Téléphone	Fax	Web	Agréé époques	Agréé tâches techniques
SPAU	In den Hirschgarten, 1 D-35516 Münzenberg	Sascha PIFFKO	pifko@spau- gmbh.de	+49 173 6041067	+4960046946 738	www.spau- gmbh.de	<ul style="list-style-type: none"> • Néolithique • Âges des Métaux • Antiquité • Moyen-Âge • Époque moderne • Époque contemporaine 	<ul style="list-style-type: none"> • Sondages de diagnostic archéologique en milieu « rural » • Sondages de diagnostic archéologique en milieu « urbain » • Fouilles archéologiques en milieu « rural » • Fouilles archéologiques en milieu « urbain » • Archéologie du bâti • Archéologie funéraire • Fouille de puits • Fouilles en milieu humide • Etudes archéozoologiques • Prospections géophysiques



Cahier des charges des opérations de diagnostic archéologique

Opération de diagnostic archéologique en milieu rural/péri-urbain

Suite à l'avis du 21 octobre 2025 d'une opération de diagnostic archéologique par le ministre de la Culture pour le projet sous-mentionné, un cahier des charges scientifiques et techniques est établi suivant l'article 8 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel.

Ce cahier des charges scientifiques et techniques, ainsi que l'avis sont à transmettre à l'opérateur archéologique agréé qui effectuera l'opération de diagnostic archéologique en question.

La liste actualisée des opérateurs archéologiques agréés peut être téléchargée sur <https://inra.public.lu/fr/espace-amenageur/demarches-prescription/aspects-proceduraux.html>

Référence du projet	0902-C/25.7165
Intitulé du projet	Wandpark Pëtschent
Surface à sonder	0,764 ha
Commune	Pütscheid
Section cadastrale	C de Stolzembourg
Lieu-dit	« Auf der Noell, Welleschdeltsaak »
Parcelles cadastrales	889/0, 888/0, 883/0, 882/0, 884/0, 881/0* (*toutes partiellement touchées)
Maître d'ouvrage	SOLER S.A 2, Rue Pierre d'Aspelt L-1142 LUXEMBOURG
Demandeur	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité Monsieur Chris RECKEL 4, place de l'Europe L-1499 LUXEMBOURG chris.reckel@mev.etat.lu
Responsable du suivi scientifique de l'INRA	Monsieur Nicolas MEUNIER (nicolas.meunier@inra.etat.lu)

NM/mdc 21.10.2025



1. Objectifs scientifiques de l'opération d'archéologie préventive

Suivant l'article 2 point 15 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, l'opération de diagnostic archéologique est « une opération scientifique de terrain qui vise à détecter, délimiter ou évaluer des éléments du patrimoine archéologique non encore découverts ou mal connus et qui s'achève par la rédaction d'un rapport final d'opération de diagnostic ».

L'opération archéologique et la documentation des structures archéologiques sont effectuées suivant les règles de l'art dans le domaine de l'archéologie.

En cas de découverte de vestiges archéologiques, ceux-ci seront nettoyés, documentés en planimétrie et en coupe, et le cas échéant, dans le profil des tranchées.

L'opérateur archéologique devra disposer du matériel usuel aux travaux archéologiques et des outils indispensables au traitement des données (outils de fouille, matériel de signalement, matériel de levé topographique, appareil photographique, matériel de prélèvement, matériel de dessin, détecteur de métaux, etc.).

Le levé des tranchées et des structures archéologiques se fait en trois dimensions selon les règles de l'art de la documentation archéologique et suivant les instructions du RSS.

Les types d'opérations de diagnostic ou tâches techniques spécialisées qui peuvent être prescrites :

1.1. Liste des opérations possible

Type d'opération	Spécificités	Tâches	Observations
Prospections géophysiques	Méthode électrique Méthode magnétique Radar	Détection et cartographie de structures archéologiques enfouies.	En fonction de la surface à prospecter ; prestation forfaitaire
Sondages de diagnostic archéologique	Contexte géologique « simple »	Ouverture, levé en 3D des tranchées, nettoyages et levé en 3D des structures archéologiques, documentation des structures archéologiques (photographies, dessin, description) et rebouchage sous la supervision du responsable d'opération (RO).	Nombre de jours pelle mécanique (tonnage X) + machiniste Nombre de jours RO 2 jours par ha <1 ha = 2 jours
Sondages de diagnostic archéologique	Contexte géomorphologique « particulier » (plaine alluviale, versant, etc.)	Ouverture, levé en 3D des tranchées, nettoyages et levé en 3D des structures archéologiques, documentation des structures archéologiques (photographies, dessin, description) et rebouchage sous la supervision du responsable d'opération (RO).	Nombre de jours pelle mécanique (tonnage X) + machiniste Nombre de jours RO 3 jours par ha <1 ha = 3 jours



Suivi archéologique	Pose de réseau enterré (eau potable, eau usée, électricité, gaz, télécommunication)	Suivi du décapage de la piste de chantier, du creusement de la tranchée de pose. La découverte de vestiges archéologiques significatifs pourra demander des interventions de sauvetage ponctuelles. Le RO devra être paré à ce type d'éventualité (levé en 3D des structures archéologiques et éventuellement traitement des structures mises au jour).	Nombre de jours de suivi archéologique égal au nombre de jours estimé par l'aménageur pour le terrassement (décapage, tranchée de pose). NB : Sauf exception, en raison du caractère mobile de ce type de chantier, il n'y a pas de tranche complémentaire de requote et donc de jours d'évaluation en sus des jours d'intervention.
Relevé par drone	Photogrammétrie	Tranchées de sondages, structures archéologiques, vue zénithale.	Prestation forfaitaire
Etudes de carottage	Forages géologiques	Etude de carottages (diamètre de 10-15cm minimum) par un responsable d'opération (RO).	Prestation forfaitaire

1.2. Recommandations générales relatives aux sondages de diagnostic archéologique

L'opération de sondages de diagnostic archéologique comprend une phase de sondages proprement dite, la **tranche ferme**, et une **tranche complémentaire** de travaux qui peut être déclenchée en cas de découverte de vestiges archéologiques pendant la tranche ferme.

La tranche complémentaire doit permettre d'évaluer l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques découverts lors de la phase initiale de l'opération archéologique, le cas échéant par des tranchées supplémentaires et des fenêtres de décapage. Cette tranche complémentaire est déclenchée par l'agent de l'INRA responsable du suivi scientifique de l'opération, ci-après « RSS », et ne débute qu'à la fin de la phase des sondages proprement dite. Le temps dévolu au rebouchage des tranchées ou des fenêtres de décapage est à inclure dans cette phase d'évaluation complémentaire et doit être prise en compte pour la durée totale de l'opération.

La profondeur maximale des sondages ne dépassera pas la cote maximale de profondeur des aménagements. Le cas échéant, les sondages devront s'arrêter sur le toit des formations géologiques ou sur le niveau archéologique.

Toute tranchée ouverte profonde non blindée, non protégée, doit être rebouchée le jour même.

L'équipement en cabanes de chantier, en WC et autres équipements nécessaires peut se faire en concertation entre l'opérateur archéologique et le maître d'ouvrage, et en conformité avec la législation et la réglementation luxembourgeoises en vigueur concernant la sécurité et la santé au travail.

Les tranchées seront rebouchées et compactées avec remise en place de la terre végétale, mais sans remise en état d'origine. Toute condition de remise en état supplémentaire fera l'objet d'une négociation préalable entre le maître d'ouvrage et l'opérateur archéologique.



Le rebouchage sera réalisé à la fin de l'opération de diagnostic archéologique après accord de l'INRA.

La durée du rebouchage pouvant varier fortement en fonction de différents paramètres propres à l'opération (profondeur des tranchées, conditions météorologiques et donc humidité des déblais et du sol, résistance du sol au compactage souhaitée par le maître d'ouvrage...), un délai supplémentaire nécessaire au rebouchage et compactage des tranchées peut être défini entre l'opérateur archéologique et le maître d'ouvrage.

2. Opérateurs archéologiques agréés

Conformément à l'article 9 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, l'opération de diagnostic archéologique doit être réalisée par un opérateur archéologique agréé.

L'opérateur doit posséder un agrément pour les tâches techniques ou scientifiques suivantes ou collaborer avec un opérateur agréé possédant un tel agrément :

- ☒ sondages de diagnostic archéologique en milieu rural

3. Direction et composition de l'équipe

3.1. Le Responsable scientifique de l'opération de diagnostic archéologique

L'opération de diagnostic archéologique est dirigée par un scientifique, le responsable d'opération, ci-après « RO ». Il dirige l'équipe dont la composition et les qualifications requises sont reprises dans le tableau au chapitre 5. Il organise et supervise les sondages. Il réalise ou coordonne les travaux de documentation (dessin, levé topographique, scan 3D) et les travaux de traitement du matériel (lavage, séchage, étiquetage, conditionnement, liste, photographie et détermination). Il rédige le projet scientifique d'intervention pour la demande d'autorisation ministérielle de recherche, ainsi que le rapport final d'opération pour lesquels il peut se faire assister, le cas échéant, par des archéologues-assistants, des techniciens de fouille ou des spécialistes pour les parties qui les concernent.

Lors de l'opération de diagnostic archéologique, le RO assure une présence effective sur le terrain pendant toute la durée de l'opération. En cas d'absence non prévue du RO, l'opérateur archéologique doit mettre à disposition une personne remplaçante ayant les mêmes compétences. La totalité du remplacement doit être assurée par la même personne.

3.2. Les archéologues-assistants et les archéologues-techniciens de fouilles

Les archéologues-assistants et les archéologues-techniciens de fouilles participent à la réalisation de l'opération archéologique sous la surveillance du RO et peuvent l'assister dans toutes les tâches qui lui incombent. Ceci concerne notamment la mise au jour, le nettoyage des structures archéologiques et leur documentation, la prise d'échantillons, le traitement du mobilier en laboratoire et la collaboration à la rédaction du rapport final d'opération.



3.3. Les ouvriers de fouilles qualifiés en fouilles archéologiques

Les ouvriers de fouilles réalisent les travaux de fouille archéologique suivant les instructions du RO ou de ses délégués, notamment en ce qui concerne le dégagement et le nettoyage des structures archéologiques. Les ouvriers doivent être titulaires de la qualification en fouilles archéologique dispensée par l'Institut de formation sectoriel du Bâtiment (IFSB). Le certificat de l'IFSB doit être annexé au projet scientifique d'intervention.

3.4. Les machinistes

Les machinistes sont responsables des travaux de pelle mécanique en relation avec l'opération d'archéologie préventive et suivent les instructions du RO ou de ses délégués. Les machinistes peuvent intervenir en tant qu'ouvriers de fouilles lorsque la pelle mécanique n'est utilisée que temporairement.

4. Cahier des charges scientifiques et techniques pour la réalisation de l'opération de diagnostic archéologique.

4.1. Surface à sonder : état des lieux et contraintes diverses

La surface à sonder, qui inclut uniquement la surface de l'éolienne WEA2, ne présente pas de contrainte particulière. Elle se situe sur six parcelles partiellement touchées (**voir supra, partie administrative**), localisées sur le sommet dit *Nëll*, à 454 m d'altitude, et dont la destination première est le pâturage.

L'accès au chantier (**Figure 1**) pourra se faire via la «Stoltzberwee», depuis la ferme de Groësteen au sud ou Stolzembourg au nord. Depuis cette route secondaire, un chemin indiqué sur les cartes topographiques permet l'accès au sommet du lieu.



Figure 1 : Accès au chantier, sur fond de la carte topographique de 1954. La route secondaire en rouge, et le chemin d'accès au sommet du site est indiqué par la flèche bleue (source Geoportail.lu)



4.2. Données archéologiques connues

Sur le plateau (**Figure 2**), à environ 250 mètres au nord-est des parcelles concernées par cette opération de diagnostic archéologique, se trouve la mention d'un lieu-dit qui évoque la présence de murs : « Auf den mauern » ou « Maueren ». A cet endroit ont été découverts divers fragments de céramique et de terres cuites architecturales romaines, confirmant le toponyme et la présence d'une occupation bâtie d'époque antique.

La proximité directement au sud de l'éolienne des toponymes « Welleschdeltsaak » et « Welleschdeell », dérivés de *villare*, renforce l'idée de l'existence d'un ou de plusieurs sites romains sur ce sommet.



Figure 2: Situation des lieux-dits et du site archéologique connu (point rouge = site 72783) dans l'inventaire archéologique.

4.3. Objectifs scientifiques

L'objectif de cette opération est de mettre en évidence l'existence d'une occupation antique, voire antérieure, à cet endroit. Les installations sur des hauteurs sont courantes à l'époque antique, mais également pour les périodes pré et protohistoriques au Luxembourg. La présence de points d'eau et la position dominante du lieu, la présence d'un site déjà connu et les lieux-dits évocateurs non loin semblent en tout cas indiquer un grand potentiel archéologique.



4.4. Types d'opération de diagnostic à réaliser

☒ **Sondages mécaniques**

4.5. Durée de l'opération de diagnostic archéologique

4.5.1 *Suivi archéologique*

La durée d'une opération de suivi archéologique est égale à la durée estimée par l'aménageur pour les travaux de terrassement (décapage, tranchée de pose).

Sauf exception, en raison du caractère mobile de ce type de chantier, il n'y a pas de tranche complémentaire de requise et donc de jours d'évaluation en sus des jours d'intervention.

4.5.2. *Sondages mécaniques*

Tranche ferme

Pour la présente opération de diagnostic d'une surface à sonder de **0,764 ha** et de contexte simple, la durée des sondages est fixée à **2 jours** (tranche ferme) de travaux archéologiques.

Tranche complémentaire

Pour la présente opération de diagnostic archéologique, au nombre de **2 jours de sondages** (tranche ferme) prévu est ajoutée **une tranche complémentaire de 5 jours** (surface brute < 10 ha) de travaux archéologiques.

4.6. Date de début de l'opération de diagnostic archéologique

Conformément à l'article 6 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, la date souhaitée du début de l'opération de diagnostic archéologique est à définir par le maître d'ouvrage, en concertation avec l'opérateur archéologique. Cette date doit être précisée dans le projet scientifique d'intervention, ci-après « PSI ». En cas de changement, l'opérateur archéologique doit en informer le RSS sans délais avant le début de l'opération.

Si une opération de diagnostic archéologique est à effectuer avant le début des congés collectifs, l'opérateur archéologique doit s'assurer que la tranche complémentaire puisse être effectuée avant lesdits congés.



5. Moyens humains et techniques pour l'exécution de l'opération de diagnostic archéologique.

5.1. Moyens humains nécessaires et qualifications

Dénomination	nb	Nb jours sondages (tranche ferme)	Nb jours (tranche complémentaire)	Qualification	Expérience professionnelle
Responsable d'opération	1	2	5	Formation universitaire en archéologie (Master, Bachelor)	Minimum 6 mois d'expérience en direction d'opérations archéologiques
Archéologue-technicien de fouilles archéologiques	1	2 (si nécessaire)	5	Formation universitaire en archéologie (Bachelor/formation professionnelle qualifiante)	Minimum 6 mois d'expérience de fouilles archéologiques
Machiniste	1	2	5	Niveau de qualification requis : E1/E2/E3	Minimum 0 mois d'expérience de fouilles archéologiques
Ouvrier de fouilles archéologiques	1	0	5	Qualification IFSB	Minimum 3 mois d'expérience de fouilles archéologiques

5.2. Moyens techniques nécessaires

Moyens lourds mécanisés :

- 2 jours de pelle mécanique hydraulique sur chenilles de **20 tonnes** minimum (poids en ordre de marche) et équipée d'un godet lisse d'une largeur minimum de **2 mètres** (tranche ferme).
- 5 jours de pelle mécanique hydraulique sur chenilles (métalliques, caoutchouc, sur pneu) de **20 tonnes** minimum (poids en ordre de marche) et équipée d'un godet lisse d'une largeur minimum de **2 mètres** (tranche complémentaire).

5.3. Sécurité et santé au travail

L'opération de diagnostic archéologique est effectuée selon la stricte observance de la législation et de la réglementation luxembourgeoise en vigueur concernant la sécurité et la santé au travail pour les chantiers de construction, notamment en ce qui concerne les travaux en tranchées (tranchées non blindées, tranchées blindées, etc.), le stockage des déblais, la sécurisation du chantier, les distances à respecter en présence de bâtiments existants, de lignes aériennes et enterrées et conduites enfouies, notamment de gaz ou de kérosène (hydrocarbures), de routes, de chemins de fer, d'aérodromes ou de pistes d'engins. Le personnel doit impérativement être doté de l'équipement de protection individuelle adapté.

En fonction de la localisation du chantier, il peut exister un risque de mettre au jour des engins explosifs. Le Service de Déminage de l'Armée Luxembourgeoise (SEDAL) est responsable de
NM/mdc 21.10.2025



la neutralisation, l'enlèvement et la destruction de ces engins et doit être contacté soit avant le début de l'opération pour déterminer ce risque, soit immédiatement en cas de découverte d'engins.

Si un plan particulier de sécurité et de santé (PPSS) n'est pas systématiquement exigé, l'opérateur archéologique doit mener une politique de prévention des risques en relation avec l'activité de l'opération de diagnostic archéologique, recenser les risques liés à l'activité et prendre les mesures de prévention utiles.

6. Préparation et déroulement de l'opération

L'opération de diagnostic archéologique comprend trois étapes :

1. L'étape de préparation sert à planifier l'opération archéologique, à rassembler toutes les informations scientifiques et techniques et à demander toutes les autorisations nécessaires pour la réalisation de l'opération archéologique.
2. L'étape de terrain correspond à la réalisation de l'opération archéologique.
3. L'étape post-terrain consiste à la réalisation de la documentation de l'opération archéologique (rapport et plans) et au traitement du mobilier archéologique découvert (lavage, étiquetage, conditionnement, liste). Les rapports doivent être élaborés selon les normes définies par l'INRA.

6.1. Phase de préparation et rédaction du Projet scientifique d'intervention

6.1.1. Autorisation ministérielle de recherche

L'opérateur archéologique adresse sa demande d'autorisation ministérielle de recherche au RSS et l'accompagne d'un « projet scientifique d'intervention » (selon le modèle fourni par l'INRA), ci-après « PSI », comme fixé dans l'article 4 du règlement grand-ducal du 10 mars 2022 précisant les conditions de demande et d'octroi de l'autorisation ministérielle nécessaire pour accomplir les opérations d'archéologie.

6.1.2. Autorisation d'accès aux terrains

L'opérateur archéologique se procure l'autorisation d'accès à l'ensemble des terrains à sonder auprès du maître d'ouvrage et autres autorisations nécessaires (par ex. survol de drone) avant le début de l'opération de diagnostic archéologique. L'autorisation d'accès signée doit être intégrée dans le PSI, et accorde l'autorisation à l'opérateur archéologique, ainsi qu'aux agents de l'INRA, d'accéder aux terrains concernés.

Si le terrain à sonder est sous bail ou en location, le maître d'ouvrage doit informer également son tenancier respectivement son locataire de la date de début de l'opération d'archéologie préventive.



6.1.3. Autres autorisations

Si le terrain concerné est classé en tant que patrimoine culturel national, ou adossé à un immeuble classé en tant que patrimoine culturel national, une autorisation ou un avis du ministre de la culture est nécessaire conformément à l'article 30 de la loi du 25 février 2022.

Si des autorisations d'autres ministères ou administrations étatiques ou communales sont obligatoires avant la réalisation de l'opération de diagnostic archéologique¹, le maître d'ouvrage doit transmettre une copie de ces documents à l'opérateur archéologique avant le début de l'opération de diagnostic archéologique.

Au besoin, l'opérateur archéologique devra obtenir une autorisation de la Direction de l'Aviation civile (DAC) pour l'utilisation de drones lors de l'opération.

Toutes les autorisations nécessaires doivent être intégrées dans le PSI.

6.2. Travaux de terrain préparatoires

Avant le début de l'opération de diagnostic archéologique, le terrain est à débroussailler et tous les éléments de construction ou autres, fixes ou amovibles dangereux sont à enlever. Les souches et les fondations restent dans le sous-sol. L'opérateur archéologique doit disposer de tous les plans des réseaux souterrains et d'autres infrastructures techniques enterrées.

Un état des lieux avant les travaux peut être établi entre le propriétaire, le maître d'ouvrage et l'opérateur archéologique.

6.3. Réunion de chantier préalable

Une semaine avant le début d'une opération de diagnostic archéologique, une réunion de chantier préalable en présence du maître d'ouvrage, du RO et du RSS est tenue et a pour objet de régler les derniers détails avant le début de l'opération de diagnostic archéologique. Le compte rendu de la réunion de chantier préalable est effectué par le RO, et transmis le jour ouvré qui suit la réunion au maître d'ouvrage et au RSS.

6.4. Travaux de laboratoire et de bureau

Le travail de laboratoire et de bureau après la réalisation de l'opération de diagnostic archéologique comprend le traitement des objets (nettoyage, étiquetage, conditionnement, liste et détermination), la réalisation de plans localisant les endroits exactes d'intervention (tranchées de sondage, décapages, log géologique, etc.) et les vestiges archéologiques découverts, ainsi que l'élaboration du rapport final de l'opération de diagnostic archéologique, ci-après « RFO », selon le modèle fourni par l'INRA dans une des trois langues officielles du Luxembourg.

¹ Telles que celles émises par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le Ministère de la Mobilité et des travaux publics, l'administration communale concernée (p.ex. permission de voirie, autorisation pour l'entre stockage de remblais sur une zone verte, autorisation de déblais ou autres).



6.4.1 Plan de l'opération de diagnostic archéologique et rapport final d'opération

Un plan général digital représentant l'emprise de l'opération de diagnostic archéologique sur fond parcellaire, l'emplacement des endroits exactes d'intervention et des structures archéologiques mises au jour ainsi que, le cas échéant, les structures bâties d'intérêt archéologique, doit être remis à l'INRA au plus tard 7 jours ouvrés après la fin de l'opération. Suite à la réception de ce plan et en fonction du résultat de l'opération de diagnostic archéologique, l'INRA informera l'opérateur archéologique du délai de la remise du RFO.

Le modèle de rapport et les normes de rédaction établis par l'INRA doivent être respectés.

Le rapport final d'opération de diagnostic archéologique est à remettre au RSS, avec le mobilier archéologique et tout autre document établi dans le cadre de la documentation scientifique de l'opération d'archéologie préventive, qui est autorisé à en exploiter les données (y compris des photos, plans, etc.) dans le cadre de ses missions légales définies par la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État. Une copie du RFO est à remettre au maître d'ouvrage.

Dans le cas où une opération de diagnostic archéologique doit se dérouler en plusieurs phases, l'INRA peut demander un PSI respectivement un RFO pour chaque phase individuelle.

7. Temps dévolu à la rédaction du rapport

Pour la présente opération de diagnostic archéologique, le temps dévolu pour la rédaction du RFO est fixé comme suit :

En cas de résultats négatifs de l'opération de diagnostic archéologique, le temps dévolu au traitement des données de terrain et à la rédaction du RFO correspond :

- à **4 jours** pour les opérations de diagnostic sur une surface de **moins de 3 ha**,
- à **5 jours** pour les opérations de diagnostic sur une surface **entre 3 et moins de 10 ha**,
- à **7 jours** pour les opérations de diagnostic sur une surface **entre 10 ha et moins de 20 ha**,
- à **10 jours** pour les opérations de diagnostic sur une surface **dépassant les 20 ha**.

En cas de résultats positifs de l'opération de diagnostic archéologique sans déclenchement de la tranche complémentaire, le temps dévolu au traitement des données de terrain et à la rédaction du RFO correspond :

- à **5 jours** pour les opérations de diagnostic sur une surface de **moins de 3 ha**,
- à **7 jours** pour les opérations de diagnostic sur une surface **entre 3 et moins de 10 ha**,
- à **10 jours** pour les opérations de diagnostic sur une surface **entre 10 ha et moins de 20 ha**,
- à **13 jours** pour les opérations de diagnostic sur une surface **dépassant les 20 ha**.

En cas de déclenchement de la tranche complémentaire, le temps dévolu au traitement des données de terrain et à la rédaction du RFO correspond à la moitié des jours de terrain (jours de sondages RO + jours de tranche complémentaire RO) + trois jours. Il est fixé à 6,5 jours pour cette opération.



Le temps nécessaire au traitement du mobilier archéologique (lavage, étiquetage, liste et conditionnement) est à négocier entre l'opérateur archéologique et le maître d'ouvrage à la fin de la phase de terrain.

En fonction des résultats, le délai de remise du RFO sera de 30 jours ouvrés à six mois maximum.

8. Suite de la procédure en cas de résultats positifs du diagnostic archéologique

En fonction des résultats de l'opération de diagnostic archéologique, l'INRA prendra une décision sur le sort des vestiges archéologiques mis au jour. En fonction de la nature des vestiges, de leur importance et du degré de leur conservation, une protection des vestiges archéologiques découverts peut être de mise. Si leur conservation n'est pas possible, l'INRA pourra procéder à des fouilles archéologiques avant le début des travaux de terrassement/d'aménagement.

En cas de découverte de vestiges extraordinairement bien conservés ou de structures exceptionnelles pendant une opération de diagnostic archéologique, l'INRA doit être informé dans les plus brefs délais. Des mesures de protection contre la destruction ou le vol de ces vestiges seront à prendre (par exemple garde de nuit).

9. Annexes

Annexe 1 : extrait de la carte archéologique

Annexe 2: liste des opérateurs archéologiques agréés (liste actualisée sur site web de l'INRA
-> Espace aménageur -> Démarches suite à une prescription -> Aspects procéduraux)



02 63 23 11 22
02 63 23 11 22

02 63 23 11 22
02 63 23 11 22

02 63 23 11 22
02 63 23 11 22



Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le

23 OCT. 2025

Monsieur Chris Reckel
Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Direction des évaluations des incidences sur l'environnement

Objet : Avis de la Commune de Vianden sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation relatif au projet « Wandpark Pëtschent »

Monsieur Reckel,

Nous vous remercions pour votre courrier daté du 22 septembre 2025, par lequel le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité sollicitait l'avis de la Commune de Vianden dans le cadre de la procédure prévue à l'article 5 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, concernant le projet « Wandpark Pëtschent ».

Le Collège des bourgmestre et échevins, a examiné en détail le dossier transmis ainsi que l'ensemble des éléments techniques et environnementaux disponibles et a établi son avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation à fournir par le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions légales et aux critères de sélection définis à l'annexe I de la loi précitée.

Position générale de la Commune de Vianden

En tant que membres du Naturpark Our, la Commune demande qu'une évaluation des incidences environnementales soit réalisée pour ce projet, afin de pouvoir exclure avec certitude toute incidence négative significative sur la zone protégée Natura 2000.

L'analyse du site et les plans annexés ne couvrent pas suffisamment le contexte à l'ouest et à l'est de l'implantation des éoliennes WEA1 et WEA2. La Commune demande que les cartes d'étude soient prises en considération à une échelle et une amplitude comparable à celle de la carte des parcs éoliens annexée au dossier (benachbarte Windparks Nr. Plan 207-102), afin de refléter correctement le contexte territorial global.

Nous exigeons également des études précises sur le rayon et l'étendue réelle de l'impact des éoliennes sur l'environnement naturel et la faune.

En outre, la Commune demande la réalisation d'une simulation visuelle depuis le territoire de Vianden, afin d'évaluer de manière concrète l'impact paysager de l'éolienne WEA 2, compte tenu de sa hauteur de 160 m et de sa position dominante en bordure immédiate de la zone Natura 2000.

Le Collège des bourgmestre et échevins se positionne défavorablement à l'égard du projet « Wandpark Pëtschent » en ce qui concerne l'installation de l'éolienne WEA2, en raison de multiples préoccupations relatives aux ressources naturelles et aux zones protégées.

Proximité des zones protégées

Les plans annexés révèlent une proximité immédiate avec la zone protégée Natura 2000 « Vallée de l'Our à Wallendorf Pont », qui englobe l'éolienne WEA 2 à seulement 90 m.

L'installation d'une éolienne de 160 m de hauteur au cœur de cette zone Natura 2000, et à seulement 780 m de la zone de protection avifaunistique « Vallée supérieure de l'Our et affluents », risque de perturber les corridors de circulation des oiseaux et de provoquer confusion et stress dans leur environnement naturel.

Protection du patrimoine archéologique

L'éolienne WEA 2 se trouve dans la « Zone d'observation archéologique (ZOA) », zones dans lesquelles des éléments du patrimoine archéologique ont déjà été détectés.

Le raccordement au réseau des deux éoliennes traverserait plusieurs zones classées comme ZOA, augmentant le risque d'atteinte au patrimoine.

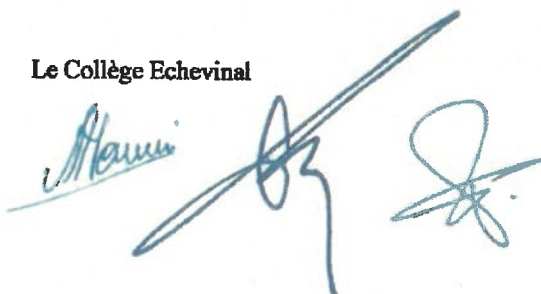
Impacts visuels

La hauteur importante des nouvelles éoliennes proposées (175 m et 160 m) soulève des inquiétudes quant à leur incidence sur l'image visuelle du paysage et la perception du territoire naturel.

Pour toutes ces raisons, la Commune de Vianden demande que ces points soient pris en compte et que des analyses complémentaires soient fournies avant toute autorisation du projet.

Fait à Vianden, en date du **23 OCT. 2025**

Le Collège Echevinal





**Administration
de la nature et des forêts**
Grand-Duché de Luxembourg

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le

23 OCT. 2025

Diekirch, le 23 octobre 2025

Réf. D3-25-0168

**Concerne : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur
l'environnement (EIE)**

**Évaluation du projet « Wandpark Pötschent » sur le territoire de la
commune de Putscheid ; Demande d'avis sur le champ d'application et
le niveau de détail du rapport d'évaluation**

Monsieur le Ministre,

À la suite de la demande de votre Ministère en date du 22 septembre 2025, je l'honneur de vous transmettre, par la présente l'avis commun de l'Arrondissement Centre-Est et du triage de Vianden concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation relatif au projet susmentionné. Le présent avis ne porte que sur les domaines relevant des attributions de l'Administration de la nature et des forêts.

Dès lors, les éléments suivants devront faire partie intégrante du rapport d'évaluation :

- Informations détaillées sur la faisabilité et plans exacts des tracés de raccordements avec référence des parcelles cadastrales et des coupes longitudinales correspondantes. Notamment le tracé vers l'éolienne WEA2 projetée nécessite un réexamen en raison de la topographie et de la présence de structures protégées ;
- Informations détaillées sur la faisabilité des accès aux sites d'installation, y inclus des plans exacts des tracés et des coupes longitudinales ;
- Informations détaillées sur les emplacements des installations de chantier et des dépôts temporaires de matériaux ;

- Informations détaillées sur les incidences sur la flore et la faune sauvage, notamment sur les espèces chiroptères et ornithologiques présentes, des milieux ouverts et forestiers ;
- Informations détaillées sur la présence des espèces intégralement protégées (e.a. présence de l'alouette des champs et du milan royal confirmé en 2025 pour le site WPA1) avec carte reprenant les emplacements exacts des points d'observation des aires de repos et de reproduction ;
- Informations sur le mode de réalisation du recensement des espèces analysées, avec indication des dates, des horaires et du nombre de relevés effectués ;
- Informations détaillées sur les impacts potentiels sur les corridors de faune sauvage existants, étant donné que l'éolienne WEA1 projetée se situe en zone tampon d'un corridor écologique, et que l'éolienne WEA2 projetée se trouve en zone centrale, au croisement de plusieurs corridors ;
- Informations détaillées et bilans écologiques relatifs aux biotopes et habitats susceptibles d'être détruits, ainsi que sur l'ampleur des mesures compensatoires à mettre en œuvre, notamment en ce qui concerne le raccordement de l'éolienne WEA2 projetée ;
- Informations détaillées sur l'envergure et les emplacements des mesures d'atténuation à réaliser en vue de la présence des habitats essentiels des espèces faunistiques, notamment pour les espèces chiroptères et ornithologiques, y inclus un plan de gestion et une convention d'exploitation ;
- Informations détaillées sur l'exploitation et la gestion des parcelles agricoles situées dans la zone d'influence des éoliennes lors de leur phase d'exploitation, notamment par un concept de gestion et une convention d'exploitation ;
- Informations détaillées sur les effets cumulatifs du parc éolien projeté et des parcs éoliens environnants en phase d'installation, d'exploitation ou en procédure d'autorisation ;
- Informations détaillées sur les impacts potentiels des éoliennes projetées aux massifs forestiers adjacents, y inclus la surface forestière réellement impactée, les effets sur la faune sauvage et tout autre impact potentiel relatif à l'écosystème forestier, en particulier pour l'éolienne WEA2 ;
- Evaluation des incidences sur les zones Natura 2000 concernées, notamment les zones « LU0001002- Vallée de l'Our de Ouren a Wallendorf Pont » et « LU0002003 - Vallée supérieure de l'Our et affluents » ;
- Evaluation des incidences sur la zone de protection d'intérêt nationale à déclarer « Bles / Stool / Tandelerbaach » ;

- Informations détaillées sur des sites alternatifs provoquant un impact inférieur sur l'environnement naturel par rapport aux endroits projetés, notamment pour l'éolienne WEA 2 projeté, située à proximité d'une zone protégée communautaire ;
- Analyse de l'impact visuel sur le paysage et sa sensibilité par rapport au projet d'installation d'un parc éolien (hauteur au moyeu : WEA1 175 m, WEA 2 160 m) ;
- Analyse des impacts liés à la proximité de l'éolienne WEA1 projetée sur l'exploitation agricole située sur la parcelle cadastrale 746/1567, section G de Merscheid (LUREF 75980 E | 114844 N). En effet, la possibilité d'un agrandissement du site agricole a déjà été discuté, sans qu'une demande d'autorisation, conformément à la loi modifiée du 18 juillet 2018, n'ait été introduite jusqu'à présent ;

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Pour l'Arrondissement de la nature
et des forêts Centre-Est



José GROFF

Chargé d'études régional



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Mobilité
et des Travaux publics

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le

27 OCT. 2025

Référence :

307040 / 043057

V/réf. : D3-25-0168

Réf. APC : 20251196

Luxembourg, le 27 OCT. 2025

Dossier suivi par :
Service Voirie
voirie@mmt.p.etat.lu
247-83326

Concerne : Evaluation du projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid - Demande d'avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

Transmis à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité avec en annexe l'avis de Monsieur le Directeur de l'Administration des ponts et chaussées du 20 octobre 2025, auquel je me rallie.

Pour la Ministre de la Mobilité
et des Travaux publics

Jean-Paul Lickes
Premier Conseiller de Gouvernement

Adresse postale :
L-2940 Luxembourg

Bureaux :
4, Place de l'Europe
Luxembourg

tél. : (+352) 2478-2478

voirie@mmt.p.etat.lu
www.travaux.public.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Mobilité
et des Travaux publics

Administration des ponts et chaussées

Luxembourg, le 20 octobre 2025



* C 1 1 - 1 1 8 9 7 2 *

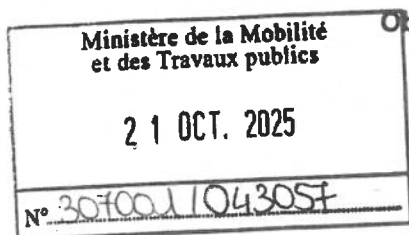
Réf. : FH * DIR - 20251196

À rappeler dans toutes correspondances

Concerne : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

Objet : Evaluation du projet « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid

- Avis PCH sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation



Retourné à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux Publics, comme suite à sa demande du 6 octobre 2025 (réf. : 306396/043057), avec notre avis y relatif :

L'emplacement des deux éoliennes est prévu à une distance suffisante du réseau étatique, dont une permission de voirie pour leur construction n'est pas requise.

Cependant, les travaux pour la pose d'une infrastructure souterraine pour le câblage électrique longeant les routes étatiques, qui devra se faire de préférence dans les accotements, devront faire l'objet d'une permission de voirie. Un état des lieux de la chaussée est impérativement à effectuer avant le début des travaux.

De plus, une concertation avec les différents acteurs locaux, notamment la Police Grand-Ducale et les administrations et les communes concernées, ainsi qu'une autorisation du Ministère de la Mobilité et des Travaux Publics sont indispensables en vue des transports exceptionnels pour la construction des éoliennes.

En cas d'accord, je vous prierais de bien vouloir transmettre la présente à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité aux fins voulues.

Le directeur des Ponts et Chaussées,

Direction de l'Administration des ponts et chaussées

Adresse bureaux

38, bd de la Foire

L-1528 Luxembourg

Tél.: +352 2846 - 1100

Fax: +352 262 563 - 1100

direction@pch.etat.lu

www.pch.public.lu

3 0 OCT. 2025

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la
Biodiversité

À l'attention de Monsieur Chris Reckel

4, Place de l'Europe

L-1499 Luxembourg

Hosingen, le 21 octobre 2025

Concerne : Avis de la Commune du Parc Hosingen concernant le champ d'application et le
niveau de détail du rapport d'évaluation relatif au projet « Wandpark Pëtschent »

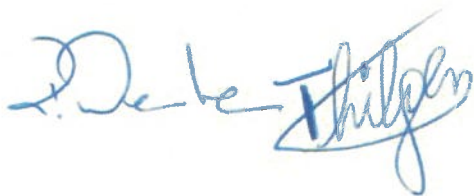
Monsieur Reckel,

Par la présente, nous accusons réception de votre courrier en date du 3 octobre 2025, par lequel
vous sollicitez l'avis de la Commune du Parc Hosingen conformément à l'article 5 de la loi modifiée
du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, dans le cadre du projet
« Wandpark Pëtschent » introduit par la société Soler S.A.

Après examen du dossier, nous vous informons que, compte tenu de la distance considérable entre
la limite du territoire de notre commune et les sites projetés pour l'implantation des nouvelles
éoliennes, nous avons décidé de nous rallier à l'avis émis par la Commune de Putscheid.

Veuillez agréer, Monsieur Reckel, l'expression de notre parfaite considération.

Le collège des bourgmestre et échevins,





**Administration
de l'environnement**
Grand-Duché de Luxembourg

Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité
Entré le

31 OCT. 2025

Ministère de l'Environnement, du Climat et de
la Biodiversité
4, place de l'Europe
L – 1499 Luxembourg

V/Réf. : D3-25-0168

N/Réf. : 850x1acba

Dossier suivi par : Carlo Hippe

Esch-sur-Alzette, le **30 OCT. 2025**

**Concerne : EIE – Avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport EIE
(scoping) ;
Projet : « Wandpark Pëtschent » sur le territoire de la commune de Putscheid
Maître d'ouvrage : Soler S.A.**

Madame, Monsieur,

Par courrier du 22 septembre 2025, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité sollicite l'avis de l'Administration de l'environnement sur le champ d'application et le niveau de détail des informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). Les informations fournies par le maître d'ouvrage en vertu de l'article 5.3 de la loi précitée ont été communiquées le même jour à l'Administration de l'environnement par voie électronique.

L'avis qui suit se limite aux domaines de l'environnement suivis par l'Administration de l'environnement tout en considérant les dispositions des articles 3 et 6 de la loi modifiée du 15 mai 2018 susmentionnée et l'annexe III de la même loi. L'avis se réfère au document établi le 13 août 2025 par le maître d'ouvrage et intitulé « „Wandpark Pëtschent“ Dokumentation für die Vorprüfung eines Projekts durch die zuständige Behörde gemäß Artikel 4 und Anhang II des Gesetzes vom 15. Mai 2018 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten ».

Le projet sous analyse se résume comme suit :

Nombre d'éoliennes	2	
	Site 1	Site 2
Type d'éolienne	Enercon E-175	Enercon E-138
Puissance nominale	7 MW	4,26 MW
Hauteur du moyeu	175 m	160 m
Diamètre décrit par l'hélice	175 m	138,25 m

Bien que tous les effets principaux sur l'environnement humain y semblent être identifiés, nous proposons de présenter dans le rapport d'évaluation tous les effets possibles d'un projet éolien sur l'environnement et de fournir les explications nécessaires pour pouvoir considérer certains effets comme non notables sans analyse détaillée.

Le choix du projet

Il y a lieu de présenter brièvement les variantes que le maître d'ouvrage a examiné en indiquant le nombre, la taille, la disposition des éoliennes et des aménagements connexes ainsi que les contraintes techniques observées (raccordement au réseau, sécurité aérienne, etc.). Le choix de la variante favorisée doit être motivé à l'aide d'une analyse des variantes précitées.

Lors de cette analyse, les connaissances relatives au gisement éolien sont à présenter tout en indiquant les sources d'informations utilisées.

La description du projet

Le rapport à élaborer devra préciser les produits garantissant le bon fonctionnement d'une éolienne en indiquant par produit :

- le composant concerné (p.ex. système d'orientation de la nacelle, multiplicateur, engrenages etc.) ;
- la dénomination du produit ;
- la fonction du produit (lubrification, refroidissement, etc) ;
- la quantité maximale détenue avec indication de l'unité considérée (l, kg) ;
- l'état physique (solide, liquide, gazeux) ;
- le cas échéant, les mesures prévues pour prévenir et/ou retenir des fuites.

Les aires d'étude

En ce qui concerne l'environnement humain, le périmètre d'étude s'étendra jusqu'aux habitations les plus proches existantes ou susceptibles d'être bâties en vertu des règles d'urbanisme applicables. A cette fin, une étude détaillée des alentours immédiats du projet est à réaliser. L'analyse en question devra considérer le territoire des communes de Putscheid, Vianden et Parc Hosingen. Les plans d'aménagement généraux en vigueur (PAG) sont à consulter.

Sur base des informations actuellement fournies, l'Administration de l'environnement ne peut pas encore se prononcer quant à l'exactitude des points récepteurs considérés par les évaluations jointes en annexes 5.3 « Schallstudie » et 5.4 « Schattenwurfstudie ».

Les effets cumulatifs

Les effets cumulatifs sur les facteurs à analyser font l'objet du chapitre 4.2 « Benachbarte Windparks ». Il y a lieu de considérer tous les projets existants ou autorisés susceptibles d'avoir un impact sur les facteurs à analyser. Il y a lieu de noter que le relevé y présenté doit être complété par une éolienne projetée aux coordonnées LUREF 77123E 111039N. Un dossier de demande déposé en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés est actuellement en instruction pour cette éolienne (dossier 1/25/0358). Les projets éoliens existants ou autorisés en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés sont également représentés sur le géoportail luxembourgeois (www.geoportail.lu).

Sur base des informations fournies, des effets cumulatifs sont à prévoir en considérant l'éolienne « WEA1 » et les éoliennes « WEA3 » et « WEA2 » du parc éolien « Housen-Pëtschent » ; parc éolien couvert par l'arrêté ministériel modifié 1/15/0295 délivré en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

L'évaluation des incidences sonores du projet sur l'environnement humain devra également considérer tous les établissements non éoliens soumis aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours, plus précisément en période nuit.

Le facteur « population et santé humaine »

Les effets dus aux émissions sonores

Une expertise acoustique détaillée est à réaliser par une personne agréée par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement. Cette expertise du domaine de compétence E2 est à réaliser dans le cadre de l'élaboration du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement et doit être jointe en annexe du rapport.

Il est précisé que les critères d'appréciation appliqués aux projets éoliens dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, s'appliquent aux propriétés dans lesquelles séjournent à quelque titre que ce soit des personnes, soit de façon continue, soit à des intervalles réguliers ou rapprochés. Une propriété quoique non bâtie actuellement, est susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, est à considérer comme propriété dans laquelle séjournent des personnes. La définition des zones PAG concernées est à observer.

Les critères précités ont été publiés dans le rapport d'activité publié en 2013 par le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures (<https://gouvernement.lu/fr/publications/rapport-activite/minist-developpement-durable-infrastructures/2013-rapport-activite-mddi/2013-rapport-activite-mddi-dept-environnement.html>).

La personne agréée devra procéder à une visite des points récepteurs afin de pouvoir qualifier la situation acoustique y existante. Lorsque le projet prévoit d'exploiter les éoliennes en différents modes d'exploitation, il y a lieu d'analyser en détail la variation des émissions sonores lors du changement d'un mode à l'autre.

Les émissions sonores des différentes variantes techniques sont à analyser et à comparer. Des anomalies au niveau de leur spectre fréquentiel sont à commenter.

Il est rappelé que l'insécurité liée au modèle prévisionnel et à la qualité des données utilisées doit être indiquée. La méthode d'évaluation doit tenir compte que les éoliennes analysées sont des sources de bruit à grande hauteur nécessitant une application spécifique du facteur « Agr » tel que défini par la norme ISO9613-2 « Acoustique - Atténuation du son lors de sa propagation à l'air libre - Partie 2 : Méthode générale de calcul ». L'appréciation de projets éoliens dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés se base à ce sujet sur une étude réalisée par le TÜV en 2013 ; étude intitulée « Geräuscentwicklung von Windenergieanlagen – Grundlagen zur Beurteilung des Lärmimpakts – Bericht Nr : 936/21219826/10 ». Selon cette étude, la grande hauteur des éoliennes nécessite de considérer le facteur d'absorption du sol $G=0$.

Les effets des basses fréquences/infrasons susceptibles d'être générées par l'éolienne sont à évaluer indépendamment des critères d'appréciation à appliquer, notamment sur base d'une analyse du spectre des émissions sonores des éoliennes projetées et des données récentes provenant de la littérature scientifique publiée en la matière. La personne agréée devra aussi s'exprimer de façon qualitative sur les autres variantes considérées.

Il incombe à l'auteur du rapport de présenter les résultats de l'étude acoustique de manière à ce qu'un lecteur non initié puisse s'informer aisément sur les incidences du projet.

Les effets d'ombre portée

La projection d'ombre induite par la rotation des pales des éoliennes aux différents points récepteurs a été déterminée par calcul en annexe 5.4 « Schattenwurfstudie ». Cette évaluation doit être actualisée, le cas échéant, sur base de l'aire d'étude à retenir et des effets cumulatifs y présents. Cette expertise est à réaliser dans le cadre de l'élaboration du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement et doit être jointe en annexe du rapport.

À défaut d'une norme luxembourgeoise applicable en la matière, les recommandations allemandes « Hinweise zur Ermittlung und Beurteilung der optischen Immissionen von Windenergieanlagen – Aktualisierung 2019 (WEA-Schattenwurf-Hinweise) » établies par le Bund/Länder-

Arbeitsgemeinschaft für Immissionsschutz (LAI) (<https://www.lai-immissionsschutz.de/>) sont à appliquer. Le périmètre d'étude à considérer y est précisé.

Les critères d'appréciation relatifs à la présence d'ombre induite par la rotation des pales des éoliennes (30 h/an et 30 min/j), appliqués aux projets éoliens dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, se réfèrent au scénario « worst case ».

Lorsqu'un module d'arrêt tenant compte des conditions météorologiques est proposé pour limiter les incidences du projet, le critère d'appréciation pour le cas le plus défavorable (30 h/an) n'est plus applicable. Dans ce cas, la valeur de 8 h/an est à observer tout en maintenant le critère de 30min/j.

Les facteurs « terres » et « sol »

Les sites d'implantation ainsi que les raccordements interne et externe du projet éolien sont à analyser sur base du cadastre des sites potentiellement contaminés (CASIPO). Il est recommandé d'éviter dans la mesure du possible la traversée des parcelles susceptibles d'être polluées. Le cas échéant, des mesures d'atténuation devront être élaborées.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Gérard Hofmann
Responsable d'unité